Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 31 DÉCEMBRE 1938

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st DECEMBER, 1938

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 5265-44-9-o

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 5266-44-9-o

Lettres Patentes

"Beaver Syndicate Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Harold Lande, Eli Michael Berger et Isidore Pollock, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce général d'agent en immeubles; acheter et vendre des immeubles; construire, négocier et échanger des biens immobiliers; acheter et vendre des lots, propriétés et terrains; agir comme agents pour la vente ou l'échange de biens immobiliers; et généralement faire le commerce comme négociants de biens immobiliers et comme agents en immeubles;

2. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou affermer, importer et exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins du dit commerce, ou ordinairement fournis ou négociés par des personnes engagées dans aucun tel commerce, ou qui sembleront devoir être profitablement négociés en rapport avec le dit commerce;

3. Acquérir et détenir, et vendre ou autrement disposer des titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transférer son entreprise ou ses biens ou se fusionner avec toute telle compagnie;

Si autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représentés à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

Letters Patent

"Beaver Syndicate Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1938, incorporating: Harold Lande, Eli Michael Berger, and Isidore Pollock, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the general business of real estate agents; to buy and sell immoveables; to construct, deal with and exchange immoveable properties; to buy and sell lots, real estate and land; to act as agents for the sale or exchange of immoveable properties; and to generally carry on the business of dealers in immoveable property and real estate agents;

2. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import and export, and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of the said business, or commonly supplied or dealt with by persons engaged in any such business, or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with the said business;

3. To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this Company, or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

If authorized by By-Law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company represented by a general meeting called for considering the By-Laws the Directors may from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the Company;

(*b*) Emettre des débentures ou toutes valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

(*c*) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie, en garantie de toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement, ou le gage sus-mentionné par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227 ou de toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie, lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Beaver Syndicate Corporation", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

6199

(*b*) Issue debentures or any securities of the Company and pledge or sell the same for such sum or sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothecs, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227) or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the Company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the Company, bills of exchange, promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Beaver Syndicate Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6200-o

"Clinton Ladies' Hats Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Sam Hitzig, et Max Hitzig, manufacturiers, Sally Hitzig, épouse séparée de biens de Max Hitzig, et le dit Max Hitzig, partie aux présentes pour les fins d'autoriser sa dite épouse, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtements de toutes sortes, exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de chapeaux pour dames;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même remps que son industrie, ou de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie

"Clinton Ladies' Hats Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: Sam Hitzig, and Max Hitzig, manufacturers, Sally Hitzig, wife separate as to property of Max Hitzig, and the said Max Hitzig a party to these presents for the purposes of authorizing his said wife, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' hats;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business

exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraitront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

6. Faire aucune convention relative à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, conces-

which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plants, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire, by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or pri-

sions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Clinton Ladies' Hats Ltd.", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6185 Sous-secrétaire de la Province.

"Deckelbaum & Korny Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Hyman Deckelbaum, manufacturier, Israel Kornbluth et Bennie Kornbluth, gérants, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de manufacturiers, acheteurs et vendeurs en gros et en détail, impor-

vilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present & future for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Clinton Ladies' Hats Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6186-o Under Secretary of the Province.

"Deckelbaum & Korny Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1938, incorporating: Hyman Deckelbaum, manufacturer, Israel Kornbluth and Bennie Kornbluth, managers, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, and selling, wholesale and retail, import

tateurs et exportateurs, et agir comme agents pour revendre toutes sortes de robes, manteaux, et vêtements semblables pour femmes et enfants;

Importer et exporter, acheter et vendre, en gros et en détail, les soies, soies artificielles, tissus de coton, et étoffes en laine et matériels bruts semblables; faire le commerce ou le négoce ou manufacturer et charger une commission sur la vente des articles précités de toute nature ou description, lorsque agissant comme agents ou courtiers pour les acheter ou les vendre;

Demander, acheter, louer, échanger ou autrement acquérir par titre légal, construire, détenir, exploiter, mettre en opération, vendre, utiliser, améliorer, développer, administrer, affranchir, manufacturer, louer ou aliéner ou autrement faire valoir ou faire le commerce ou le négoce de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des entreprises, et des propriétés réelles, personnelles, mobilières, immobilières, corporelles ou incorporelles, toutes machineries, wagons, automobiles ou autres véhicules, usines, accessoires de manufactures, édifices pour entreposer, dépôts et établissements manufacturiers pour la production et l'entreposage de toutes sortes d'étoffes à robes, essentiels tel que ci-dessus dans les présentes mentionnés de toutes sortes qui peuvent être produits de ou conjointement avec l'industrie des travaux à l'aiguille, de leur état naturel jusqu'au produit ouvré et leurs substituts, ainsi que chacun et tous appareils, usines, matériels de toutes sortes quelconques que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour ses opérations, y compris des brevets, droits brevetés, permis, octrois, monopoles, franchises, marques de commerce, dessins industriels, clientèle et tous autres droits, engagements, avantages ou privilèges quelconques de toute personne, firme ou compagnie qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à cette compagiie ou qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercée en même temps que ce qui précède, et les payer en deniers comptants, débentures ou valeurs ou par l'émission d'actions de la compagnie comme entièrement libérées ou non sujettes à appel, soit souscrites ou autres, ou particulièrement avec les uns et partiellement avec les autres, ou les payer ou en recevoir le paiement de la manière que cette compagnie croira convenable ou appropriée, sans aucune exception quelconque, et exercer l'une quelconque des opérations ou entreprises précitées soit comme mandants ou agents, comme courtiers, commerçants, en gros ou en détail, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands, entrepreneurs ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir, construire, développer et exploiter des magasins dans le but de disposer des biens de la compagnie en rapport avec l'une quelconque de ses opérations, et à cette fin ériger tous tels entrepôts, édifices et autres constructions qui seront nécessaires pour compléter d'une manière appropriée les dits travaux ou l'un quelconque d'iceux et conclure des conventions nécessaires à cette fin;

Émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou débentures ou autres valeurs, soit souscrites ou non, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, corporelles ou incorporelles, droits, baux, entreprises, concessions, commerces, franchises et choses de même nature, déterminant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention ou procédé que

and export, and act as agent for the resale of all kinds of women's and children's dresses, cloaks, and similar wearing apparel;

To import and export, buy and sell, wholesale and retail, silks, artificial silks, cotton fabrics, and woollen cloths, and similar raw materials; to deal in or deal with, or manufacture and charge a commission on the sale of the aforesaid articles of every nature or description, when acting as agents or brokers for the purchase or sale of the same;

To apply for, purchase, lease, exchange, or otherwise acquire by legal title, construct, hold, exploit, operate, sell, use, improve, develop, manage, enfranchise, manufacture, lease or dispose of or otherwise turn to account, or deal in or with the whole or any part of the business, undertakings, and property, whether real or personal, moveable or immoveable, corporeal, or incorporeal, all machinery, waggons, motor or other vehicles, factories, factory supplies, buildings for storage, depots, and manufacturing establishments for the production and storage of all kinds of dress goods essentials as hereinbefore mentioned, of all kinds which may be produced from or in conjunctoin with the needlework trade, from the natural state to the finished product and substitutes thereof, and also any and all apparatus, plant or material of any kind whatsoever which the company may seem necessary or useful for its business, including patents, patent rights, licenses, grants, monopolies, franchises, trade marks, industrial designs, good-will, and all other rights, liabilities, advantages or privileges whatsoever, of any person, firm or company which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, or which may seem to the company capable of being carried on or in connection with any of the above, and to pay for the same by cash, debentures or securities, or by the issue of shares of the company as fully paid up and non-assessable, whether subscribed for or otherwise, or partly by the one and partly by the other, or to pay for or to receive payment for the same in such manner as this company may deem fit and proper, without any exception whatever, and to carry on any of the aforesaid businesses or undertakings either as principals or agents, as brokers, jobbers, wholesale or retail, exporters or importers manufacturers, dealers, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, construct, develop and operate stores for the purpose of disposing of the assets of the company in connection with any of its operations, and in connection therewith to erect all such warehouses, buildings, and other constructions as may be necessary for the proper completing of such works or any of them and to enter into all agreements necessary for same;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or debentures, or other securities, whether subscribed for or not, for the payment either in whole or in part of any property, real, or personal, moveable or immoveable, corporeal, or incorporeal, rights, leases, undertakings, concessions, business, franchises, and the like, determining any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process which this company may legally acquire, and, with the

cette compagnie peut légalement acquérir, et avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus pour fins de promotion ou autres et les payer au moyen de deniers, actions, obligations ou autres valeurs, soit de la présente ou de toute autre compagnie, et soit partiellement avec les uns et partiellement avec les autres, et soit souscrites ou non;

Acheter, acquérir, souscrire, posséder, détenir, vendre, nantir ou autrement aliéner, faire le commerce ou le négoce des valeurs, actions, obligations, débentures et parts de toute compagnie quelconque ou de n'importe quel endroit, de toute nature ou sorte, qui pourront exercer aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ou à accroître la valeur;

Aider de toute manière quelconque par voie de bonis, prêts, promesses et endossements et prélever et contribuer à prélever des deniers et garantir les obligations de toute compagnie dont les actions du capital, les débentures ou autres obligations sont détenues ou sont de toute manière quelconque garanties par cette compagnie, et faire tous et l'un quelconque des actes et choses pour préserver, protéger ou accroître la valeur de toutes telles actions du capital-actions, bons ou autres obligations, et faire tous et chacun des actes et choses tendant à accroître la valeur des biens de toute telle compagnie, et prêter des deniers aux clients et garantir l'exécution des contrats par et assumer les engagements, garantir, donner des garanties ou se porter garants du paiement des billets promissoires, lettres de change ou autres obligations de toute nature quelconque de toute personne, firme ou compagnie endettée envers cette compaggie, ou avec laquelle cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et agir comme employeur, employé, agent ou gérant de toute telle personne, firme ou corporation ayant des pouvoirs semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Rémunérer toute personne, firme ou compagnie de telle manière que la compagnie croira convenable en deniers comptants, et avec l'approbation des actionnaires, en actions libérées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres valeurs pour services rendus à la compagnie ou dans ou en vue du paiement ou de la satisfaction des dettes ou obligations dûes par la compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou les actions ou valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation, de l'organisation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Conclure et obtenir de toutes autorités, les privilèges, droits et concessions susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et les exécuter;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des entreprises de cette compagnie, comme entreprise en exploitation ou autrement pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement moyennant des deniers comptants, des actions entièrement libérées non sujettes à appel, débentures ou parts de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, connaissements, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables, débentures et titres de créance de toutes sortes;

approval of shareholders, for promotion and other services rendered to the company, pay for same by means of cash, shares, bonds, or other securities, whether of this or any other company, and whether partly in one and partly in the other, and whether subscribed for or not;

To purchase, acquire, subscribe for, possess, hold, sell, pledge, or otherwise dispose of, deal in or deal with securities, stock, bonds, debentures, and shares of any company whatsoever or wheresoever, of any nature or kind, which may be carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly enhance the value of or benefit the company;

To aid in any manner by way of bonuses, loans, promise and endorsement and raise and assist in raising money for, and guarantee the obligations of any company any of whose shares of capital stock, bonds, or other obligations are held or are in any manner guaranteed by this company, and to do any and all acts and things for the preservation and protection or enhancement of the value of any such shares of capital stock, or other obligations, and to do any and all acts and things tending to encrease the value of the property of any such company, and to lend money to customers and guarantee the preformance of contracts by and assume the liabilities, guarantee, give security for, become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, or other obligations of any kind whatsoever of any person, firm or company indebted to this company, or with which this company may have business relations, and to act as employer, employee, agent or manager of any such person, firm, or corporation having powers similar in whole or in part to those of this company;

To remunerate any person, firm or company in such manner as the company may deem fit by cash, and, with the approval of the shareholders, by paid up non-assessable shares, bonds, debentures, or other securities for services rendered for the company, or for or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing by the company, for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or stock or securities of the company, or in or about the formation, organization or promotion of the company or the conduct of its business;

To enter into and obtain from any authorities, privileges, rights and concessions conducive to the company's objects, or any of them, and carry out the same;

To sell or otherwise dispose of the undertakings of this company, in whole or in part, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for cash, fully paid up non-assessable shares, debentures, or stock of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants, and other negotiable or transferable instruments, debentures, and evidences of indebtedness of all kinds;

Faire le commerce et le négoce, acheter ou vendre chacun et tous autres articles se rapportant à l'industrie de l'aiguille, et faire généralement chacun et tous tels autres acte et choses, et exercer chacun et tous les autres pouvoirs qu'une compagnie à responsabilité limitée pourrait faire ou exercer, et qui pourraient être nécessaires ou utiles pour la réalisation des objets et fins pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ou y afférents, sous le nom de "Deckelbaum & Korny Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

6187

To deal in and deal with, buy or sell any and all other articles in connection with the needle trades, and do generally any and all such other acts and things, and to exercise any and all other powers which a limited company could do and exercise, and which may be necessary or useful for the attainment of the objects and purposes for which the company is incorporated or incidental thereto under the name of "Deckelbaum & Korny Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars $20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6188-o

"George A. Hall Cartage Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Gerald S. Tritt, avocat et Conseil en Loi du Roi, George A. Hall, entrepreneur de transport, et Harold Rivet, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations qui consistent à transporter les articles, effets, marchandises, bois ou charbon et grain;

2. Faire le commerce, acheter, vendre ou louer, exploiter, entretenir, donner à bail, faire le négoce, disposer, manufacturer et réparer les voitures, véhicules et leurs accessoires et pièces de toute nature et description susceptibles d'être actionnés par tout genre de pouvoir pour le transport des objets animés ou inanimés par terre, eau ou dans les airs, y compris sans préjudice à la généralité de ce qui précède, des automobiles, camions, autotaxis, motocyclettes, bicyclettes et aéroplanes;

3. Acquérir et exploiter des édifices, entrepôts et garages pour entreposer, prendre soin ou garder pour louage, des véhicules de toutes sortes;

4. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

6. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

8. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, dében-

"George A. Hall Cartage Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1938, incorporating: Gerald S. Tritt, Advocate and King's Counsel, George A. Hall, cartage contractor, and Harold Rivet, bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of transport of goods, wares, merchandise, timber or coal and grain;

2. To trade, buy, sell or lease, operate, maintain, rent for hire, deal in, dispose of, manufacture and repair, conveyances, vehicles and accessories and parts thereof of every kind and description capable of being moved by any form of power for the transportation of animate or inanimate objects by land, water or air, including without prejudice to the generality of the foregoing, automobiles, trucks, taxi cabs, motorcycles, bicycles and aeroplanes;

3. To acquire and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring or keeping for hire therein of vehicles of every kind;

4. To promote any company or companies for the purchase of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

5. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

6. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

7. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

8. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of

tures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

10. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

12. Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Les opérations de la compagnie pourront être exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "George A. Hall Cartage Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6189 Sous-secrétaire de la Province.

any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

10. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

12. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

The operations of the Company can be carried on throughout the Province of Quebec under the name of "George A. Hall Cartage Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6190-o Under Secretary of the Province.

"International Mica Limited"

(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Ephrem Marcil, garagiste, Rolland Langlois, secrétaire et Benjamin Benoît, avocat, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minérais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minérais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105-112 de la Loi des mines de Québec (Chap. 80), en la manière y prescrite;

"International Mica Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: Ephrem Marcil, garagist, Rolland Langlois, Secretary, and Benjamin Benoit, advocate, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels autres actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "International Mica Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars ($99,999.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (99,999) actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Provinde, ce douzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6177—o Sous-secrétaire de la Province.

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "International Mica Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine dollars (99,999.00), divided into ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine (99,999) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December 1938.

JEAN BRUCHESI,

6178-o Under Secretary of the Province.

"Krausmann's Lorraine Grill Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: George Noel, comptable, Jean L'Ecuyer, commis et Marguerite Allard, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne et salle de rafraîchissements, marchands de tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs, pourvoyeurs, confiseurs et victuailleurs;

2. Exercer le commerce de fermiers, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers en produits alimentaires, victuailleurs et marchands de provisions et en gros et en détail;

3. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce des droits, franchises, clientèle, propriétés et biens y compris toute option, concession et choses de même nature de tout individu, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

4. Donner toute garantie en rapport avec le paiement de toutes débentures, actions-débentures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

5. Se charger, organiser, réorganiser, administrer et disposer de toute manière quelconque de toute industrie ou entreprise dans laquelle la compagnie pourrait être intéressée ou dans les valeurs de laquelle elle pourrait avoir placé ses

"Krausmann's Lorraine Grill Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: George Noel, accountant, Jean L'Ecuyer, clerk, and Marguerite Allard, stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern and refreshment room keepers, tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, confectioners and caterers;

2. To carry on the business of farmers, dairymen, ice merchants, importers and brokers of food, victuallers and provision merchants, both wholesale and retail;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like of any individual firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

4. To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the company;

5. To take over, organize, reorganize, manage and dispose of, in any manner whatsoever, any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds or with which

fonds ou avec laquelle elle pourrait avoir des relations d'affaires ou envers laquelle elle peut détenir un mandant; et, dans ce but nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

6. Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner les parts, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la compagnie et transférer ses entreprises ou ses biens ou se fusionner avec toute telle compagnie;

7. Utiliser ses fonds quelconques pour l'achat d'actions de toute autre compagnie et, durant la possession ou la détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires, y compris le droit de voter sur icelles;

8. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou les intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou bâtiments qui pourraient être sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux, et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des terrains, et la totalité ou l'un quelconque des édifices ou bâtiments qui sont présentement ou qui pourraient être dans la suite sus-érigés, et prendre telle garantie pour iceux qui sera jugée nécessaire, et ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; améliorer, aménager et administrer les dits terrains et édifices;

9. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés réelles ou personnelles ou l'industrie ou l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation et accepter par voie de considération pour telle vente, location ou aliénation toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

10. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

11. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, qu'elle peut posséder dans la province dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est légalement autorisée à émettre;

12. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le remboursement du prix d'achat ou toute balance impayée du prix d'achat des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie ou tous deniers dûs à la compagnie par les acheteurs et vendre ou autrement disposer des dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

14. Promouvoir, organiser, développer, administrer ou contribuer à la promotion, à l'organisation, au développement et à l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie et comme fins incidentes à ce qui précède, entreprendre, administrer, contrôler ou autrement négocier l'industrie et l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu dans

it may have business relations or towards which it may hold a mandate; and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts, employees or agents;

6. To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company and to transfer its undertaking or assets or to amalgamate with any such company;

7. To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

8. To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now, or may hereafter be erected thereon, and to take such securities therefor as may be deemed necessary, and to erect buildings and deal in building material; to improve, alter and manage the said lands and buildings;

9. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company;

10. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

11. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which it is by law entitled to issue;

12. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

13. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

14. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued

le but de protéger les valeurs émises par iceux et de réaliser leurs réclamations;

15. Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, actions-débentures et/ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, réclamations, privilèges, concessions, permis, franchises ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, et en paiement de services rendus ou de travaux exécutés pour elle, et aussi émettre les dites actions entièrement libérées, obligations, actions-débentures et/ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations ou actions-débentures et/ou autres valeurs de toute autre compagnie;

16. Prêter des deniers aux personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir avec ou sans garantie l'exécution des contrats ainsi que la satisfaction de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée et accepter en garantie des dits prêts et garantir toutes valeurs qui pourraient être offertes par telle compagnie ou personne y compris les actions, obligations, actions-débentures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de ou sur les biens de telles personnes ou compagnies;

17. Etablir des agences et succursales; faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger ou province du Canada et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

18. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

19. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement avec toute personne, société ou corporation exploitant un commerce semblable ou en partie semblable à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

20. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction de la compagnie par une simple résolution;

21. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

22. Procurer du capital, du crédit ou autre assistance pour établir, agrandir ou réorganiser toute entreprise ou industrie exercée ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

23. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personne exerçant une partie quelconque du commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et les

thereby and realizing upon the claims thereon;

15. To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and/or other securities of any other company;

16. To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts and also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

17. To establish agencies and branches; to procure the company to be registered and recognized in any foreign country or province of Canada and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

18. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

19. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation, engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

20. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined by the Board of Directors of the company by simple resolution;

21. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

22. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the company has business relations;

23. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons, carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash and

payer en deniers comptants ou en actions ou valeurs de cette compagnie ou partiellement en deniers ou partiellement en actions ou valeurs ou avec toute autre considération;

24. Rémunérer, soit par voie de commission ou en deniers ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie ou de toute autre manière, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues et pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

25. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation;

26. Distribuer en espèces ou autrement comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie;

27. Poursuivre, exercer et exécuter les objets et pouvoirs, ci-dessus dans les présentes énoncés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de mandants, agents, procureurs, entrepreneurs, commissionnaires, gérants, bailleurs, locataires ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer et exécuter un ou plusieurs des dits objets et pouvoirs sans égard aux autres, les dits objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et non pas limités par le nom de la compagnie, et nul article des présentes ne sera interprété comme limité dans sa généralité par les termes de tout autre article ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

28. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, gérants et comme ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, ces contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant ces intérêts contraires ait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu cependant que dans ce cas, le fait que ces intérêts existent ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en

in shares or securities of this company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration;

24. To remunerate, either by way of commission or in cash or shares fully paid up or in securities of the company, or any other way, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

25. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

26. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

27. To pursue, exercise and carry on the objects and powers herein before set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

28. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, managers, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

"And it is hereby ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors has or have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that, in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors

vertu de ou relativement à ces contrats ou transactions. Nul directeur ou directeurs ayant ces intérêts contraires ne seront responsables envers la compagnie ou envers tout actionnaire ou créancier d'icelle ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu de ou en raison de ces contrats ou transactions, ni tel directeur ou directeurs ne seront tenus de rendre compte de tous gains ou profits réalisés sur ces contrats ou transactions, sous le nom de "Krausmann's Lorraine Grill Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de la valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6179 Sous-secrétaire de la Province.

having such adverse interest shall be liable to the company or to any stockholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon", under the name of "Krausmann's Lorraine Grill Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6180-o Under Secretary of the Province.

"Les Accessoires de Sports (Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Eldège Bellemare, faiseur de papier, et Armand Nadeau, avocat, de Trois-Rivières, Alfred Lemay, faiseur de papier, de Cap-de-la-Madeleine, dans les buts suivants:

1. Procéder à la fabrication, à la préparation, à la vente en gros et en détail de tous les genres d'articles de sports, spécialement de raquettes de tennis ou autres, traines sauvages, skis et de toutes les autres variétés d'accessoires de sports;

2. Avoir et exploiter, acheter, louer, vendre, échanger ou autrement acquérir ou disposer de bâtisses, usines et de tous autres meubles et biens fonds, pour les fins de la fabrication, de l'industrie et du commerce plus haut mentionnées, ainsi que de tous les meubles, outillages nécessaires aux fins susdites;

3. Donner, faire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements ou autres garanties, valeurs négociables et transférables;

4. Tenir des magasins, entrepôts ou autres bâtisses pour le commerce, la fabrication de tous ces articles de sports, manufacturés ou non, ou de tous autres articles en rapport avec l'industrie et le commerce susdit;

5. Acheter, louer, vendre et échanger, engager ou autrement acquérir toutes propriétés ou tous autres droits ou privilèges, que la corporation puisse juger nécessaire et utile dans le but de ses opérations;

6. Importer ou exporter toutes marchandises d'un intérêt à ladite Corporation, acheter et vendre ces marchandises au bénéfice de ladite Corporation;

7. Vendre, louer, ou autrement disposer des entreprises de ladite Corporation, ou d'une partie d'icelles, pour telles considérations, que ladite Corporation jugera convenable;

8. Demander, acheter, louer, posséder, acquérir et exploiter tous brevets d'invention, concessions, procédés, renseignements, secrets et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité, qui pourrait être utile pour l'une des fins quelconques de ladite Corporation;

9. Emettre des actions, en échange de services, de biens meubles ou immeubles;

10. Prendre tous moyens pratiques pour faire connaître les buts et les fins de la présente Com-

"Les Accessoires de Sports (Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: Eldège Bellemarre, paper maker, and Armand Nadeau, advocate, of Trois-Rivières, Alfred Lemay, paper maker, of Cap de la Madeleine, for the following purposes:

1. To carry on the manufacture, preparation and sale both wholesale and retail of all kinds of sporting goods, particularly tennis and other raquets, toboggans, skis and all other kinds of sporting goods;

2. To have and operate, buy, lease, sell, exchange or otherwise acquire or dispose of buildings, plants and all other movables and real estate, for manufacturing purposes of the industry and business above mentioned, as well as any movables, equipment necessary for the above purposes;

3. To give, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading or other negotiable and transferable securities and guarantees;

4. To operate stores, warehouses and other buildings for the business, and for manufacturing any of the said sporting goods, whether manufactured or not, or for any other articles connected with the aforesaid industry and business;

5. To buy, lease, sell and exchange, pledge or otherwise acquire any properties or any other rights or privileges which the corporation may deem necessary and useful for the purposes of its operations;

6. To import or export any merchandise of interest to the said corporation, buy and sell the said merchandise for the benefit of the said corporation;

7. To sell, lease or otherwise dispose of the undertakings of the said corporation or any part thereof, for such consideration as the said corporation may deem fit;

8. To apply for, buy, lease, own, acquire and operate any patents of invention, concessions, processes, information, secrets and things of a like nature, conferring an exclusive or unexclusive, limited or unlimited right, which may be useful for any of the purposes whatsoever of the said corporation;

9. To issue shares, in exchange for services, movable or immovable properties;

10. To adopt any practical means of making known the objects and purposes of the present

pagnie, et spécialement par journaux, circulaires, annonces de toutes sortes;

11. Acheter, vendre, louer des biens fonds ou autres;

12. Engager ces biens mobiliers ou immobiliers ou les deux à la fois, au moyen de garanties hypothécaires ou autres;

13. Emettre et distribuer comme parts totalement acquittées de la Compagnie, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, immeubles, valeurs, débentures ou autres propriétés ou droits que ladite Compagnie peut acquérir, en vertu des droits qui lui sont concédés;

14. Emprunter les montants que ladite Compagnie jugera nécessaire et utile d'emprunter, et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos;

15. Exploiter toute autre industrie connexe aux objets pour lesquels la dite Compagnie est constituée en Corporation et généralement faire toutes les choses qui conduisent à la réalisation des objets susdits;

16. Se joindre ou se fusionner en tout ou en partie avec aucune autre Compagnie, dont les objets sont semblables à ceux de la présente Corporation;

17. Aucun détenteur d'action ne pourra les vendre sans avoir au préalable remis au bureau de direction, un affidavit établissant le nom de l'acheteur et le prix qui est offert par ce dernier. Les directeurs de la Compagnie auront alors droit de préférence pour l'achat des actions, pour éviter s'il y a lieu, qu'elles ne tombent entre les mains de personnes indésirables, sous le nom de "Les Accessoires de Sports (Limitée)", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6181—o Sous-secrétaire de la Province.

company, and particularly by the press and by circulars, advertisements of all kinds;

11. To buy, sell, lease the said real estate or other properties;

12. To pledge the said movable or immovable properties or both at the same time, by way of hypothecary or other security;

13. To issue and distribute fully paid-up shares of the company, in payment or part payment for any business, franchises, undertakings, properties, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, immovables, securities, debentures or properties or rights which the said company may acquire by virtue of the rights granted to it;

14. To borrow the amounts which the said company may deem necessary and useful to borrow, and this as and when deemed expedient;

15. To carry on any other industry connected with the objects for which the said company is incorporated and generally to do all things conducive to the attainment of the aforesaid objects;

16. To unite or amalgamate in whole or in part with any other company having objects similar to those of the present corporation;

17. No shareholder may sell his shares without having first remitted to the Board of Directors an affidavit establishing the name of the purchaser and the price offered by the latter. The directors of the company shall then have the preference to buy the shares, so as to avoid if possible their falling into the hands of undesirables, under the name of "Les Accessoires de Sports (Limitée)" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Cap de la Madeleine, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6182 Under Secretary of the Province.

"Natashquan Sands Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: William Fraser Macklaier et Hamilton Larratt Smith, avocats, Frank Wright, comptable, Arthur James West et Eric Noble Reid, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et les opérations d'une compagnie minière, de moulin, de réduction et de développement;

2. Faire des recherches, des explorations, ouvrir, développer, travailler, améliorer, entretenir et administrer une ou des mines, carrières, dépôts de minéraux et autres dépôts et propriétés, fouiller, creuser, extraire, broyer, laver, fondre, griller, essayer, analyser, réduire et amalgamer et autrement traiter le minerai, les métaux et substances minérales de toutes sortes appartenant ou non à la compagnie, et leur donner une valeur marchande, et les vendre et autrement en disposer, ou une partie quelconque d'iceux ou tous intérêts en iceux;

3. Fouiller, creuser, extraire, broyer, essayer, analyser, réduire, préparer pour le marché et

"Natashquan Sands Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: William Fraser Macklaier and Hamilton Larratt Smith, Advocates, Frank Wright, Accountant, Arthur James West and Eric Noble Reid, Stenographers, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company;

2. To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage any and all mines, quarries, mineral and other deposits and properties and to dig for, dredge, raise, crush, wash, smelt, roast, assay, analyze, reduce and amalgamate and otherwise treat ores, sands, metals and mineral substances of all kinds, whether belonging to the Company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein;

3. To dig for, dredge, raise, crush, assay, analyze, reduce, prepare for market and otherwise

traiter autrement le sable, le minerai, les métaux et substances minérales de toutes sortes, et exercer toutes autres opérations métallurgiques qui sembleront susceptibles de conduire à l'un quelconque des objets de la compagnie;

4. Acquérir par achat, bail, concession, permis, échange ou autre titre légal, des mines, des terrains miniers, immunités, propriétés contenant des minéraux ou tous intérêts en iceux, des minéraux et du minerai et des concessions minières, options, pouvoirs, privilèges, droits riverains et autres, des droits brevetés, procédés et appareils mécaniques ou autres et soit absolument ou conditionnellement et soit seule ou conjointement avec d'autres, et comme mandants, agents, entrepreneurs ou autres, et les louer, placer sous permis, vendre, en disposer, les négocier autrement ou une partie quelconque d'iceux ou tous intérêts en iceux;

5. Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, usines, machineries, outillage, convenances, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

6. Pour les fins de la compagnie:

(*a*) Faire aucun contrat relativement à des limites à bois, permis forestiers et droits de coupe, et couper, rendre propre au marché, manipuler, manufacturer, négocier, et faire des contrats relativement au bois de charpente et bois de construction, de toutes sortes, et tous leurs produits;

(*b*) Acquérir, louer, faire des contrats, améliorer, maintenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et négocier des résidences, maisons de logements et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, négocier ou passer des contrats relativement à des embranchements de chemins de fer, voies d'évitement, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais et facilités de quaiage, docks, moyens de transport, usines, entrepôts et outillages de remorquage, renflouage et sauvetage ou intérêts en iceux, les dits embranchements et voies d'évitement de chemins de fer devant être construits et/ou mis en opération sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle; et pour la seule fin de son commerce ou son négoce;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, bâtir, entretenir et exploiter, sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle, des lignes télégraphiques et téléphoniques, embarcadères, barrages, écluses, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres pouvoirs, aqueducs, routes, usines, édifices, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles à ses opérations;

7. Exercer toutes autres industries qui sembleront à la compagnie susceptible d'être convenablement exercés en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

8. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie et vendre, transférer, soit absolument ou en fiducie, revendre avec ou sans garantie les dites actions ou les négocier autrement;

9. Prendre part à l'administration, la surveillance et le contrôle des affaires ou opération de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et, à cette

treat sands, ore, metal and mineral substances of all kinds, and to carry on any other metallurgical operations which may seem conducive to any of the Company's objects;

4. To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange, or other legal title, mines, mining lands, easements, mineral properties or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, processes and mechanical or other contrivances and either absolutely or conditionally and either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, place under license, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof or any interest therein;

5. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions, and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

6. For the purposes of the company:

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses, and timber rights and to cut, render merchantable, handle, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds, and all products thereof;

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell, let, and deal in dwelling houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase, or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract with reference to branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse, and towing, wrecking, and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and/or operated upon the property of the company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain, and exploit upon the property of the company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses, and stores necessary or useful to its operations;

7. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company and to sell, transfer, either absolutely or in trust, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that pur-

fin, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

10. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

11. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit esclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pourr l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements ainsi acquis;

12. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie; et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

13. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

14. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

15. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

16. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges, et impenses nécessaires;

17. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires, ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, société, firme ou personne;

pose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

11. To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

12. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction, capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to sell hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

13. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

14. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

16. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

17. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

18. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

19. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou pour ou concernant son industrie ou ses affaires;

20. Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, les actions du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, débentures, obligations, ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie;

21. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par telle personne ou telles personnes;

22. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

23. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énoncés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

24. Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie; la dite distribution devra être faite soit par dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec;

25. Etablir, supporter ou aider à l'établissement et support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou anciens employés de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires, ou les personnes à charges ou les parents de tels employés, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition, ou autre objet d'utilité publique ou générale;

26. Faire, tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettre de change, connaissements, mandats et autres instruments négotiables ou transférables;

27. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie considèrera comme préliminaires;

28. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à

18. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

19. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital stock or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in or about its business and affairs;

20. To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders, of any services rendered or to be rendered to it;

21. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

22. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

23. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

24. To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

25. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public general or useful object;

26. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

27. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

28. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the

la compagnie; et s'opposer à toutes procédures ou requêtes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

29. Exercer tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

30. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

31. La compagnie aura le pouvoir, en ce qui concerne les actions entièrement libérées de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants) conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des compagnies de Québec.

Et il est ordonné et déclaré par les présentes que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie en tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans tel cas le fait de tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Nul directeur ayant tel intérêt contraire qu'il aura déclaré ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par eux ou en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Natashquan Sands Limited", avec un capital total de soixante mille dollars ($60,000.00), divisé en soixante mille (60,000) actions de la valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

6191

company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

29. To carry out all or any of the objects of the company and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

30. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

31. The Company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act.

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having disclosed such adverse interest shall be liable to the company or any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized therefrom under the name of "Natashquan Sands Limited", with a total capital stock of sixty thousand dollars ($60,000.00), divided into sixty thousand (60,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6192-o

"Peter's Shoe Manufacturing Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Peter Braunstein, manufacturier, Lenora Braunstein, fille majeure et usant de ses droits, teneur de livres, et Bertha Maritzer, épouse séparée de biens de Peter Braunstein, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, acheteurs et vendeurs, importateurs, exportateurs, et marchands en gros et en détail, et négociants de

"Peter's Shoe Manufacturing Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Peter Braunstein, manufacturer, Lenora Braunstein, fille majeure et usant de ses droits, bookkeeper, and Bertha Maritzer, wife separate as to property of Peter Braunstein and the latter herein present to authorize her for the purpose of these presents, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, buyers and sellers, importers, exporters of, and wholesale and retail dealers in, and with boots,

bottes, chaussures, pantouffles, pardessus et chaussures de toutes sortes, mitaines, gants, bas, cuir et articles en cuir, caoutchouc et articles en caoutchouc, noir à chaussures, vernis, poli à chaussures, formes, crochets à boutonner, lacets, targettes, boutons, crépins, boucles, ornements, talons de caoutchouc, jambières, nouveautés, et tous autres articles et accessoires se rapportant aux bottes, chaussures, cuir et articles en cuir, caoutchouc et articles en caoutchouc; et manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de tous tels effets, articles, marchandises et tous effets, articles et marchandises qui peuvent être avantageusement fabriqués, importés, exportés, vendus, échangés, réparés et ou négociés en rapport avec iceux;

shoes, slippers, overshoes and footwear of all kinds mitts, gloves, hosiery, leather and leather goods, rubbers and rubber goods, blacking, varnish, shoe polish, lasts, button-hooks, laces, fasteners, buttons, findings, buckles, ornaments, rubber heels, arch supports, novelties, and all other articles and accessories relating to boots, shoes, leather and leather goods, rubber and rubber goods; and to manufacture, purchase, sell or otherwise deal in all such goods, wares, merchandise, and all goods, wares and merchandise which can be advantageously manufactured, imported, exported, sold, exchanged, repaired and or dealt with in conjunction herewith;

Exercer les opérations d'importateurs, exportateurs, manufacturiers et marchands et négociants en gros et en détail de toutes sortes de fourrures à l'état brut ou repassées, peaux et pelleterie, cuir brut, veau, peaux, laine, suif, et toutes sortes de cuirs, articles en cuir et toutes autres opérations qui seront convenablement exercées en rapport avec le dit commerce;

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers of, and wholesale and retail merchants and dealers in all kinds of raw and dressed furs, skins and pelts, hides, calf, skins, wool, tallow, and all kinds of leather, leather goods and any other business which may be conveniently carried on in connection with the said business;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, disposer, approvisionner, manufacturer et produire toutes sortes et espèces d'effets, articles et marchandises négociés ou appartenant ou étant incidents au commerce ou à aucune partie du commerce susdit;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all kinds and nature of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining to or incidental to the business or any part of the business as aforesaid;

Exercer aucune ou toutes les opérations suivantes, nommément, acheter, acquérir, louer, vendre, disposer, manufacturer, soit en tout ou en partie, produire, importer, exporter, échanger ou autrement faire le commerce d'effets, articles, matériaux, commodités et marchandises, et articles et objets de commerce de toute nature et description quelconque, soit comme mandants ou agents, en usage dans le cours de son commerce;

To carry on any or all of the businesses following, namely, to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part produce, import, export, exchange or otherwise deal with, in goods, wares, materials, commodities and merchandise, and articles and objects of commerce of every kind and description whatsoever, whether principals or agents, used in the course of its business;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Se consolider ou se fusionner, conclure tous arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, risques conjoints, concession réciproque ou autrement, avec toute autre personne ou compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprise et commerce de toute personne ou compagnie, et en assumer les obligations, et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie; prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute telle compagnie ou entreprise;

To consolidate or amalgamate, enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other person or Company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any person or Company, and to assume the obligations thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the Company; to take part in the management, supervision or control of the business or operation of any such Company or undertaking;

Conclure des conventions avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concession, que la compagnie croira désirable

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to

d'obtenir, et exercer, exécuter les dits conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour toute considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Prelever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes ou espèces, mobilières ou immobilières, en paiement de dettes, obligations ou objets encourus ou à être encourus en rapport avec les fins et objets de la compagnie;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par les directeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement négocier, faire le commerce de terrains et édifices et droits en iceux, et ce d'aucune nature et description;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres; et faire telles choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Peter's Shoe Manufacturing Co., Ltd.", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

6193

obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts of any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To take, acquire and hold securities of any matter or kind, real or personal, for debts, liabilities, or objects to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors of the Company;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in, with lands and buildings, and rights therein and that of any kind and description;

To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the Company, in order to secure payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To carry out any or all of the objects of the Company as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to carry out such things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Peter's Shoe Manufacturing Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6194-o

"Richard Frère" Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1938, constituant

"Richard Frère" Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1938, incorporating: Bernard

en corporation: Bernard James Myler, comptable, et Hélène Talbot, célibataire, sténographe, de Québec, et Espérance Picard, célibataire, sténographe, de Sillery, Qué., dans les buts suivants:

Exercer généralement le commerce de marchands de cuir, courroies, feutres, fournitures pour chaussures et tous accessoires s'y rapportant; accessoires pour manufacture de chaussures, accessoires s'y rapportant, et en général tout ce qui se rapporte à l'industrie et au commerce de chaussures; faire le commerce des matériaux de construction; fabricants de cuir; manufacturiers et commerçants de toutes sortes d'articles composés de cuir ou de cuir et autre matériel, d'imitation de cuir et de toutes sortes d'articles de fantaisie et nouveautés composés de n'importe lequel matériel, et aussi de tous matériels, substances et accessoires utilisés dans la fabrication de cuir et articles en cuir et imitation de cuir et articles de fantaisie et nouveautés de toutes sortes, y compris des pièces en métal, fournitures et garnitures;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre), que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conven-

James Myler, accountant, and Hélène Talbot, spinster, stenographer, of Quebec, and Espérance Picard, spinster, stenographer, of Sillery, Que., for the following purposes:

To carry on generally the business of leather merchants, dealers in belting, felt, footwear supplies and any accessories incidental thereto; accessories for footwear manufacturers, accessories connected therewith, and, generally, anything connected with the footwear industry and trade; to deal in building requisites; carry on business as leather manufacturers; manufacturers of and dealers in all kinds of leather articles, or articles in leather and other material, or in imitation leather, and all kinds of fancy articles and novelties made up of any material whatever, and also any materials, substances, and accessories used in the manufacturing of leather, and of leather and imitation leather articles, and fancy articles and novelties of every kind, including metal parts, supplies and trimmings;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply

tions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, soit pour de l'argent ou pour des actions de son capital-actions ou ses valeurs, vendre ou autrement disposer d'immeubles et de propriété immobilière en général au degré requis pour les fins de son commerce, et aussi, placer le surplus des fonds à la discrétion des directeurs sur des immeubles ou biens immobiliers, et les posséder, détenir, vendre et autrement en disposer de temps en temps;

Pour faire connaitre les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et revues;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont nécessaires ou convenables à la réalisation des objets susdits;

Répartir et émettre comme entièrement acquittées des actions de la compagnie et autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de biens ou droits acquis, ou avec l'approbation des directeurs, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, sous le nom de "Richard Frère" Limitée", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6183—o Sous-secrétaire de la Province.

with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock or its securities, to sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally to the extent required for the purposes of its business, and also to invest surplus funds at the discretion of the directors in real estate or immovable property, and to own, hold, sell and otherwise dispose of the same from time to time;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To allot and issue as fully paid up shares of the company and other securities of the company in payment or part payment of property or rights acquired or, with the approval of the directors, for services rendered or to be rendered to the company under the name of "Richard Frère" Limitée", with a total capital stock of twenty five thousand dollars ($25,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6184 Under Secretary of the Province.

"St. Maurice Power Corporatio n"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Adrian Knatchbull-Hugessen, avocat et Conseil en Loi du Roi, John Foster Chisholm, Hamilton Larratt Smith, Edmond Howard Eberts et Henry Weir Davis, avocats, Frank Wright, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir le commerce, les propriétés, biens, contrats, engagements et entreprises de la compagnie "St. Maurice Power Corporation Limited", une compagnie constituée en vertu de lettres

"St. Maurice Power Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1938, incorporating: Adrian Knatchbull-Hugessen, Advocate and King's Counsel, John Foster Chisholm, Hamilton Larratt Smith, Edmond Howard Eberts and Henry Weir Davis, Advocates, Frank Wright, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To acquire the business, properties, assets, contracts, liabilities and undertaking of "St. Maurice Power Corporation Limited", a Company incorporated by Letters Patent under the

patentes sous la Loi des compagnies du Canada en date du cinquième jour de novembre, 1931;

(*b*) Dans les comtés de Laviolette, Roberval, Québec, Portneuf, Champlain et St-Maurice, exercer les opérations d'une compagnie de lumière, chauffage, force motrice, eau et aqueduc et à cette fin et autrement produire, générer, manufacturer, accumuler, raffiner, purifier, importer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, exporter, emmagasiner, transporter, transmettre, distribuer, fournir, utiliser et autrement faire le commerce et le négoce d'électricité, eau, vapeur, gaz, huile et toutes sortes de force motrice, énergie, lumière, chauffage et tous les produits et sous-produits de tous ou de chacun d'iceux, pour chacune et toutes fins, publiques et privées, pourvu que le droit et le privilège conférés par les présentes à la compagnie de produire, vendre et disposer d'énergie électrique et autre pour la lumière, le chauffage et l'énergie, lorsqu'exercé en dehors des propriétés de la compagnie sera sujet à toutes les lois et règlements provinciaux et municipaux à cet effet;

(*c*) Acheter, louer ou autrement acquérir, construire, aménager, détenir, posséder, entretenir, administrer, améliorer, développer, exploiter, utiliser, vendre, louer ou autrement disposer et généralement faire le commerce et le négoce et faire valoir les propriétés réelles, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes et de n'importe quel endroit et les droits de quelque nature ou sorte quelconque qui seront jugés nécessaires ou convenables pour l'un quelconque des objets ou fins de la compagnie, y compris les pouvoirs hydrauliques, droits riverains et pouvoirs ou autres privilèges riverains, servitudes, immunités, franchises, permis et autres droits, intérêts et réclamations de toutes sortes, emmagasinage de l'eau, aménagement de force motrice et réglementation, usines d'énergie électrique, soit hydraulique et à vapeur, aqueducs, usines à gaz et toutes propriétés et droits incidents aux pouvoirs précédents et tous leurs accessoires y compris des barrages, réservoirs, améliorations des rivières et des lacs, cours d'eau, canaux, tunnels, lignes de tuyaux, biez, écluses, ponts, ponts de chevalets, lignes de transmission, conduites, routes, cales, jetées, quais, estacades, égoûts, systèmes de téléphone et de télégraphe sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, fourneaux, fours pour le coke et autres matériels, usines et systèmes, centrales et sous-centrales, échanges, engins, machineries, pompes, cables, fils, tuyaux, tours, poteaux, piliers, lignes, générateurs, accumulateurs, moteurs, lampes, compteurs, transformateurs et généralement toutes sortes de dispositifs, outillage, appareils et accessoires se rapportant à la production, la génération, la fabrication, l'accumulation, le raffinage, la purification, la location, l'emmagasinage, le transport, la transmission, la distribution, la fourniture et l'usage de l'électricité, l'eau, la vapeur, le gaz, les huiles et toutes sortes de pouvoir, énergie, lumière et chauffage et tous produits et sous-produits de tous ou de l'un quelconque d'iceux, et y compris aussi toutes sortes de manufactures, ateliers, bâtiments, constructions, édifices, usines et voies ainsi que des chemins de fer et tramways, embranchements et voies d'évitement sur les propriétés possédées ou contrôlées par elle et toutes sortes d'appareils pour exploiter, transporter et transmettre, des bureaux, machineries, remorqueurs et autres vaisseaux, bateaux, navires, aéroplanes, clientèle, magasins, matériels et accessoires et toutes autres propriétés que la compagnie considérera nécessaires ou utiles pour exercer l'entreprise de la compagnie;

Companies Act of Canada dated the 5th day of November 1931;

(*b*) Within the limits of the Counties of Laviolette, Roberval, Quebec, Portneuf, Champlain and St. Maurice, to carry on the business of a light, heat, power, water and water works company and in that connection and otherwise to produce, generate, manufacture, accumulate, refine, purify, import, purchase or otherwise acquire, sell, lease, export, store, transport, transmit, distribute, supply, use and otherwise deal in and with electricity, water, steam, gas, oil and all kinds of power, energy, light, heat and all products and by-products of any or all thereof, for any and all purposes, public and private, provided that the right and privilege hereby conferred upon the company to generate, sell and dispose of electrical and other energy for light, heat and power, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all provincial or municipal laws and regulations in that behalf;

(*c*) To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, operate, use, sell, lease or otherwise dispose of, and generally to deal in and deal with and turn to account such property whether it be real, personal, movable, immovable or mixed and wheresoever situate and such rights of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary or convenient for any of the objects or purposes of the company, including therein water-powers, water-rights, water-power or other privileges, servitudes, easements, franchises, licenses and other rights, interests and claims of all kinds, water storage, regulation and power developments, electric power plants, both hydraulic and steam, water-works, gas-works and all properties and rights incidental to any of the foregoing and all accessories thereof, including dams, reservoirs, river and lake improvements, water courses, canals, tunnels, pipe lines, flumes, sluices, bridges, trestles, transmissions lines, conduits, roads, docks, wharves, piers, booms, sewers, telephone and telegraph systems on lands owned or controlled by the company, furnaces, coke-ovens and other plants, works and systems, stations, sub-stations, exchanges, engines, machinery, pumps, cables, wires, pipes, towers, posts, pillars, lines, generators, accumulators, motors, lamps, meters, transformers and generally all kinds of appliances, equipment, apparatus and supplies connected with the production, generation, manufacture, accumulation, refinement, purification, lease, storage, transportation, transmission, distribution, supply and use of electricity, water, steam, gas, oil and all kinds of power, energy, light and heat and all products and by-products of all or any thereof, and including also all kinds of factories, shops, structures, erections, buildings, works and ways and also railways and tramways, branches and sidings upon property owned or controlled by it and all kinds of operating, transportation, transmission, office and other equipment, machinery, tugs and other vessels, ships, boats, aeroplanes, stock-in-trade, store materials and supplies and all other property by the company considered necessary or useful in carrying on the undertaking of the company;

(*d*) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*e*) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*f*) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*g*) Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, le coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne;

(*h*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(*i*) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipale, locale ou autre, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir du dit gouvernement ou autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*j*) Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommis et convenances de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces personnes et ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tout objet d'utilité publique ou général;

(*k*) Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*d*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*e*) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*f*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(*g*) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person;

(*h*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(*i*) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*j*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*k*) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*l*) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(*m*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*n*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*o*) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débentures ou autres valeurs et les biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*p*) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*q*) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débentures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution ou l'accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débentures ou autres valeurs, hypothèques et engagements de toute telle compagnie;

(*r*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*s*) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(*t*) Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies, distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement toutes propriétés ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner;

(*u*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(*l*) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(*m*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*n*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(*o*) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*p*) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*q*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(*r*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*s*) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(*t*) Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose;

(*u*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(*v*) Etablir des agences et succursales;

(*w*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*x*) Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(*y*) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*z*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "St. Maurice Power Corporation".

Le capital total de ladite compagnie consistera en cinquante mille (50,000) actions de la Classe "A" et cinquante mille (50,000) actions de la classe "B", les deux sans valeur nominale ou au pair, sujettes à l'augmentation du dit capital total en vertu des dispositions de la dite Loi, et le montant du capital total avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera la somme de deux millions cinq cent mille dollars ($2,500,000).

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que le nombre des directeurs de la compagnie sera un nombre pair et que sujet à la manière ci-après dans les présentes prévue la moitié du nombre des directeurs seront élus par les porteurs des actions de la classe "A" et la moitié du nombre des directeurs seront élus par les porteurs des actions de la classe "B", et qu'à l'élection des directeurs aux assemblées générales des actionnaires, les porteurs des actions de la classe "A" et les porteurs des actions de la classe "B" respectivement auront droit chacun exclusivement à voter pour seulement la moitié du nombre des directeurs à être élus, pourvu toujours que dans le cas de la charge d'un directeur devienne vacante pour toute raison durant son terme d'office, son successeur pourra être élu à une assemblée des actionnaires par les porteurs des actions de la même classe qui ont élu le dit directeur ou pourra être nommé par les autres directeurs qui furent élus par les dits actionnaires. Dans tous les autre cas les actions de la classe "A" et de la classe "B" auront rang également *pari passu*.

Et il est de plus ordonné et déclaré que les conditions respectives suivantes s'appliqueront au transfert des actions de la classe "A" et de la classe "B" respectivement, c'est-à-dire:

1. Jusqu'à ce que, un développement hydro-électrique de production aura été substantiellement complété par la compagnie ayant une capacité installée d'approximativement 150,000 c.v.e. aucune action soit de la classe "A" ou de la classe "B" ne pourra être vendue ou transférée excepté à ou avec le consentement antérieurement obtenu par écrit de l'actionnaire qui sera en aucun temps enregistré comme porteur du plus grand nombre d'actions de l'autre classe.

2. A compter de la date à laquelle la compagnie aura substantiellement complété un développement hydro-électrique de production ayant une capacité installée d'approximativement 150,000 c.v.e. aucun porteur d'action d'une classe n'aura le droit de transférer aucune telle action détenue de cette manière par lui à aucune personne autre que l'actionnaire qui sera alors enregistré comme porteur du plus grand nombre d'actions de l'autre

(*v*) To establish agencies and branches;

(*w*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*x*) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(*y*) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*z*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "St. Maurice Power Corporation".

The capital stock of the said company shall consist of fifty thousand (50,000) shares of Class "A" stock and fifty thousand (50,000) shares of Class "B" stock both without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act, and the amount of capital with which the company shall carry on business shall be the sum of Two million five hundred thousand dollars ($2,500,000.

And it is hereby ordained and declared that the number of directors of the company shall be an even number and that subject as hereinafter provided one-half of the number of directors shall be elected by holders of Class "A" shares and one-half of the number of directors shall be elected by the holders of Class "B" shares, and that at elections of directors at general meetings of shareholders the holders of Class "A" shares and the holders of Class "B" shares respectively shall each be exclusively entitled to vote for only one-half of the number of directors to be elected, always provided that in the event of the office of a director becoming vacant for any reason during the term thereof his successor may be elected at a meeting of shareholders by holders of the same class of shares as elected such director or may be appointed by the remaining directors who were elected by such holders. In all other respects the shares of Class "A" and Class "B" stock shall rank equally and *pari passu*.

And it is further ordained and declared that the following restrictive conditions shall apply to transfers of shares of Class "A" and Class "B" stock respectively that is to say:

1. Until substantial completion by the company of a hydro-electric generating development having an installed capacity of approximately 150,000 e.h.p., no shares of either Class "A" or Class "B" stock may be sold or transferred except to, or with the consent previously obtained in writing of, the shareholder who shall at the time be registered as the holder of the largest number of shares of the other class.

2. From and after the date when the company shall have substantially completed a hydro-electric generating development having an installed capacity of approximately 150,000 e.h.p., no holder of shares of one class shall be entitled to transfer any such shares so held by him to any person other than the shareholder who shall at the time be registered as holder of the largest number of shares of the other class (hereinafter

classe (ci-après mentionné comme le porteur du plus grand nombre) à moins que l'actionnaire désirant transférer la totalité ou une partie quelconque des actions d'une classe détenues de cette manière par lui (ci-après mentionné comme le transféreur) aura reçu une offre *bona fide* d'acheter les dites actions d'une personne (ci-après mentionné comme le cessionnaire projeté) autre que le porteur du plus grand nombre et à moins qu'après la réception de l'avis tel que ci-dessous prévu le dit porteur du plus grand nombre néglige dans le temps mentionné d'acheter les dites actions au prix offert par le cessionnaire projeté, et dans le cas que le transféreur désire vendre et transférer toutes telles actions à un cessionnaire projeté tel que susdit, le transféreur donnera au porteur du plus grand nombre, avis par écrit du désir du dit transféreur de transférer un nombre mentionné d'actions de la classe détenues par lui, mentionnant le nombre du cessionnaire projeté, le prix offert et que le dit prix a été actuellement offert de bonne foi pour les dites actions par le cessionnaire projeté, et si dans une période de soixante (60) jours de la réception par le porteur du plus grand nombre du dit avis, le dit porteur du plus grand nombre devra notifier le transféreur par écrit qu'il acceptera le transfert et paiera pour les actions mentionnées dans le dit avis un prix pas moins que celui mentionné d'avoir été offert au transféreur pour les dites actions par le cessionnaire projeté, le transféreur sera dans l'obligation de transférer et le porteur du plus grand nombre sera dans l'obligation d'accepter le transfert et de payer les dites actions le prix précité sur livraison des transferts dûment exécutés des actions en question, mais si le dit porteur du plus grand nombre néglige de notifier le transféreur avant le terme de la dite période de soixante (60) jours de son intention d'exercer son droit d'acheter les actions en question conformément aux conditions précitées, ou néglige d'accepter et de payer lors de la livraison des transferts d'icelles dûment exécutés tel que précité, dans une période de quatorze (14) jours de la date de l'avis par le porteur du plus grand nombre au transféreur de son intention d'accepter et de payer les dites actions tel que précité, alors les actions en question pourront être transférées à la personne mentionnée comme le cessionnaire projeté dans l'avis du transféreur au porteur du plus grand nombre antérieurement livrées conformément à ce qui précède au prix mentionné dans l'avis; pourvu toujours, cependant, que dans tout cas particulier le porteur du plus grand nombre puisse par avis écrit adresser au transféreur et à la compagnie son consentement au transfert des actions en question au cessionnaire projeté et alors les dites actions pourront être transférées au cessionnaire projeté nonobstant les restrictions suivantes:

Pourvu que les conditions restrictives précédentes ne s'appliquent pas au transfert à un individu du minimum des actions requises par aucune loi ou tout règlement de la compagnie dans le temps en vigueur pour donner le cens d'éligibilité à une personne comme directeur de la compagnie ou dans le but de maintenir le nombre minimum légal des actionnaires de la compagnie;

Et pourvu de plus que les conditions restrictives suivantes, ne s'appliquent pas aux transferts des actions faits par voie de garantie en vertu de tout acte de fiducie ou contrat garantissant les obligations, débentures ou autres valeurs émises par tout porteur enregistré des actions de la classe "A" ou de la classe "B", selon le cas, ou dans le but de plus de garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs; mais

referred to as "the largest holder") unless the shareholder desiring to transfer all or any part of the shares of one class so held by him (hereinafter referred to as "the transferer") shall have received a *bona fide* offer to purchase such shares from a person (hereinafter referred to as "the proposed transferee") other than such largest holder and unless after receipt of notice as below provided such largest holder shall fail within the specified time to purchase such shares at the price offered by the proposed transferee, and in the event of the transferor desiring to sell and transfer any such shares to a proposed thansferee as aforesaid, the transferor shall give to the largest holder notice in writing of the desire of such transferor to transfer a specified number of the shares of the class held by him, stating the name of the proposed transferee, the price offered and that such price has actually been in good faith offered for such shares by the proposed transferee, and if within a period of sixty (60) days from the receipt by the largest holder of such notice such largest holder shall notify the transferor in writing that he will accept transfer of and pay for the shares specified in such notice at a price not less than that stated to have been offered to the transferor for such shares by the proposed transferee, the transferor shall be bound to transfer and the largest holder shall be bound to accept transfer of and to pay for such shares at such price as aforesaid upon delivery to him of duly executed transfers of the shares in question, but if such largest holder shall fail to notify the transferor before the termination of said period of sixty (60) days of his intention to exercise his right to purchase the shares in question in accordance with the foregoing conditions, or shall fail to accept and pay for the same upon tender of duly executed transfers thereof as aforesaid, within a period of fourteen (14) days from the date of notification by the largest holder to the transferer of his intention to accept and pay for such shares as aforesaid, then the shares in question may be transferred to the person specified as the proposed transferee in the notice from the transferor to the largest holder previously delivered in accordance with the foregoing at the price mentioned in the notice; provided always, however, that in any particular instance the largest holder may by notice in writing addressed to the transferor and the company consent to the transfer of the shares in question to the proposed transferee and thereupon such shares may be transferred to the proposed transferee notwithstanding the foregoing restrictions;

Provided that the foregoing restrictive conditions shall not apply to a transfer to an individual of the minimum number of shares required by any law or any by-law of the company for the time being in force to qualify a person as a director of the company or in order to maintain the legal minimum number of shareholders of the company;

And provided further that the foregoing restrictive conditions shall not apply to transfers of shares made by way of security under any Trust Deed or Indenture securing bonds, debentures or other securities issued by any corporate holder of Class "A" or Class "B" shares, as the case may be, or in order further to secure any such bonds, debentures or other securities; but the restrictive conditions contained in para-

les conditions restrictives contenues dans le paragraphe 2 des présentes s'appliqueront en tout temps aux transferts des dites actions dont on projette dans le cours de la réalisation de la garantie de toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs.

Et il est par les présentes de plus ordonné et déclaré que s'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée dans le but de considérer le règlement, les directeurs pourront, quand ils le jugeront à propos:

(*a*) emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) émettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

(*c*) nonobstant les dispositions du code civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer le gage, l'hypothèque ou le nantissement précité par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Chap. 227), ou de toute autre manière;

(*d*) hypothéquer ou gager les propriétés immobilières de la compagnie, ou nantir ou autrement grever les biens mobiliers, ou donner toutes telles garanties pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Pourvu que les limitations et restrictions précitées ne s'appliqueront pas à l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décmebre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6195 Sous-secrétaire de la Province.

graph 2 hereinabove shall at all times apply to transfers of such shares proposed to be made in the course of realization of the security for any such bonds, debentures or other securities.

And it is hereby further ordained and declared that if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(*a*) borrow money upon the credit of the company;

(*b*) issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227) or in any other manner;

(*d*) hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company;

Provided that the limitations and restrictions hereinabove contained shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6196-o Under Secretary of the Province.

"The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1938, constituant en corporation sans capital-actions: James Laing Galloway Brown, secrétaire-adjoint, et Thomas George Smith, gérant de bureau, tous deux de Montréal-Ouest, Que., William Paton Montgomery, inspecteur de téléphone, Thomas Farquharson Brisbane, comptable agréé, Alexander Donaldson, vendeur, et David Charmers Kidd, comptable, tous quatre de Montréal, Qué., James Whitelaw, ingénieur civil, de St-Lambert, Qué., Daniel Andrew Grant, gérant de crédit, et Peter Archibald Gilchrist Clark, maître d'école, tous deux de Westmount, Qué., dans les buts suivants:

Stimuler et encourager toutes activités et organisations sociales, économiques, morales, charitables, éducatives, récréatives et instructives entre ses membres et particulièrement, mais

"The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1938, to incorporate as a corporation without share capital: James Laing Galloway Brown, Assistant Secretary, and Thomas George Smith, Office Manager, both of Montreal West, Que., William Paton Montgomery, Telephone Supervisor, Thomas Farquharson Brisbane, Chartered Accountant, Alexander Donaldson, Salesman, and David Chalmers Kidd, Accountant, all four of Montreal, Que., James Whitelaw, Civil Engineer, of St. Lambert, Que., Daniel Andrew Grant, Credit Manager, and Peter Archibald Gilchrist Clark, Schoolmaster, both of Westmount, Que., for the following purposes:

The stimulation and encouragement of social, economic, moral, charitable, educational, amusement, recreational and instructional activities and qualities among the members and parti-

sans restreindre en aucune façon la généralité des fins ci-devant énumérées pourvoir ou aider à l'avancement éducationnel des enfants ou jeunes gens en payant leur instruction ou autrement, stimuler l'intérêt entre les écoliers ou jeunes gens au moyen de prix ou récompenses et aider toutes organisations ou clubs semblables au moyen d'octrois ou dons;

(*a*) Souscrire, acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir, transférer, vendre ou autrement disposer des actions, débentures et valeurs ou obligations dans et de toute corporation et voter sur toutes actions ou valeurs ainsi détenues;

(*b*) Recevoir des dons de toute nature quelconque nécessaires aux fins de la corporation;

(*c*) Recevoir et administrer des fonds ou dons qui seront utilisés exclusivement aux fins de pourvoir ou aider à l'avancement éducationnel des enfants ou jeunes gens;

(*d*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter aucun des fonds et l'actif du Club pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*e*) Les directeurs de la corporation seront élus chaque année au scrutin, à l'assemblée générale annuelle de la corporation;

(*f*) Exercer toutes autres activités ou opérations que la corporation croira pouvoir exercer en rapport avec ses fins.

Les pouvoirs accordés à la Corporation ne seront pas interprétés comme permettant les jeux de hasard, jeux de chance ou des jeux de chance et d'habilité mixtes, sous le nom de "The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que le club peut détenir est de cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
6197 Sous-secrétaire de la Province.

cularly but without in any way restricting the generality of the purposes hereinbefore enumerated the providing for or assisting in the educational advancement of children or young people by way of paying for their education or otherwise, the stimulation of interest among school children or young people by way of prizes or rewards and the aiding of similar organizations or clubs, by way of grants or gifts;

(*a*) To subscribe for, purchase, take or otherwise acquire and to hold, transfer, sell, or otherwise dispose of shares, debentures and securities or obligations in and of any corporation and to vote on all shares or securities so held;

(*b*) To receive donations of any nature whatsoever suitable to the purposes of the Corporation;

(*c*) To receive and administer funds or donations to be used exclusively in providing for or assisting in the educational advancement of children or young people;

(*d*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, or franchise, concession, right, or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Club's funds and assets to defray the necessary costs, charges, and expenses thereof;

(*e*) The Directors of the corporation shall be elected annually by ballot at the Annual General Meeting of the corporation;

(*f*) To carry on any other activities or operations which may seem to the corporation capable of being carried on in connection with its purposes.

The powers to be granted to the Corporation shall not be interpreted as permitting gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed, under the name of "The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the Club may hold is to be limited to fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the corporation will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
6198-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Garnet Concentrates Inc."
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 41, 46 (par. 2) et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de décembre 1938, à la compagnie "Beaudin Mines Limited" (sans responsabilité personnelle), ratifiant les règlements numéros 71 et 72, comme suit, savoir:

RÈGLEMENT NUMÉRO 71

Changeant le nom de la compagnie;

Que le nom de la compagnie "*Beaudin Mines Limited*" (*sans responsabilité personnelle*) soit

Supplementary Letters Patent

"Garnet Concentrates Inc."
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20, 41, 46 (par. 2) and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1938, to the company "Beaudin Mines Limited" (No Personal Liability), ratifying By-laws Numbers 71 and 72, as follows, namely:

BY-LAW NUMBER 71

Changing the name of the company;

That the name of the company "*Beaudin Mines Limited*" (*No Personal Liability*) be

changé en celui de *"Garnet Concentrates Inc."* (*No Personal Liability*).

RÈGLEMENT NUMÉRO 72

Concernant la création d'actions privilégiées;

ATTENDU qu'il y aurait lieu de modifier le capital-actions de la compagnie, pour créer des actions privilégiées jusqu'à concurrence du capital de quarante mille dollars ($40,000.00);

ATTENDU que la valeur au pair des actions privilégiées serait de $10.00;

ATTENDU que le montant d'actions ainsi créées, serait de quatre mille (4,000) actions privilégiées;

ATTENDU que les dites actions privilégiées auront droit à un dividende cumulatif de 6% et qu'elles seraient rachetables à l'option de la compagnie à cent douze;

ATTENDU que vu les privilèges accordés, ces actions n'auront pas le droit de vote;

Il EST par le présent règlement, décrété ce qui suit:

Qu'à même la partie non émise du capital-actions de la compagnie, à savoir quarante mille (40,000) actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) ces dites actions soient changées pour être considérées comme actions privilégiées, donnant le droit aux porteurs, à un dividende préférentiel de 6% par année, les dites actions devant prendre rang en cas de liquidation, avec tous dividendes accrus qu'ils soient déclarés ou non, avant les détenteurs d'actions communes, mais jusqu'à concurrence du capital et des dividendes des dites actions privilégiées, et ces actions ainsi rendues privilégiées n'auront pas le droit de voter;

Ce capital-actions ainsi rendu privilégié ou toute partie, sera rachetable à l'option de la compagnie en tout temps à cent douze, avec en plus tous les dividendes accrus, qu'ils soient déclarés ou non.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6201-o Sous-secrétaire de la Province.

changed into that of *"Garnet Concentrates Inc."* (*No Personal Liability*)—

BY-LAW NUMBER 72

Concerning the creation of preferred shares;

WHEREAS it is expedient to modify the capital stock of the company so as to create preferred shares up to but not exceeding forty thousand dollars ($40,000.00);

WHEREAS the par value of the preferred shares will be $10.00;

WHEREAS the amount of shares so created, will be four thousand (4,000) preferred shares;

WHEREAS the said preferred shares shall be entitled to a cumulative dividend of 6% and shall be redeemable at the option of the company at one hundred and twelve;

WHEREAS that in view of the privileges granted the said shares shall have no voting right;

It is hereby enacted as follows:—

That out of the unissued part of the capital stock of the company, namely forty thousand (40,000) shares of a par value of one dollar ($1.00) these said shares be converted so as to be considered as preferred shares, entitling the holders thereof, to a preferential dividend of 6% per annum, the said shares ranking, in case of liquidation, with all accrued dividends whether declared or not, prior to the holders of the common shares, but only up to and not exceeding the capital and dividends of the said preferred shares, and the said shares thus converted into preferred shares shall have no voting right;

The said capital stock thus converted into preferred stock or any part thereof, will be redeemable at the option of the company at any time at one hundred and twelve, with moreover all accrued dividends whether declared or not.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6202 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of busines, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of

Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-huit et de Notre règne le second.

Par ordre,
Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.
5749—48-7-o

Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF LÉON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House in Our City of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eigth and in the second year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.
5750—48-7-o

Assurances

Avis public est par les présentes donné par les personnes dont les noms suivent, de leur intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour lui demander la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance, en vertu de la Loi des Assurances de Québec.

Le nom de la compagnie demandant sa constitution en corporation est "La Compagnie d'assurance la Protection Nationale".

Les noms des personnes sollicitant leur constitution en corporation, sont: Aimé-J. Tremblay, industriel, Clarenceville; Olivier-H. Charbonneau, marchand, Clarenceville; Oscar Lenoir, marchand, Lacolle; Lucien Brouillette, marchand, St-Armand; Amédée Bélanger, courtier en assurances, St-Jean, P. Q.; MM. Aimé-J. Tremblay, Olivier-H. Charbonneau, et Lucien Brouillette, étant tous trois du district de Bedford; et MM. Oscar Lenoir et Amédée Bélanger, étant tous deux du district d'Iberville;

Les diverses sortes d'assurances que la compagnie a l'intention de faire, sont: entreprendre l'assurance contre le feu, contre le feu et les périls de la navigation intérieure, contre les accidents, et sur les accidents, des assurances de garantie, de cautionnement, assurance sur les véhicules, assurance contre toute perte de propriété, tout dommage à la propriété causés par accident, y compris les explosions ou par suite de vol avec ou sans effraction, sur les bicycles, les véhicules, assurance contre les glaces (plate glass) assurance d'automobile, assurance d'aviation.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinq cent mille dollars ($500,000.00), divisé en cinq mille actions de cent dollars chacune.

En foi de quoi, les personnes ci-dessus mentionnées ont signé à St-Jean, ce 30e jour de septembre 1938.

TÉMOIN:	REQUÉRANTS:
Thérèse Caron,	Aimé-J. Tremblay,
Thérèse Caron,	Olivier-H. Charbonneau,
Thérèse Caron,	Oscar Lenoir,
Thérèse Caron,	Lucien Brouillette,
Thérèse Caron,	Amédée Bélanger.

5757—49-4-0

Les publications aux pages 3922 et 3978 sont nulles.

Insurances

Public notice is hereby given by the following persons of their intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of an Insurance Company, under the Quebec Insurance Act.

The name of the company applying for incorporation is "The National Protection Assurance Company".

The name of the persons applying for incorporation are: Aimé J. Tremblay, industrial, Clarenceville; Olivier H. Charbonneau, merchant, Clarenceville; Oscar Lenoir, merchant, Lacolle; Lucien Brouillette, merchant, St. Armand; Amédée Bélanger, insurance broker, St. Jean, P. Q.; MM. Aimé J. Tremblay, being of the district of Bedford; Mr. Olivier H. Charbonneau and Lucien Brouillette, being of the district of Bedford; and Messrs. Oscar Lenoir and Amédée Bélanger, being of the district of Iberville;

The kind of insurance the company intends to carry on are: to undertake fire, insurance, fire and perils of inland navigation, accident and accident, guarantee, bonding, motor vehicle insurance, against damages to property caused by accident, explosion risks and theft with or without effraction included, bicycles, automobiles, plate glass damage, aviation assurance.

The principal place of business of the company is to be in the city of Montreal, district of Montreal.

The amount of capital-stock of the company shall be five hundred thousand dollars divided into five thousand shares (5,000), one hundred dollars each, ($100.00).

In testimony whereof, the persons hereinabove mentioned have signed at St. Jean, P. Q., this 30th day of September, 1938.

WITNESS:	APPLICANTS:
Thérèse Caron,	Aimé J. Tremblay,
Thérèse Caron,	Olivier H. Charbonneau,
Thérèse Caron,	Oscar Lenoir,
Thérèse Caron,	Lucien Brouillette,
Thérèse Caron,	Amédée Bélanger.

5758—49-4-0

Publications on pages 3922 and 3978 are nulls.

"FIFTH AVENUE THEATRE CORPORATION"

Extrait des Minutes d'une Assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Fifth Avenue Theatre Corporation", tenue au No 5000 rue Wellington, Verdun, Québec, le vingtième jour d'octobre 1938.

Présents: M. J. P. Dunning, Président d'office, MM. W. Wakefield, P. H. Jamieson, H. Hadley, H. L. Barnewall, J. P. Atkinson, D. Dillon, S. J. Dunning, J. P. Brooks représentant Mme J. P. Brooks et Mlle Eva Brooks, Dame A. Hisman, Dame McGillivray, Dame L. H. Dunning, Dame M. Murphy et Dame Lucy P. Dunning.

On fit la lecture de l'avis envoyé par la poste aux actionnaires les convoquant à l'assemblée.

Le Règlement numéro II tel qu'amendé à l'assemblée des directeurs tenue le 20ème jour d'octobre 1938, réduisant le nombre des directeurs de sept à cinq, fut lu et approuvé à l'unanimité.

Certifié copie conforme.

Le secrétaire,
6221 P. H. JAMIESON.

"FIFTH AVENUE THEATRE CORPORATION"

Extract from the Minutes of a Special General Meeting of the Shareholders of Fifth Avenue Theatre Corporation, held at 5000 Wellington St., Verdun, Quebec on the twentieth day of October, 1938.

Present: Mr. J. P. Dunning, President of the Chair, Messrs. W. Wakefield, P. H. Jamieson, H. Hadley, H. L. Barnewall, J. P. Atkinson, D. Dillon, S. J. Dunning, J. P. Brooks representing Mrs. J. P. Brooks and Miss Eva Brooks, Mrs. A. Hisman, Mrs. McGillivray, Mrs. L. H. Dunning, Mrs. M. Murphy and Mrs. Lucy P. Dunning.

The notice mailed to the shareholders convening the meeting was read.

By-Law Number II as amended at the Directors Meeting held on the 20th day of October, 1938, reducing the number of Directors from seven to five was read and unanimously approved.

Certified a true Extract.

P. H. JAMIESON,
6222—o Secretary.

THE SYNDICAT CHARLEVOIX RADIUM EXPLORATION LTÉE

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie, certifie par les présentes que la résolution suivante a été passée à une assemblée des directeurs de la compagnie, tenue à Québec, le 6ème jour de décembre 1938 à 5 hrs p.m.

Sommaire

"Sur motion dûment proposée et secondée, il est unanimement résolu:

Attendu que la compagnie a discontinué ses opérations pour les raisons autres que sa liquidation;

Attendu qu'il a été pourvu au paiement de toutes ses dettes et obligations;

Que tout l'actif de la compagnie soit distribué à ses actionnaires 15 jours après la publication du présent règlement, le tout suivant la loi.

Daté à Québec, ce 9 décembre, 1938.

Le secrétaire,
6223—o JULES ROYER.

THE CHARLEVOIX RADIUM EXPLORATION SYNDICATE LTD

I, the undersigned, secretary of the company, do hereby certify, that the following by-law was adopted at a meeting of the directors of the company, held in Quebec, on the 6th day of December 1938, at 5 o'clock in the afternoon.

Summary

"Upon motion duly proposed and seconded, it was unanimously resolved:

Whereas the company has discontinued its operations for reasons other than its liquidation;

Whereas the company has provided for the payment of all its debts or obligations;

That all the assets of the company be distributed amongst its shareholders 15 days after the publication of the present By-law, the whole according the Law."

Dated at Quebec, this 9th of December 1938.

JULES ROYER,
6224—o Secretary.

"NEVA-WET CORPORATION OF CANADA"

Règlement changeant le nombre des directeurs.

Résolu à l'unanimité:

Que les règlements généraux de la compagnie soient amendés comme suit:

Règlement 27

Re: Nombre des directeurs.

Remplacer le numéro "six" par "cinq".

Daté ce cinquième jour de décembre 1938.

Le secrétaire,
6273 HAROLD E. WALKER.

"NEVA-WET CORPORATION OF CANADA"

By-law changing number of Directors.

It was unanimously resolved:

That the general By-laws of the company be amended as follows:

By-law 27

Re: Number of Directors.

Replace number "six" by "five".

Dated this fifth day of December, 1938.

HAROLD E. WALKER,
6274—o Secretary.

La formation d'une société sous le nom de L'Association des Boulangers de Québec, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profes-

The formation of an association under the name of "L'Association des Boulangers de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the

sion, a été autorisée par le secrétaire de la Province en date du vingt-deux décembre 1938.

Le siège principal de la société est à Québec.

JEAN BRUCHESI,
6237—o Sous-secrétaire de la Province.

profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-second of December 1938.

The principal place of business of the association is in Quebec.

JEAN BRUCHESI,
6238 Under Secretary of the Province.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 64–H–38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 19 décembre 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Farnham;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Farnham.

2. La région de Farnham comprend la municipalité de la ville de Farnham.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite region de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 25 sous le gallon.

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président.
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 19 décembre 1938. 6271—2–o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 64–H–38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, December 19, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Farnham;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the town of Farnham.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 25 cents a gallon.

The present order comes into force on January 1, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 19, 1938. 6272—2–o

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 4 janvier 1939, et présentés avant le 8 février 1939, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1939, et reçues avant le 2 février 1939, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1939.

Québec, ce 25 novembre 1938.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

5747-48-7-o

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 4th January, 1939, and introduced before the 8th February, 1939, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1939, and received before the 2nd February, 1939, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1939.

Quebec, 25th November, 1938.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5748-48-7-o

Bureaux-chefs

Province de Québec, district de Québec.

Avis est donné que "La Société Symphonique de Québec"—"Quebec Symphony" constituée en corporation sans capital-actions, dans un but artistique, en date du quatorzième jour d'octobre 1938, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau à la Suite 1, numéro 226 de la rue St-Jean.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, le 15ème jour de décembre 1938.

Le président,
R. VEZINA.

PAUL ROBITAILLE
Administrateur,
226, rue St-Jean.

6225—o

Province de Québec, district de Montréal

NAPOLÉON SENECAL LIMITÉE—NAPOLÉON SENECAL LIMITED

Avis est par les présentes donné que Napoléon Senecal Limitée—Napoléon Senecal Limited, incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 23 novembre, 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de St-Lambert, a établi son bureau à 50 rue Fort, St-Lambert, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à St-Lambert, ce 27 décembre, 1938.

Le président,
NAPOLEON SENECAL.

6227—o

Chief Offices

Province of Quebec, District of Quebec.

Notice is given that "La Société Symphonique de Québec"—"Quebec Symphony" incorporated as a corporation without share-capital, for artistic purposes, dated the fourteenth day of October, 1938, and having its head office in the City of Quebec, has established its office in Suite 1, Number 226 St. John Street.

On and from the date of the present notice, the said office will be considered by the corporation as being its head office.

Given at Quebec, the 15th day of December, 1938.

R. VEZINA,
President.

PAUL ROBITAILLE
Manager,
226 St. John Street.

6226

Province of Quebec, District of Montreal

NAPOLÉON SENECAL LIMITÉE—NAPOLÉON SENECAL LIMITED

Notice is hereby given that Napoléon Senecal Limitée—Napoléon Senecal Limited incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 23rd of November, 1938, and having its head office in the City of St. Lambert, has established its head office at 50 Fort Street, St. Lambert, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Lambert, this 27th of December, 1938.

NAPOLEON SENECAL,
President.

6228—o

Charte:—Abandon de

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans l'affaire de Sunray Oil Development Company.

Avis est par les présentes, donné que la Sunray Oil Development Company s'adressera au Lieute-

Charter:—Surrender of

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the matter of Sunray Oil Development Company.

Notice is hereby given that the Sunray Oil Development Company will apply to the Lieute-

nant-Gouverneur en Conseil, et requerra la permission d'abandonner sa charte qui lui a été octroyée le seizième jour de juillet, mil neuf cent trente-huit pour, la dite compagnie, être dissoute à compter de la date que fixera le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Québec, ce 22 novembre, 1938.

Le secrétaire,
6217—o MAURICE BOISVERT.

nant-Governor in Council for leave to surrender the charter to it granted on the sixteenth day of July, nineteen hundred and thirty-eight, and requesting that the said company be dissolved from and after the date fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Quebec, November 22, 1938.

MAURICE BOISVERT,
6218 Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine, tous deux dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, la résolution No 6915 passée par le conseil de la Cité du Cap de la Madeleine, le 28 juin 1938 et la résolution No 2230 passée par les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la cité du Cap de la Madeleine le même jour fixant pour une période de dix ans les taxes municipales et scolaires payable par "The International Foils Limited", corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Montréal et aussi pour ratifier et confirmer les contrats se rapportant à cette fixation de taxes, passés respectivement par la Cité du Cap de la Madeleine et par les Commissaires d'Ecoles avec la dite "International Foils Limited", devant J.-A. Trudel, notaire de la cité des Trois-Rivières, le 17 novembre 1938 et aussi pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, 2 décembre 1938.

L'avocat des requérants,
5833—49-4-o LEON METHOT.

Applications to the Legislature

Public notice, is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, both in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session for an act to ratify and confirm resolution number 6915 passed by the City Council of the said City of Cap de la Madeleine, on the 28th day of June, 1938, and resolution number 2230 passed by the said School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine on the same date fixing for a period of ten (10) years the taxes payable by "International Foils Limited", a body corporate having its head office at Montreal, for both municipal and school purposes and also to ratify and confirm contracts concerning said fixing of taxes passed respectively by the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and by the said School Commissioners with the said "International Foils Limited", both of which contracts were passed before Joseph Arthur Trudel, N.P., at the City of Three Rivers, on the 17th day of November, 1938, and for other purposes.

Three Rivers, December 2nd., 1938.

LEON METHOT,
5834—49-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné, que la Paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac St-Jean, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi, (*a*) pour ratifier le règlement d'emprunt No 71 et le contrat d'acquisition de tous les réseaux d'aqueduc de la Compagnie J. & P. Limitée, desservant une partie des contribuables des paroisses de St-Jérôme, Ste-Croix et Hébertville, (*b*) pour autoriser la corporation de la dite paroisse de Saint-Gédéon à exploiter les dits système d'aqueduc dans les limites des dites paroisses de St-Jérôme, Ste-Croix et Hébertville, (*c*) pour l'autoriser également à exploiter son propre système d'aqueduc dans les limites du village de St-Gédéon, avec tous les droits, pouvoirs et obligations d'un service public relativement aux dits systèmes d'aqueduc.

Chicoutimi, 5 décembre 1938.

Le procureur de la requérante,
5843-49-4-o JEAN PELLETIER.

Public notice is hereby given, that the parish of St-Gédéon, County of Lake St-John, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a Bill, (*a*) to ratify the Loan By-Law No. 71 and the contract of acquisition of all the waterworks systems of the Company J. & P. Limitée, serving a part of the tax-payers of the parishes of St-Jérôme, Ste-Croix and Hébertville, (*b*) to authorize the corporation of the said parish of St-Gédéon to operate the said waterworks system within the limits of the said parishes of St-Jérôme, Ste-Croix and Hébertville, (*c*) to authorize it also to operate its own waterworks system within the limits of the Village of St-Gédéon, with all the rights, powers and obligations of a public service respecting the said waterworks systems.

Chicoutimi, December 5, 1938.

JEAN PELLETIER,
5844-49-4 Solicitor of the Applicant.

La Cité de Saint-Jean, P. Q.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jean, P. Q., s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour faire amender sa Charte aux fins suivantes, savoir: Changer le mode d'élection des membres du conseil municipal, accorder le droit de vote à tous les propriétaires ainsi qu'aux veuves et

The City of Saint-Jean, P. Q.

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean, P. Q., will apply to the Quebec Legislature, at its next session to have its Charter amended for the following purposes: To change the mode of electing members of the Municipal Council, to grant a right to vote to every property-owner as well as to widows and maidens of age owing

filles majeures propriétaires, étendre les pouvoirs de réglementation, et autres fins.

St-Jean, P. Q., 6 décembre 1938.

Le Maire,
J.-F. MAYRAND.
Le sec.-trés.,
HORMISDAS MORAIS.
Le procureur de la réclamante,
5959—50-4-o STANISLAS POULIN.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite par le Révérend John Morozoff, Maximilian Grineff & autres, de la Cité de Montréal, à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour la passation d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal et pour tous autres objets relatifs aux présentes.

Québec, ce 30 novembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
MORAUD, ALLEYN, GRENIER & LE MAY.
5845-49-4-o

Avis est, par les présentes, donné de la part de Dame Germaine Bazin, épouse séparée de biens de Edouard Valiquette, dentiste, tous deux des cité et district de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale concernant la succession de feu Alphonse Valiquette, pour interpréter ou modifier la clause trois (3) de son testament, afin de donner le droit aux fiduciaires de choisir l'un ou l'une d'entre eux pour faire l'administration des propriétés immobilières de ladite succession, aux conditions mentionnées dans ladite clause.

Montréal, le 6 décembre 1938.

Le procureur de la pétitionnaire,
5861-49-4-o RENE DURANLEAU.

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine et les Commissaires d'Ecoles, pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine, tous deux dans le comté Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, le contrat passé le 29 novembre 1938, devant Mtre. Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, entre la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et "Laurentian Silk Mills Limited", corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Montréal, fixant pour une période de dix ans (10), les taxes municipales payable par cette compagnie et le contrat passé le 5 décembre 1938, entre les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine et la même compagnie fixant pour la même période les taxes scolaires à être payées par la dite compagnie et aussi pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1938.

L'avocat des requérants,
5957—50-4-o LEON METHOT.

Avis public est, par les présentes, donné que l'Association des Architectes de la Province de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la loi concernant l'Associa-

property, extend the powers to make by-laws and other purposes.

St. Jean, P. Q., December 6, 1938.

J. F. MAYRAND,
Mayor.
HORMISDAS MORAIS,
Sec.-Treas.
STANISLAS POULIN,
5960—50-4-o Attorney fo the petitioner.

Public notice is hereby given that application will be made by Rev. John Morozoff, Maximilian Grineff and others, of the City of Montreal, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act incorporating them under the name of Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal, and for all purposes relating to these presents.

Quebec, November 30th, 1938.

MORAUD, ALLEYN, GRENIER & LE MAY,
Attorneys for the Petitioners.
5846-49-4-o

Notice is hereby given that Dame Germaine Bazin, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Edouard Valiquette, dentist, of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law concerning the estate of the late Alphonse Valiquette, to interpret or modify the clause three (3) of his will, to allow the fiduciaries to choose one among them to administrate the landed properties of said estate, at the conditions mentioned in the said clause.

Montreal, December 6th, 1938.

RENE DURANLEAU,
5862-49-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, both in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session for an act to ratify and confirm the contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine on the 29th of November, 1938, between the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and "Laurentian Silk Mills, Limited", a body corporate having its head office in Montreal, fixing for a period of ten (10) years the municipal taxes payable by the said company and contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine, on the 5th of December, 1938, between the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine in the County of Champlain and the said "Laurentian Silk Mills, Limited", fixing for a period of ten (10) years the School taxes payable by the said company and also for other purposes.

Three Rivers, P. Q., December 7th, 1938.

LEON METHOT,
5958—50-4-o Attorney for Petitioners.

Notice public is hereby given that the Province of Quebec, Association of Architects, shall apply to the legislature of this province, at its next session, in order to obtain the adoption of a special act amending the act entitled "An Act

tion des Architectes (S.R.Q., 1925, ch. 220), telle qu'amendée, et ce, notamment pour les fins ci-après:

1. Préciser, décrire et définir ce qui constitue l'exercice de la profession d'architecte et déterminer les personnes qui peuvent prendre le titre et exercer la profession d'architecte.

2. Autoriser l'association à établir des tarifs d'honoraires obligatoires, pour tous les membres de la profession, et modifier, en conséquence, l'article 10 de la loi ci-dessus

3. Modifier et étendre les pouvoirs de règlementation de l'association, notamment en ce qui concerne:

a. L'admission à l'exercice de la profession, d'une façon provisoire et permanente, des personnes qui ne sont pas membres de l'association;

b. La conduite professionnelle des membres de l'association;

c. La détermination des actes dérogatoires à l'honneur professionnel.

4. Autoriser l'association et son conseil à imposer comme sanctions de l'inobservance de sa charte, de ses règlements et de ses tarifs, la censure, la suspension ou la destitution de ses membres, ou de ceux qu'elle a autorisés provisoirement à exercer la profession, selon le cas.

5. Rendre obligatoire l'emploi d'un architecte pour la construction des édifices publics.

Et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes.

Montréal, le 12 décembre 1938.

Les procureurs des requérants *es-qualité*,

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON, & BEAULIEU.

5987—50-4-o

respecting the Association of Architects", (R.S. Q., 1925, ch. 220), as amended, notably for the following purposes:

1. To determine, describe and define the acts constituting the exercise of the profession of architects and to determine the persons who are authorized to take the title of architect, or to act as such.

2. To authorize the association to fix tariffs which shall be obligatory for all the members of the association and to modify accordingly section 10 of the above mentioned law.

3. To modify and extend the powers of the association to make by-laws, more particularly in connection with the following matters:

a. The admission to the practice of the profession, permanently or provisionally, of persons who are not members of the association;

b. The professional conduct of the members of the association;

c. The determination of what constitutes acts derogatory to the honour of the profession.

4. To authorize the association and its council to impose, as sanctions, for the non-observance of its charter, by-laws and tariffs, the censuring, suspending or expelling from the association, of members of the profession or other persons who might have been allowed to practice, provisionally, as the case may be.

5. To require that architects be employed for the construction of public buildings.

And for other purposes accessory or relating to the purposes above mentioned.

Montreal, 12th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON, & BEAULIEU,

Attorneys for the Petitioners *es-qualité*.

5988—50-4-o

Avis public est par les présentes donné que Paul-Herbert Silver, de la cité de Westmount, en la Province de Québec, Docteur en chirurgie dentaire, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, à savoir: Nancy Cope Silver et Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, épouse du dit Paul-Herbert Silver; et Philip George Silver, de la cité de Montréal, en la dite Province, chirurgien, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour la passation d'une loi changeant leur nom de famille et celui des dits mineurs de Silver en celui de Rowe et déclarant qu'ils ont droit de réclamer tous les avantages et bienfaits auxquels ils auraient eu droit sans le changement de leur nom et que tous les droits et obligations conclus par eux sous leur ancienne signature continueront d'exister à leur avantage et pourront être invoqués contre eux sous tel nouveau nom et que tous les droits et privilèges généralement qui peuvent être acquis en vertu de la dite Loi s'appliqueront à leurs enfants et descendants.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs des requérants,

5989—50-4 MONTGOMERY & MCMICHAEL.

Public notice is hereby given that Paul Herbert Silver, of the City of Westmount, in the Province of Quebec, Doctor of Dental Surgery, as well personally as in his quality of tutor to his minor children, to wit: Nancy Cope Silver and Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, wife of the said Paul Herbert Silver; and Philip George Silver, of the City of Montreal, in the said Province, Surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing their family name and that of the said minors from Silver to Rowe and declaring that they are entitled to claim all the advantages and benefits to which they would have been entitled without such change of name and that all rights and obligations entered into by them under their former name shall enure to their benefit and be enforceable against them under such new name and that all rights and privileges generally which may be acquired under the said Act shall apply to their children and descendants.

Montreal, 14th December, 1938.

MONTGOMERY & MCMICHAEL,

5990—50-4-o Sollicitors for Applicants.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens, dans le Comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi forçant la Ville St-Pierre de porter à son rôle d'évaluation la valeur réelle des propriétés de la Consumers Glass Company Limited, situées dans ses limites, sans tenir

Notice is hereby given that Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens dans le comté de Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and will ask for a Law forcing La Ville St-Pierre to enter in its valuation roll, each year, the real value of the properties belonging to Consumers Glass Company Limited, situated in its territory, notwithstanding the agreements

compte des arrangements intervenus entre la Ville St-Pierre et cette compagnie et ratifiés par la Législature par la loi 14 George V, chapitre 139, et déclarant que cette valeur réelle devra servir de base à l'évaluation à être imposée par les commissions scolaires situées dans le territoire de ladite Ville.

Montréal, 14 décembre 1938.

Le procureur des requérants,
6007—50-4-o ELPHEGE MARIER.

Avis public est, par les présentes, donné que M. Georges Albert Roy, licencié en loi, domicilié à Ottawa, mais ayant une résidence en la cité de Montréal, dûment autorisé aux présentes en vertu d'une résolution passée à l'assemblée du conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue à Montréal, le 10 décembre 1938, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit, dans la province de Québec, après examen oral.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON
6009—50-4-o & BEAULIEU.

AVIS PUBLIC

Marie Guillemette, de St-Romuald d'Etchemin, veuve non remariée de Thomas Lafontaine, en son vivant photographe du même lieu, donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session afin de faire légaliser tant pour le passé que pour l'avenir l'adoption de sa fille majeure connue sous le nom de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, épouse séparée de biens de Donat Dussault, employé de banque, tous deux domiciliés à St-Romuald d'Etchemin et obtenir la confirmation du nom de ladite Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, 15 décembre 1938.

Le procureur de la pétitionnaire,
6065—50-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution adoptée par lesdits commissaires d'écoles le 24 novembre 1938, accordant à Manoir Richelieu Company Limited et ses successeurs et ayant cause une commutation de taxes pour une période de dix ans commençant le 1er juillet 1939.

Pointe-au-Pic, le 19 décembre 1938.

Le secrétaire-trésorier de la Requérante,
6115—51-4-o SAM WARREN.

Avis public est par les présentes donné que L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), par l'intermédiaire de son procureur soussigné, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant son nom corporatif

entered into between La Ville St-Pierre and this company, and sanctioned by the Legislature by the law 14 George V, chapter 139, and declaring that the said real value so entered in the valuation roll will be the basis for the valuation to be imposed by the school commissions in the said territory.

Montreal, December 14th, 1938.

ELPHEGE MARIER,
6008—50-4-0 Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mr. Georges Albert Roy, licenciate in law, domiciled at Ottawa, but having a residence in the city of Montreal, duly authorized to these presents at a meeting of the general council of the Bar of the province of Quebec, held at Montreal, on the 10th of December, 1938, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the province of Quebec, after an oral examination.

Montreal, 14th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON & BEAULIEU,
6010—50-4-o Attorneys for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Marie Guillemette, of St-Romuald d'Etchemin, non remarried widow of Thomas Lafontaine, his life during photographer of the same place, do hereby gives notice that she will apply to the Legislature of Quebec at its next session, in order to legalize for the past and for the future, the adoption of her major daughter known under the name of Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, wife separated as to property of Donat Dussault, bank employee, and both living at St-Romuald d'Etchemin, and to obtain the confirmation of the said name of the said Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, December 15, 1938.

ALBERT DUMONTIER,
6066—50-4-o Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the Municipality of the Village of la Pointe-au-Pic, in the County of Charlevoix-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution passed by the said School Commissioners on the 24th day of November, 1938, granting to Manoir Richelieu Company Limited and its successors and assigns a commutation of taxes for a period of ten years beginning on the 1st July, 1939.

Pointe-au-Pic, 19th December, 1938.

SAM WARREN,
Secretary-Treasurer of the
6116—51-4-o Petitioner.

Public notice is hereby given that "L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de Liqueurs de la cité de Montréal", (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), through its undersigned attorney, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its corporate name constituted by Bill Cap. LVII,

constitué par le bill Cap. LVII, 47 Vict. sanctionné le 10 juin 1884, de façon à ce que la dite association soit désormais désignée sous le nom de "L'Association des Taverniers de l'Ile de Montréal" ou "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

Le procureur et agent de l'Association des Commerçants Licenciés de Vins et de Liqueurs de la Cité de Montréal,
R. CAMIRAND.

6125—51-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour les fins suivantes:

1. Abroger la loi, 18 George V, chapitre 130;
2. Obtenir une refonte complète de sa charte;
3. Obtenir des pouvoirs additionnels.

Montréal, le 17 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
FERNAND CHAUSSE,
F.-EUGENE THERRIEN.

6127—51-4-o

Avis par est les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, la passation d'une loi spéciale aux fins suivantes: pour faire augmenter le montant à être payé annuellement par la Corporation de la Cité de Montréal pour le soutien des écoles dans le territoire qui fait partie de la Commission ou qui pourra en faire partie à l'avenir; pour assurer à la Commission les revenus annuels dont elle a besoin pour le soutien des écoles au moyen de taxes spéciales que la Corporation de la Cité de Montréal serait autorisée de prélever sur tout ce qui est ou sera sujet à taxation et cotisation en vertu de son acte d'incorporation ou des actes qui l'amendent ou l'amenderont; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés, un montant de $125,250.00 pour payer et rembourser diverses hypothèques et obligations à échoir durant l'année scolaire 1939-1940 et à émettre des bons ou obligations pour ce montant; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et de l'emprunt ci-haut mentionné, des montants jusqu'à concurrence de $650,000.00 pour le paiement de grosses réparations aux écoles et aux autres immeubles de la Commission, les emprunts à cette fin à être amortis en dix ans; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et des emprunts ci-haut mentionnés, les montants nécessaires pour acquérir des emplacements d'écoles, pour construire et acquérir de nouvelles écoles et autres immeubles, pour agrandir, améliorer et modifier les écoles déjà existantes, pour faire des travaux de confection de cours de récréation des écoles, et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

6129—51-4-o

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu, (Capital Mutuel), corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir la passation

47 Vic. sanctioned on the 10th of June, 1884, so that the said association may in the future be designated under the name of "L'Association des Taverniers de l'Ile de Montréal" or "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

R. CAMIRAND,
Attorney and agent for "L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".

6126—51-4

Public notice is hereby given that the Corporation of "Hôpital Ste-Jeanne d'Arc", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the following purposes:

1. To repeal the law 18 George V, chapter 130;
2. To obtain a complete revision of its charter;
3. To obtain supplementary powers.

Montreal, December 17th, 1938.

FERNAND CHAUSSE,
F. EUGENE THERRIEN,
Attorneys for petitioner.

6128—51-4-o

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission, a body politic legally constituted, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a special law for the following purposes: to increase the amount to be paid annually by the Corporation of the City of Montreal for the support of the schools in the territory which forms part of the Commission or which may hereafter form part of the same; to guarantee to the Commission the annual revenues it requires for the support of the schools by way of special taxes that the Corporation of the City of Montreal may levy on whatever is liable to taxation and assessment under its act of incorporation and its amendments or the acts which shall amend it; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized, an amount of $125,250.00 to pay and reimburse various mortgages and debentures to become due in the scholastic year 1939-1940 and to issue bonds or debentures for such amount; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized and the loan above mentioned, amounts to the extent of $650,000.00 to pay for greater repairs in the school houses and other properties of the Commission, the loans to be amortized within ten years; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loan already authorized and the loans above mentioned, the necessary amounts to acquire school sites, to build and acquire new school houses and other properties, to enlarge, improve and modify existing school houses, to construct play grounds for the pupils, and other necessary or useful purposes.

Montreal, December 20, 1938.

DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
Attorneys for the Petitioner.

6130—51-4-o

Notice is hereby given that Equitable Fire Insurance Company (Stock Mutual), a corporation having its head-office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law amending and modifying the

d'une loi amendant et modifiant la loi 7 Edouard VII, chapitre 112 la régissant, et afin aussi d'obtenir des pouvoirs additionnels relativement à ses contrats d'assurances, à sa constitution et à ses règlements, et pour autres fins.

20 décembre 1938.

Le secrétaire de la dite Compagnie,
A. GAUTHIER.

6159—51-4-o

Act 7 Edward VII, Chapter 112 governing the said Company, and also to obtain additional powers concerning its insurance contracts, its constitution and its regulations, and for other purposes.

December 20th, 1938.

A. GAUTHIER,
Secretary of the Applicant Company.

6160—51-4-o

Avis public est, par le présent, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins: de soustraire le lot No 743 du cadastre de la ville de Lachine aux dispositions de la loi 23 George V, chapitre 125 et amendements; de restreindre davantage les annonces et les enseignes dans les territoires où l'industrie est prohibée et les commerces sont restreints dans la municipalité; autoriser la cité à vendre de gré à gré les terrains requis pour la construction d'un hôpital; autoriser le paiement d'une pension à son inspecteur sanitaire et pour autres fins.

Lachine, le 20 décembre 1938.

Le procureur de la cité de Lachine,
A.-S. PELLETIER.

6131—51-4-o

Public notice is hereby given that the City of Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the following purposes: to except lot No. 743 of the cadastre of the Town of Lachine from the provisions of the Act 23 George V, chapter 125 and amendments; to further restrict advertisements and signs in the territories where industry is prohibited and business restricted, in the municipality; to authorize the City to sell, by private agreement, the lots of land required for the building of a hospital; to authorize the payment of a pension to its health inspector and for other purposes.

Lachine, December 20th, 1938.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the City of Lachine.

6132—51-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Plage Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte, Loi 22 George V, chapitre 120, pour annexer au territoire actuel de la Ville les lots numéros 175, 183 et 184 et les parties des lots numéros 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 et 189, tous en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Ste-Rose de Lima, et situés dans le territoire de la Corporation de la Partie Ouest de la paroisse de Sainte-Rose; pour autoriser la Ville à se nommer un gérant et déterminer les pouvoirs et les devoirs de ce dernier; pour permettre à la Ville d'imposer une licence ou taxe sur les personnes, compagnies ou corporations qui font le commerce de location de chaloupes, canots ou autres embarcations, ou qui sont propriétaires de véhicules utilisés dans la municipalité pour y faire la livraison de certaines marchandises; et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes à icelles ci-dessus mentionnées.

A Montréal, ce 19ième jour de décembre, 1938.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION & MEIGHEN.

6133—51-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Plage Laval, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act modifying its Charter, the Act 22 George V, chapter 120, to annex to the actual territory of the Town the lots numbers 175, 183, and 184, and the parts of lots numbers 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 and 189, all by reference to the official cadaster made for the Parish of St. Rose de Lima, and actually situated in the territory of La Corporation de la Partie Ouest de la Paroisse de Sainte-Rose; to authorize the Town to appoint a manager and determine the powers and duties of the latter; to empower the Town to impose a license or tax on persons, companies or corporations who carry on a business for the rental of row-boats, canoes, or other boats, or who are owners of vehicles used in the Municipality for delivery of certain merchandise; and for all other purposes, accessory or relating to the purposes above mentioned.

At Montreal, this 19th day of December, 1938.

MONETTE, FILION & MEIGHEN,
Attorneys for Petitioner.

6134—51-4-o

Avis public est, par les présentes, donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi: *a*) Pour abolir quant à elle la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, telle que remplacée par la section 2 de la loi 14 George V, chapitre 35; *b*) Pour être autorisée à dresser un rôle d'évaluation spécial, pour fins scolaires seulement, quant aux contribuables suivants; La Cité de Montréal, Montreal Light Heat & Power, Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company,

Public notice is hereby given, that The Catholic School Commission of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to ask for the passing of a Bill: *a*) To abrogate, for the said Commission, section 2 of the statute 9 George V, chapter 37, as replaced by section 2 of the statute 14 George V, chapter 35; *b*) To authorize the said Commission to make a special valuation roll, for school purposes only, for the following taxpayers, to wit: The City of Montreal, Montreal Light Heat & Power Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company, and

et toutes les corporations d'utilité publique; *c*) Pour être autorisée à vendre de gré à gré à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, un terrain situé au coin des rues Wellington et Galt, en la Cité de Verdun; *d*) Pour être autorisée à encourir des dépenses capitales, jusqu'à concurrence de $50,000.00 pour fins de réparation et d'amélioration; *e*) Pour être autorisée à emprunter une somme de $140,000.00 pour couvrir l'excédent des dépenses sur les revenus de l'année 1938-39 et les frais d'émission; *f*) Pour être autorisée à construire une ou deux nouvelles écoles et à emprunter la somme de $600,000.00 à cette fin; *g*) Pour être exemptée du paiement des taxes spéciales payables à la cité de Verdun; *h*) Pour être autorisée à percevoir de la Cité de Verdun, les taxes scolaires sur les immeubles dont ladite Cité est propriétaire.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les Procureurs du requérant,
YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY.

6135—51-4-o

---

all public services; *c*) To authorize the said Commission to sell, by private agreement, to the Montreal City and District Savings Bank a lot situated at the corner of Wellington and Galt streets, in the city of Verdun; *d*) To authorize the said Commission to incur capital expenditures amounting to no more than $50,000.00 for repairs and improvements; *e*) To authorize the said Commission to borrow a sum of $140,000.00 to make good the difference between the revenue and expenditure for the year 1938-39 and the costs in connection with this loan; *f*) to authorize the said Commission to build one or two new schools and to borrow the sum of $600,000.00 for that purpose; *g*) To be dispensed from the payment of the special taxes payable to the city of Verdun; *h*) To authorize the said Commission to collect from the City of Verdun, school taxes on property owned by the said city.

Montreal, December 20th, 1938.

YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY,
Attorneys for Applicant.

6136

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Village de St-Dominique de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi devant ratifier et confirmer un certain acte en date du 18 juillet 1938 portant le numéro 9755 des minutes de Mtre J.-G. Verreault, N.P., intitulé: "Conventions entre la Ville de Jonquière et la Compagnie de Pulpe de Jonquière", corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la Ville de Jonquière, auquel acte sont intervenus Price Brothers and Company Limited, corps politique et incorporé ayant son siège principal en la Cité de Québec et la Commission Municipale de Québec, constituée par acte de la Législature de Québec, 22 George V, chapitre 56. Ce dit acte fixe pour une période de dix ans les taxes municipales payables par "La Compagnie de Pulpe de Jonquière" et règle partie définitivement partie pour une période de dix ans certaines difficultés entre la Ville de Jonquière d'une part et la Cie de Pulpe de Jonquière et Price Brothers and Company Limited d'autre part. Le dit acte a été passé conformément aux résolutions adoptées par le Conseil Municipal de la Ville de Jonquière en date du 14 février et du 7 mars 1938. Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Village de St-Dominique de Jonquière ont approuvé et ratifié ledit acte par résolution en date du 7 décembre 1938, approuvé par la Commission Municipale de Québec, le 15 décembre 1938. Le but de la loi à être passée par la Législature de la Province de Québec devant être pour ratifier et confirmer l'acte susdit et les résolutions susmentionnées et aussi pour toutes autres fins relatives aux présentes.

Québec, le 21 décembre 1938.

Les procureurs des Requérantes,
GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT MCNICOLL.

6161—51-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Jonquière, in the County of Chicoutimi, and the School Commissioners for the Municipality of the Village of St. Dominique de Jonquière, in the County of Chicoutimi, shall apply jointly to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to ratify and confirm a certain Deed, dated the 18th July, 1938, bearing the No. 9755 of the minutes of J. G. Verreault, N. P., entitled: "Agreement between the Town of Jonquière and the Jonquière Pulp Company", a body politic and corporate, having its principal place of business in the Town of Jonquière, to which Deed intervened Price Brothers & Company, Limited, a body politic and corporate, having its principal place of business at the City of Quebec, and the Quebec Municipal Commission, created by the Act of the Quebec Legislature, 22 George V, Chapter 56. The said Agreement fixes, for a period of ten years, the municipal taxes payable by the Jonquière Pulp Company, and settles, partly forever and partly for a period of ten years, certain difficulties between the Town of Jonquière, on the one part, and the Jonquière Pulp Company and Price Brothers & Company, Limited, on the other part. The said Deed was passed in conformity with resolutions adopted by the Municipal Council of the Town of Jonquière on the 14th February and 7th March, 1938. The school Commissioners for the Municipality of the Village of St. Dominique de Jonquière have approved and ratified the said Agreement, by resolution dated the 7th December, 1938, approved by the Quebec Municipal Commission on the 15th December, 1938. The purpose of the said Act to be passed by the Legislature of the Province of Quebec being to ratify and confirm the aforesaid Deed and Resolutions, and also for all other purposes relative thereto.

Quebec, December 21, 1938.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT MCNICOLL,
Sollicitors for Applicants.

6162—51-4-o

Avis est par les présentes donné que Hugues Lemoyne de Martigny, gérant de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Michel et Huguette, Paul Drolet-Massue, fonc-

Notice is hereby given that Hugues Lemoyne de Martigny, manager of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor children Miche and Huguette, Paul Drolet-Massue, public officer

tionnaire public, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Pierre, Gérard Perrault, relieur, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, de la cité de Montréal, veuve en premières noces de Ovila Stanislas Perrault en son vivant industriel du même lieu, et en secondes noces de L.-H. Painchaud, en son vivant courtier d'assurances du même lieu, et Le Sun Trust Limitée, corporation légalement constituée ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, en sa qualité de seule exécutrice testamentaire et administratrice fiduciaire dudit feu Ovila Stanislas Perrault, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, particulièrement pour les fins suivantes:

Pour confirmer et ratifier la transaction intervenue le 11 octobre 1929, entre ladite Dame Marie Louise Eglantine Bastien et les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires dudit Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que l'un des tuteurs aux petits-enfants dudit Ovila Stanislas Perrault, ou l'un de ses petits-enfants ayant atteint sa majorité, pourra être nommé exécuteur testamentaire et administrateur, et agir conjointement, mais sans rémunération, avec le Sun Trust Limitée ou son successeur; pour fixer la date à laquelle le partage des biens de la succession devra être fait entre les petits-enfants dudit feu Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que jusqu'au partage, les revenus nets seront distribués par parts égales entre les petits-enfants; pour décréter que toutes sommes que les exécuteurs testamentaires pourront être appelés à emprunter pourront l'être du Sun Trust Limitée; pour autoriser et décréter tout ce qui pourrait être utile ou avantageux, tant pour la conservation ou la liquidation des biens de la succession que pour l'attribution et la distribution des revenus desdits biens.

Montréal, 20 décembre 1938.

Les procureurs des Requérants,

6173—51-4-o VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY.

of the City of Quebec, in his quality of tutor to his minor child Pierre, Gérard Perrault, binder, of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor child Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, of the City of Montreal, widow by first marriage of Ovila Stanislas Perrault, in his life-time manufacturer of the same place, and by second marriage of L. H. Painchaud, in his lifetime insurance broker, of the same place, and The Sun Trust, Limited, a body duly incorporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, in its quality of sole testamentary executor and fiduciary administrator of the said late Ovila Stanislas Perrault, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, more particularly for the following purposes:

To confirm and ratify the transaction entered into the 11th of October, 1929, by the said Dame Marie-Louise Eglantine Bastien and the testamentary executors and fiduciary administrators of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that one of the tutors to the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault, or one of his grand-children who has attained the age of maturity, may be appointed testamentary executor and administrator and act jointly, but without remuneration, with The Sun Trust Limited or its successors; to fix the date at which the partition of the assets of the Estate must be made among the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that until the partition, the net revenues will be distributed among the grand-children in equal shares;

To declare that all sums which the testamentary executors may be called upon to borrow may be borrowed from The Sun Trust; to authorize and enact anything which may be useful or advantageous, whether for the preservation or the liquidation of the assets of the Estate, or for the attribution and distribution of the revenues of the said assets.

Montreal, December 20th, 1938.

VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY,

6174—51-4-o Attorneys for Petitioners.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les légataires universels, bénéficiaires et usufruitiers d'annuités en vertu du dernier testament figurant dans la succession de feu l'honorable Charles Wilson, autrefois des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi spéciale ordonnant la division de la dite succession et l'exécution finale du dit testament, avec provisions spéciales pour le paiement des annuités non-expirées, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 22 décembre 1938.

Le procureur pour les légataires universels, bénéficiaires et usufruitiers d'annuités de la succession de feu l'honorable Charles Wilson,

6219-52-4 TIMOTHY P. SLATTERY.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that Universal Legatees, Beneficiaries and Annuitants under the Last Will and Testament in the Estate of the Late Honourable Charles Wilson, formerly of the City and District of Montreal, will apply at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec for a Special Act to order the Partition of the said Estate and the Final Execution of the said Last Will and Testament, with special provisions for the payment of the unexpired annuities, and such other provisions as it may please the Legislature to grant.

Montreal, December 22nd, 1938.

6220-52-4-o TIMOTHY P. SLATTERY,

Attorney for Universal Legatees, Beneficiaries and Annuitants of the Estate of the late Honourable Charles Wilson.

CITE DE MONTREAL

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58,

statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Services administratifs; estimations municipales; bureau de revision; élections: droit de vote aux électeurs omis de la liste, aux communautés religieuses; confection de la liste; heure d'ouverture des bureaux de votation; bureau spécial de votation; congé aux écoliers; décomptes; taxes: exemptions; commutations; entretien des ruelles; contributions de certaines compagnies; consolidation; taxes spéciales sous forme de permis; contributions foncières; taxe de vente: exemptions; impôt sur le revenu; impôts provinciaux: remise; taxe d'amusement; revenus de la Cour du Recorder; règlements: violation; circulation et amendes re: bicyclettes; travaux publics: améliorations locales; travaux remédiateurs au chômage; égouts: usine d'épuration des eaux d'égoûts; modification de rôles; boulevards; conduits souterrains; aqueduc; embellissement de la ville; centre civique; pavages: réfection et réparation; contribution des municipalités au coût d'expropriations ou de travaux publics; expropriations: acquisition d'immeubles; dispense re: cautionnement; requête unique; répartition du coût; suspension de rôles; finances: budget de dépenses capitales; emprunts: marché de l'Est; prêt urbain; marché Bonsecours; institutions de charité; conduite d'eau; achat, location, prohibition et règlementation des carrières; utilisation de certaine balance pour marché; démolition de taudis et construction de logements ouvriers; construction et réfection d'édifices municipaux; utilisation de certains emprunts pour fins d'aqueduc; modifications au contrat du Tramway; approvisionnement d'électricité: contrat, etc.; vente des terrains appartenant à la Cité; réclamations re: drains privés; pensions: famille Elzéar Robert; ratification de certains actes, résolutions, conventions, contrats, rôles, plans, etc.

Le greffier de la Cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel-de-Ville,
Montréal, le 27 décembre 1938. 6229–52–4–o

and to the various acts amending the same, on the following matters:

Administrative departments; municipal valuations: Board of revision; elections: right to vote for electors omitted from the list, for religious communities; Drawing up of the list; hour of opening of polls; special polling station; holiday for school children; recount; taxes: exemptions; commutations; maintenance of lanes; contributions by certain companies; consolidation; special taxes in the form of licenses; real estate tax; sales tax: exemptions; income tax; provincial taxes: remittance; amusement tax; revenue of the Recorder's Court; by-laws: infringement; traffic and fines re: bicycles; public works: local improvements; unemployment relief works; sewers: purification plant for sewerage; amendment of rolls; boulevards; underground conduits; water works; embellishment of the city; civic center; pavings: relaying and repairs; contribution by municipalities to the cost of expropriations or of public works; expropriations: acquisition of immovables; dispensation re: deposit; joint petition; apportionment of the cost; suspension of rolls; finance: budget of capital expenditures; loans: Eastern market; urban loan; Bonsecours market; charitable institution; water mains; purchase, leasing, prohibition and regulation of quarries; utilization of a certain balance for a market; slum clearance and construction of workmen's dwelling; erection and rebuilding of municipal buildings; utilization of certain loans for water works purposes; amendment to the Tramways contract; electric supply: contract, etc.; sale of lots belonging to the City; claims re: private drains; pensions: Family of Elzéar Robert; ratification of certain deeds, resolutions, agreements, contracts, rolls, plans, etc.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 27th December 1938. 6230–52–4–o

Avis public est par les présentes donné que MM. Beaudry Leman, banquier, et Joseph Beaudry, manufacturier, tous deux résidant dans la Cité d'Outremont, et Charles Laurendeau, avocat, résidant dans la Cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires et d'administrateurs fiduciaires de la succession de feu Victor Beaudry, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale concernant l'administration et le placement des revenus accumulés et du capital, fixant la date du partage définitif du capital et des revenus accumulés, et la manière dont ce partage sera fait et par qui il sera fait.

Montréal, le 27 décembre 1938.
Les procureurs des Requérants,
6231–52–4–o DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

Public Notice is hereby given that Messrs. Beaudry Leman, banker, and Joseph Beaudry, manufacturer, both residing in the City of Outremont, and Charles Laurendeau, advocate, residing in the City of Montreal, in their quality of testamentary executors and fiduciary administrators of the Estate of the late Victor Beaudry, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a special law concerning the administration and investment of the accumulated revenue and of the capital, fixing the date of the final partition of the capital and of the accumulated revenue, and the manner in which such partition shall be made and by whom it shall be made.

Montreal, 27th December 1938.
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
6232—52–4–o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné par les pétitionnaires Arthur M. Jacques, comptable de Norrie, P.Q.; Joseph-Paul Rémy, comptable de Malartic, P.Q.; Melville A. Thomson, banquier de Montréal, P.Q.; et William Heatherington, ingénieur de Malartic, P.Q., qu'une pétition sera présentée à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en

Public notice is hereby given by the petitioners Arthur M. Jacques, accountant of Norrie, P. Q.; Joseph Paul Rémy, accountant of Malartic, P.Q.; Melville A. Thomson, banker, of Montreal, P.Q.; and William Heatherington, engineer, of Malartic, P.Q., that a petition will be presented to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act incorporating into a Municipality, under the provisions of the

municipalité, en vertu de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1925, ch. 102 et ses amendements, un certain territoire situé dans le canton de Fournière, dans le comté d'Abitibi, Province de Québec et désigné sommairement comme suit:

Claim A-45643—Claim A-45644—Blocs 1, 2, 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et les claims A-40350—A-40351—A-40352—A-40353—A-42995 et A-42996—et tout autre territoire avoisinant qui sera jugé utile ou avantageux d'incorporer dans la dite municipalité; et déterminer par des dispositions spéciales le nom à être donné à la dite municipalité ainsi que son mode de gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui, les pouvoirs nécessaires quant à l'évaluation et à la taxation et en général tout ce qui a trait au gouvernement et à l'administration d'une ville et aussi pour toutes autres fins relatives aux présentes.

Québec, le 27 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME.

6233—52-4-o

Cities' and Towns' Act, R.S.Q., 1925, ch. 102 and its amendments, a certain territory situate in the Township of Fournière, in the County of Abitibi, Province of Quebec, and described summarily as follows:

Claim A-45643—Claim A-45644—Blocks 1, 2, 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and Claims A-40350—A-40351—A-40352—A-40353—A-42995 and A-42996—and any other adjoining territory deemed useful or advantageous to incorporate into the said municipality; and to determine by special provisions the name to be given to the said municipality as well as the mode of government and its powers, the qualifications required to be elected to its municipal council and the mode of election of the members thereof, the powers necessary as to the valuation and taxation and in general everything relating to the government and administration of a town and also for all other purposes relating thereto.

Quebec, December 27, 1938.

DUPRÉ, DE BILLY, PRÉVOST & HOME,
Attorneys for Petitioners.

6234—52-4

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour lui demander:

1. La confirmation des lettres patentes émises en sa faveur le 1er août 1933 et des lettres patentes supplémentaires émises le 28 décembre 1938, par le gouvernement de cette province;

2. La constitution de la dite Association en corporation professionnelle sous le nom de l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, pour les fins de définir et réglementer la pratique de la chiropratique dans la Province de Québec;

3. Le droit de faire des règlements pour la régie interne de l'association, pour établir les qualifications requises et nécessaires pour l'admission à l'étude de la pratique de la chiropratique, concernant l'honneur professionnel et les sanctions à être imposées entre les actes dérogatoires au dit honneur professionnel, la suspension du droit de pratique, etc.

4. Le droit de percevoir des contributions annuelles de ses membres et des honoraires aux aspirants à l'étude et à la pratique;

5. Le droit de se constituer un bureau de direction et un bureau d'examinateurs;

6. Le droit de poursuivre en justice toute personne exerçant la chiropratique sans être membre de l'Association et sans avoir obtenu de celle-ci le droit de pratique, ou d'obtenir contre elle la condamnation à l'amende, aux frais et à l'emprisonnement à défaut de paiement;

7. Tous autres pouvoirs nécessaires pour l'administration de la dite Association.

Montréal, ce 29 décembre, 1938.

Le procureur de la requérante,
H. M. LORANGER.

6275—52-4-o

Public notice is hereby given that the Chiroprators Association of the Province of Quebec Incorporated, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for:

1. Confirmation of Letters Patent issued in its favour on the 1st. August, 1933, and the Supplementary Letters Patent issued on the 28th of December 1938, by the Government of the Province of Quebec;

2. The incorporation of the said Association as a professional corporation under the name of "Chiroprators Association of the Province of Quebec" for the purpose of defining and regulating the practice of chiropratics in the Province of Quebec;

3. The power to make by-laws for the internal management of the Association, to determine the qualifications required and necessary for the admission to the study and practice of Chiropratics, concerning professional honour and sanctions to be imposed against acts derogatory to the honour of said profession and suspension of the right to practice, etc.;

4. The right to collect annual contributions from its members and fees from applicants to the study and to the practice;

5. The right to constitute a Board of Directors and a Board of Examiners;

6. The right to institute legal proceedings against any person practising Chiropratics without being a member of the Association and without having obtained from this Association the right to practice or obtain against such person condemnation to a fine, costs and imprisonment in default of payment of same;

7. All other powers necessary for the good administration of the said Association.

Montreal, December 29th, 1938.

H. M. LORANGER,
Attorney for Applicant.

6276—52-4-o

Avis est donné, par les présentes, que La Cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, autorisant la dite Cité aux fins suivantes:

Notice is hereby given that the City of Salaberry de Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act authorizing the said City for the following purposes:

A passer un règlement exempt de l'approbation des électeurs propriétaires, lui permettant d'emprunter la somme de $35,000.00, afin de payer la dette flottante qu'elle doit et qu'elle a contractée durant l'exercice financier de l'année 1938; en conséquence de la crise du chômage;

Pour amender sa charte, pour entr'autres modifications, supprimer les articles 35 et 36 qui déclarent que le Recorder, le Greffier et le Trésorier sont des officiers permanents du Conseil, et que, excepté le Recorder, ces officiers sont nommés durant bonne conduite et que leur salaire ne peut être diminué ni qu'ils peuvent être destitués que par la majorité absolue du Conseil;

Pour supprimer le paragraphe 12 de l'article 4 de sa Charte, définissant le mot "contrat"; pour supprimer le dernier alinéa de l'article 148 de sa charte, accordant certains pouvoirs au maire, au président de la Commission de Police ou au trésorier de la Cité d'accepter le paiement de certaines amendes et pénalités, à un montant qu'ils croient juste et raisonnable; pour faire déclarer valides, exécutoires et exigibles les taxes imposées et prélevées par les résolutions du Conseil de la dite Cité, passées durant les années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, et aussi pour faire déclarer par la Législature—afin d'éviter tout doute d'interprétation—que les droits et taxes que le Conseil de la dite Cité, d'après sa Charte, telle qu'elle existe actuellement, peut imposer et prélever, il peut ainsi les imposer et prélever, spécialement en vertu des articles 120 et 121 de la dite charte, soit par règlement soit par résolution, pourvu, toutefois, que les droits et taxes ainsi imposés et prélevés par résolution, n'aient pas de portée ultérieure à l'année alors courante, et ce, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, et nonobstant aussi tout jugement rendu par la Cour du Recorder de la dite Cité, dans une cause portant le numéro 14023 des dossiers de la dite Cour où la dite Cité est demanderesse et J.-Lionel Perron est défendeur.

Le maire,
J.-A. LARIN.
Le greffier,
CHARLES CODEBECQ.
Le procureur de la Cité de Salaberry de Valleyfield,
6235—52-4-o LUDGER CODEBECQ.

To pass a by-law exempt from the approval of the electors-proprietors, permitting it to borrow the sum of $35,000.00, to pay the floating debt which it owes and which it contracted during the fiscal year 1938; due to the unemployment crisis;

To amend its Charter, for among other modifications, repeal articles 35 and 36 declaring that the Recorder, the Clerk and the Treasurer are permanent officers of the Council, and that, with the exception of the Reocrder, the said officers are appointed during good conduct and that their salary cannot be diminished nor can they be dismissed except with the consent of the absolute majority of the Council;

To repeal paragraph 12 of article 4 of its Charter, defining the word "contract"; to repeal the last sub-paragraph of article 148 of its Charter, granting certain powers to the Mayor, to the President of the Police Commission or to the City Treasurer to accept payment of certain fines and penalties, at an amount which they may deem just and reasonable; to have declared valid, enforceable and exigible the taxes levied and imposed by the resolutions of the Council of the said City, passed during the years 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, and also to have declared by the Legislature—so as to avoid all doubtful interpretation—that the duties and taxes which the Council of the said City, according to its charter, as it actually exists, may impose and levy, it may impose and levy the same, particularly under articles 120 and 121 of the said charter, either by by-law or by resolution, provided, however that the duties and taxes thus imposed and levied by resolution, do not extend beyond the then current year, and this, notwithstanding any general or special law to the contrary, and notwithstanding also any judgment rendered by the Recorder's Court of the said City, in a case bearing Number 14023 of the Records of the said Court wherein the said City is plaintiff and J. Lionel Perron is defendant.

J. A. LARIN,
Mayor.
CHARLES CODEBECQ,
Clerk.
LUDGER CODELECQ,
Attorney for the City of Salaberry de Valleyfield.
6236—52-4

Avis public est par les présentes donné que les "Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de St-Hyacinthe, Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi augmentant ses pouvoirs tels que décrétés par sa charte, la loi 9 Victoria chapitre 99 amendée par 52 Victoria, chapitre 68, et spécialement augmentant son pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles pour son usage et son occupation jusqu'à concurrence d'une somme de cinq millions de dollars.

St-Hyacinthe, 28 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
6283—52-4-o LACOSTE & LACOSTE.

Public notice is hereby given that the corporation "Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe", body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of St. Hyacinthe, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to extend its powers as contained in its charter 9 Victoria, chapter 99 amended by 52 Victoria, chapter 68, and more specially to increase its powers to acquire and possess immoveable for its own use and occupation to the extent of five millions of dollars.

St. Hyacinthe, 28th December, 1938.

LACOSTE & LACOSTE,
6284—52-4-o Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation "The Protestant Infants' Home of Montreal", constituée en corporation par une Loi spéciale de la Législature de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa

Public notice is hereby given that The Protestant Infant's Home of Montreal, a corporation incorporated by Special Act of the Quebec Legislature, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session to ask for the passing

prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet de changer son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre".

Montréal, le 28 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,

6289—52—4 HAGUE, HENEY & HAGUE.

of an Act to change its name to that of "Protestant Foster Home Centre".

Montreal, December 28th, 1938.

HAGUE, HENEY & HAGUE,

6290—52—4—o Attorneys for Applicant.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est par les présettes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte soit amendée, concernant les affaires suivantes: la définition des limites de la Cité au fleuve St-Laurent; la nomination du maire suppléant; la confection de la liste électorale municipale; les procédures de la votation; la législation de certaines taxes spéciales et une signification plus claire de ces taxes; la signature des obligations de la Cité, et des coupons d'intérêts sur icelles; les vendeurs et solliciteurs à domicile; les permis exigés des cochers, charretiers, autobus et camions de transport; la confection du rôle d'évaluation supplémentaire; la ratification de certains emprunts et du règlement No 140; la confection du rôle de perception des taxes et licences; la perception des taxes et des privilèges à être accordés aux contribuables qui s'acquittent à certaines dates; la vente des propriétés pour arrérages de taxes et leur retrait; les privilèges à la Cité pour les taxes qui lui sont dues.

Trois-Rivières, 28 décembre 1938.

Le Greffier,

6287—52—4—o (Signé) ARTHUR BELIVEAU.

Canada, Province of Quebec, district of Trois-Rivières.

THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature, at its next Session, for leave to have its Charter amended, respecting the following matters: the definition of the limits of the City at the River St. Lawrence; the nomination of the acting Mayor; the compiling of the municipal electoral list; the voting prodecures; the legislation of certain special taxes and a clearer definition of such taxes; the signing of Bonds of the City and the interest coupons thereof; house to house salesmen and canvassers; the licenses exacted for taxi-drivers, carters, autobuses and cartage trucks; the compiling of the supplementary valuation roll; the ratification of certain loans and of By-laws No. 140; the compiling of the collection roll for taxes and licenses; the collection of taxes and privileges to be granted to taxpayers who have settled the same at certain dates; the sale of properties for arrears of taxes and their redemption; the privileges to the City for taxes due it.

Trois-Rivières, December 28, 1938.

(Signed) ARTHUR BELIVEAU,

6288—52—4 Clerk.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 19 décembre 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rock-Forest, dans le comté de Sherbrooke, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du Petit Lac Magog", tout le territoire suivant, savoir:

"Commençant au centre de la rivière Magog, à un point placé dans le prolongement de la ligne nord du lot No trois cent quarante (340) du dit canton d'Orford; de là, vers le sud, le sud-ouest et l'ouest en suivant le centre de la dite rivière jusqu'à la rive nord du Petit Lac Magog; de là, vers l'ouest et le sud en suivant la rive nord et la rive ouest du dit lac jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots Nos six cent quatre (604) et six cent six (606); de là, vers l'ouest en suivant la dite ligne jusqu'à l'intersection de la ligne est du chemin de fer Pacifique Canadien; de là, vers le nord en suivant la ligne est du dit chemin de fer en arrière des lots Nos six cent quatre (604), six cent trois (603), six cent deux (602) et six cent un (601) jusqu'au coin nord-ouest de ce dernier lot; de là, vers l'ouest en ligne droite et traversant ledit chemin de fer jusqu'au coin sud-est du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597); de là, continuant vers l'ouest en suivant la ligne de division entre les lots Nos cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597) et six cents (600) jusqu'à l'intersection du chemin public passant au nord-

Department of Public Instruction

Quebec, December 19th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of Rock-Forest, in the County of Sherbrooke, and to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Petit Lac Magog", all the following territory, to wit:

"Commencing at the centre of the Magog River, at a point placed in the prolongation of the northern line of lot number three hundred and forty (340) of said Township of Orford; thence, towards the south, southwest and west following the centre of the said river as far as the northern bank of "Petit Lac Magog"; thence, towards the west and south, following the northern bank and the western bank of the said lake as far as the intersection of the line between lots numbers six hundred and four (604) and six hundred and six (606); thence, towards the west, following the said line as far as the intersection of the eastern line of the Canadian Pacific Railway; thence, towards the north, following the eastern line of said Railway in rear of lots numbers six hundred and four (604), six hundred and three (603), six hundred and two (602) and six hundred and one (601) as far as the northwest corner of said latter lot; thence towards the west, in a straight line, and running across the said railway as far as the southeast corner of lot number five hundred and ninety seven (597); thence, continuing towards

ouest des dits lots; de là, vers le nord-est en suivant la ligne sud-est du dit chemin public jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots Nos 557 et 597; de là, vers l'ouest, traversant le dit chemin public en suivant le prolongement de la dite ligne et longeant la ligne divisant les lots Nos 564, 596 jusqu'à l'intersection du cordon entre les rangs VIII (8) et IX (9) du dit canton d'Orford: de là, vers le nord en suivant le dit cordon jusqu'à l'intersection de la ligne nord du lot No 554; de là, vers l'est en suivant la ligne nord des lots Nos 554, 517, 424 et 430 jusqu'au point de départ."

6157—51-4-o

to west, following the division line between lots numbers five hundred and ninety seven (597) and six hundred (600) as far as the intersection of the public highway passing on the northwest of said lots; thence, towards the northeast, following the southeast line of said public highway, as far as the intersection of the line between lots Nos. 557 and 597; thence, towards the west, running across said public highway, following the prolongation of said line, and running alongside the division line of lots Nos. 564, 596 as far as the intersection of the "cordon" between Ranges eight (8) and nine (9) of the said Township of Orford; thence, towards the north, following the said "cordon" as far as the intersection of the northern line of lot No. 554; thence, towards the east, following the northern line of lots Nos. 554, 517, 424 and 430 as far as the starting point."

6158—51-2

No 1651-37.

Québec, 22 décembre 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 19 décembre 1938, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Stanstead, le lot No 397 du cadastre officiel du canton de Stanstead, dans le rang 7, la partie du lot No 576, dans le même rang, appartenant à M. Albert Martin. Aussi le lot No 574 du rang 8 du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire de Beebe Plain, même comté.

6239-o

No. 1651-37.

Quebec, December 22nd, 1938.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in Council, dated the December 19th, 1938, to detach from the School Municipality of the Parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the County of Stanstead, lot No. 397 of the official cadastre for the township of Stanstead, in Range 7, part of lot No. 576, in the same Range, belonging to Mr. Albert Martin. Also lot No. 574 in Range 8 of the same township and to annex the same to the School Municipality of Beebe Plain same County.

6240-o

No 234-38.

Québec, 22 décembre 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 décembre 1938, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de canton de Duparquet, dans le comté d'Abitibi les lots Nos 16 à 46 inclusivement des rangs VIII et IX du canton de Duparquet; les lots Nos 1 à 40 inclusivement du rang VII du canton de Duparquet.

Ce territoire fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

6241-o

No. 234-38.

Quebec, December 22nd, 1938.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the December 19th, 1938, to erect into a separate school municipality under the name of the Township of Duparquet, in the county of Abitibi, lots Nos. 16 to 46 inclusively of ranges VIII and IX of the township of Duparquet; lots 1 to 40 inclusively of range VII of the township of Duparquet.

This territory does not actually form part of any existing organized municipality.

6242-o

No 1467-38.

Québec, 22 décembre 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 19 décembre 1938, de changer le nom de la municipalité scolaire de Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, en celui de "La municipalité scolaire de la paroisse de Pointe-Claire".

6243-o

No. 1467-38.

Quebec, December 22nd, 1938.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the December 19th, 1938, to change the name of the school municipality of Pointe-Claire, in the county of Jacques-Cartier, to that of "The school municipality of the parish of Pointe-Claire."

6244-o

No 1565-37.

Quebec, 22 décembre 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 décembre 1938, de détacher de la municipalité scolaire de St-Nazaire de Berry, comté de l'Abitibi, les lots Nos 59 à 62 inclusivement, des rangs III, IV, du canton de Berry et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Dominique du Rosaire, même comté.

6245-o

No. 1565-37.

Quebec, December 22nd, 1938.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the December 19th, 1938, to detach from the School Municipality of St-Nazaire de Berry, county of Abitibi, lots Nos. 59 to 62 inclusively, of Ranges III, IV, of the township of Berry and to annex them to the School Municipality of St-Dominique du Rosaire, same county.

6246-o

No 1651-37.

Québec, le 22 décembre 1938.

ERRATUM

Dans les avis relatifs à l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de Beebe Plain, dans le comté de Stanstead, il faut lire Sacré-Cœur de Jésus, paroisse, au lieu de Sacré-Cœur de Marie.

6249-o

No. 1651-37

Quebec, December 22nd, 1938.

ERRATUM

In the notices respecting the annexation of certain lots to the School Municipality of Beebe Plain, in the County of Stanstead, read: Sacré-Cœur de Jésus, Parish, instead of Sacré-Cœur de Marie.

6250

No 1606-38.

Québec, le 28 décembre 1938.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de St-Gabriel-Est, dans le comté de Québec, il faut lire Mill Hill No 4, au lieu de Mill Hill.

6251-o

No. 1606-38.

Quebec, December 28th, 1938.

ERRATUM

In the notice respecting the School Municipality of St. Gabriel East, in the County of Quebec, read: Mill Hill No. 4, instead of Mill Hill.

6252

No 1774-38.

Québec, le 24 décembre, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Valley School, dans le comté de Québec, les lots Nos 332 à 337 inclusivement de la 5ème concession de St-Gabriel de Valcartier et de les annexer à la municipalité de St-Gabriel-Est, dans le même comté.

6255—52-2-o.

No. 1774-38.

Quebec, December 24th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of Valley School, in the County of Quebec, lots Nos. 332 to 337 inclusively, of the 5th concession of St-Gabriel de Valcartier, and to annex the same to the Municipality of St-Gabriel East, in the same county.

6256—52-2.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Marceau	René	28	Drummondville.
Miville	Renaud	30	Victoriaville

Victoriaville, le 20 décembre 1938.—Victoriaville, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIERE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

6203-04—52-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Dubé	André	20	Matapédia	Université d'Ottawa.
Michaud	Wilfrid	22	Rivière-du-Loup	Bourget à Rigaud

Rimouski, le 16 décembre 1938.—Rimouski, December 16th, 1938.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LUCIEN SASSEVILLE,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

6205-6206—52-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
D'Anjou	Charles-Henri	24	Rimouski

Rimouski, le 16 décembre 1938.—Rimouski, December 16th, 1938.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LUCIEN SASSEVILLE,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

6207-6208—52-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 10 janvier 1939.—Examinations, January 10th, 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Drapeau	Jean	22	Montréal	Prof. Jos. Brunet, & l'Abbé A. Bédard.
2.—Greenwood	J.-L	20	Montréal	McGill University
3.—Maloney	E.-P	22	Montréal	St-Francis Xavier University, N.S.
4.—Murray	J.-R	21	Montrral	McGill University
5.—Murray	R.-D	24	Montréal	McGill University
6.—Paquin	J.-Albert	21	Montréal	Séminaire de Joliette
7.—Péladeau	H.-R	24	Montréal	Prof. Bois & Savoie
8.—Roussin	Marcel	20	Joliette	Séminaire de Joliette
9.—Weldon	R.-D	21	Montréal	McGill University

Montréal, le 20 décembre 1938.—Montreal, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
ALAN MACNAUGHTON,
Secretary of the Bar of Montreal.

6209-10—52-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 10 janvier 1939.—Examinations, January 10th, 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Barbeau	Gérard	24	Laprairie.
2.—Charron	Lionel	24	Montréal.
3.—Collette	Roger	26	Montréal.
4.—Desrochers	Jean	24	Ottawa.
5.—Ducharme	C. H.	24	Montréal.
6.—Lewandowsky	B. A.	27	Montréal.
7.—Liverman	Leonard	24	Montréal.
8.—Loiselle	G. E.	29	Montréal.
9.—Mondor	R.	26	Montréal.
10.—Renaud	J.-P.	25	Montréal.
11.—Ryan	J. D.	28	Montréal.
12.—Sauvé	Maurice	29	Ville St-Laurent
13.—Schwarch	L. S.	27	Montréal.
14.—Simpson	H. S.	24	Montréal.
15.—Trahan	Jacques	27	Montréal.

Montréal, le 20 décembre 1938.—Montreal, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
ALAN MACNAUGHTON,
Secretary of the Bar of Montreal.

6209-10—52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Boudreau	Charles-Henri	25	La Tuque	Collège de La Tuque, Séminaire de Joliette
Cromwell	Rufus	28	Québec	Bishop's University
Gagné	Réal	20½	Hébertville	Université d'Ottawa
LeChasseur	Guy	22	Québec	Séminaire de Québec
Perron	Robert	23	Scott, Beauce	Collège de Ste-Anne de la Pocatière
Roy	Raymond	26	Québec	Séminaire de Québec
Veilleux	François	25	Québec	Université Laval, Séminaire de Québec

Québec, le 20 décembre, 1938.—Quebec, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

6213-14—52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1939.—Examinations of January 1939

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Corriveau	Gérard	27	Ste-Claire, Dorchester.
Fournier	Jean	24	Québec
Plante	Marcel	25	St-Frédéric, Beauce.
Tessier	Maurice	25	Québec.
Tremblay	Nauril	29	Chicoutimi.

Québec, le 20 décembre, 1938.—Quebec, December 20th, 1938.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

6215-16—52-2-o

Lettres Patentes

Les lettres patentes publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, du 24 décembre 1938, à la page 4162, *Re:* la "ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" sont nulles et remplacées par les lettres patentes suivantes, à savoir:

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Gretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

ATTENDU que le paragraphe 3 de l'article 2 de la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut accorder des lettres patentes ayant l'effet d'abroger la charte spéciale d'une municipalité de cité ou de ville et de soumettre cette ville ou cette cité exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes;

Letters Patent

The Letters Patent published in the *Quebec Official Gazette* of the 24th of December, 1938, on page 4162, *Re:* the "Town of Sainte-Anne-de-Bellevue", are null and replaced by the following Letters Patent, namely:

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

WHEREAS paragraph 3 of Article 2 of the Cities' and Towns' Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may grant Letters Patent to the effect of revoking the special charter of a City of Town Municipality and to subject the said Town or the said City exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le comté de Jacques-Cartier, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 1er septembre 1938, Nous a présenté une requête demandant d'abandonner les lois spéciales 58 Vict., c. 56, 63 Vict., c. 57 et 6 Edouard VII, c. 54, qui la régissent et constituent sa charte, et d'être soumise exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par cette loi ont été remplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 7 décembre 1938, nous accordons la requête du conseil municipal de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, en date du 6 septembre 1938, et Nous déclarons et ordonnons par les présentes lettres patentes qui deviendront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que la dite ville soit soumise exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes, la dite ville continuant à être désignée sous son nom corporatif, soit "la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" et à être divisée en trois quartiers, c'est-à-dire, les quartiers est, centre et ouest, tels qu'ils existent actuellement, chaque quartier étant représenté au conseil par deux échevins et le maire étant élu par les électeurs de toute la ville, la dite ville conservant ses limites actuelles telles que décrites dans les statuts qui l'ont incorporée, le tout sous l'autorité du paragraphe 3 de l'article 2 du chapitre 102 des statuts refondus, 1925.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT ET UNIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R., 1925, chapitre 102)".

"(Signé) Jos. BILODEAU,

Ministre des Affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

6281-o

WHEREAS the Municipal Council of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, in the county of Jacques-Cartier, in conformity with a resolution duly adopted at its meeting of the 1st of September, 1938, has presented to Us a petition requesting to abandon the special Acts 58 Vict., c. 56, 63 Vict., c. 57 and 6 Edward VII, c. 54, which governs it and which constitutes its charter, and be subjected exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by the said Act have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 7th of December, 1938, We grant the request of the municipal Council of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, dated the 6th of September, 1938, and we do declare and order by these present Letters Patent which shall come into force on and from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette* that the said Town be subjected exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act, the said Town continuing to be designated under its corporate name, namely "The Town of Sainte-Anne-de-Bellevue" and to be divided into three wards, that is to say, the East, Center and West Wards, as it subsists actually, each Ward being represented in the Council by two aldermen and the mayor being elected by the electors of the whole Town, the said Town conserving its present limits as described in the Statutes incorporating it, the whole in conformity with the provisions of paragraph 3 of Article 2 of chapter 102 of the Revised Statutes, 1925.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom those presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY THEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member for Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY-FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-eight and in the third year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Published in conformity with the provisions of paragraph 5 of Article 15 of the Cities' and Towns' Act (R.S., 1925, chapter 102)".

"(Signed) Jos. BILODEAU,

Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce."

6282

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Lucie de Beauregard" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Lucie, comté de Montmagny.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 22ème jour de décembre 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

6247—o ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Montmagny, under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Lucie de Beauregard", and that its principal place of business is at Ste-Lucie, county of Montmagny.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 22nd day of December, 1938.

ALBERT RIOUX,

6248 Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

No 1613–El.

Québec, le 22 décembre, 1938.

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 décembre 1938, de nommer MM. Arthur Roy et Thomas Roy syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Sellarville, dans le comté de Bonaventure.

6253—o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 2 décembre 1938.

M. J. A. Boulay, médecin, de Sutton: coroner conjoint du district de Bedford.

M. le docteur Lasalle Laberge: chef de la division de la tuberculose, au ministère de la santé.

Québec, 7 décembre 1938.

M. Raoul Baby: secrétaire particulier du ministre de la voirie.

Québec, le 19 décembre 1938.

M. Charles Mathieu, père, commerçant de Montmagny: juge de paix dans le district de Québec.

M. Maurice Caouette, chef de district de la colonisation, Rouyn: juge de paix dans les districts d'Abitibi et de Pontiac.

MM. Gustave A. Beaudry, gérant de district de la Sun Life Assurance Co. of Canada: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Jules Bauset, inspecteur d'agences de la Sun Life Assurance Co. of Canada: juge de paix, avec juridiction dans la province de Québec, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribuneaux judiciaires (S.R.Q., 1925, ch. 145).

MM. Cyrille Beauregard, cultivateur, et Emile Belval, boulanger, tous deux de Eastman: commissaires pour tenir la Cour des commissaires de Eastman.

Appointments

No. 1613–El.

Quebec December 22nd, 1938.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 19th, 1938, to appoint Messrs. Arthur Roy and Thomas Roy, School Trustees for the School Municipality of Sellarville, in the County of Bonaventure.

6254

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, December, 2, 1938.

Mr. J. A. Boulay, physician, of Sutton, joint coroner for the district of Bedford.

Doctor Lasalle Laberge: Chief of the Tuberculosis Service of the Department of Health.

Quebec, December 7, 1938.

Mr. Raoul Baby: private secretary for the Minister of Roads.

Quebec, December 19, 1938.

Mr. Charles Mathieu, Sr., trader, of Montmagny: Justice of the Peace in the district of Quebec.

Mr. Maurice Caouette, District chief of colonization, Rouyn: Justice of the peace in the districts of Abitibi and Pontiac.

Messrs Gustave A. Beaudry, district manager of the Sun Life Assurance Co. of Canada: Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Jules Bauset, inspector of agencies of the Sun Life Assurance Co. of Canada: Justice of the Peace, with jurisdiction in the Province of Quebec, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Cour ts of Justice Act (R.S.Q., 1925, ch. 145).

Messrs Cyrille Beauregard, farmer, and Emile Belval, baker, both of Eastman: Commissioners to hold the Commissioners' Court of Eastman.

MM. Désiré Béliveau, cultivateur, et Calixte Richard, agent de banque, de St-Valère de Bulstrode: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Arthabaska, G.-E. Gamache, marchand, du village de St-Victor: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce, Charles Léveillé, assistant-trésorier de la cité de Valleyfield, Valleyfield: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauharnois, Ernest Deschesne, cultivateur, de St-Gabriel: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Rimouski, Méridée Boivin, menuisier, de Normandin, et Cyrille Boivin, marchand, de St-François de Sales: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Roberval, Etienne Heins, journalier, de Notre-Dame des Bois: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de St-François. 6299-o

Messrs. Désiré Béliveau, farmer, and Calixte Richard, bank agent, of St-Valère de Bulstrode: Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Arthabaska, G. E. Gamache, merchant, of the village of St-Victor: Justice of the Peace with jurisdiction in the judicial district of Beauce, Charles Léveillé, assistant treasurer of the City of Valleyfield, Valleyfield: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Beauharnois, Ernest Deschesne, farmer, of St-Gabriel: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Rimouski, Méridée Boivin, joiner, of Normandin, and Cyrille Boivin, merchant, of St-François de Sales: Justices of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Roberval, Etienne Heins, laborer, of Notre-Dame des Bois: Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of St-Francis. 6300

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 105. (En matière de Faillite), *in re:* Les héritiers de feu J.-Arthur Pérodeau, Montréal, faillis; et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement des Régistraires, de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 9ème jour de décembre 1938, sera vendu par encan public, au bureau du Shérif de Montréal, au Palais de Justice, le VENDREDI, le VINGTIEME jour de JANVIER 1939, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés "en bloc":

Désignation

Certains emplacements ayant front sur l'avenue Mont-Royal, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connus sous les numéros de subdivisions soixante-onze et soixante-douze de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-71 et 72) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, contenant chacune des dites subdivisions vingt-sept pieds en largeur par cent seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 223 et 229 de l'avenue Mont-Royal-Ouest, avec droit de passage en commun avec les autres ayant des droits dans la ruelle en arrière connue sous le numéro de subdivision soixante-dix-sept du dit lot numéro quatorze (14-77).

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada, 1927, chapitre 11, et suivants et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à ladite vente.

L'acquéreur devra payer les frais de requête pour autorisation de vendre les susdits immeubles.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
GEORGES DUCLOS.

10 St-Jacques-Est,
Montréal. 5977—50-2-o

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 105. (Sitting in Bankruptcy), *in re:* The Heirs of the late J. Arthur Pérodeau, Montreal, Bankrupt; and Georges Duclos, Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrars of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 9th day of December, 1938, shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, at the Court House, in Montreal, on FRIDAY, the TWENTIETH day of JANUARY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter described, "en bloc":

Designation

Those certain emplacements fronting on Mount-Royal Avenue, in Laurier Ward, of the City of Montreal, known as Subdivisions numbers Seventy-one and Seventy-two, of the official subdivision of lot number fourteen (14-71 and 72) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Cote St. Louis, containing each of said subdivisions twenty-seven feet in width by one hundred and sixteen feet in depth, English measure, and more or less, with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 223 and 229 of Mount-Royal Avenue West, with the right of way in common with others having rights therein in the lane, in rear, known as subdivision number seventy-seven of the said lot number fourteen (14-77).

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11 and following, and will have the effect of a Sheriff's Sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque, shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

The purchaser will have to pay the costs of petition for authorization to sell said immovables.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 St. James St. East,
Montreal. 5978—50-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Louis Turcotte et André-Philippe Turcotte, hôtelliers, Rimouski, comté de Rimouski, Province de Québec, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné, que SAMEDI, le VINGT ET UNIEME jour (21ième) de JANVIER 1939, à DIX (10) heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de Rimouski, l'immeuble ci-après décrit et appartenant aux cédants:

"Cette partie du lot numéro huit (P. 8) au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain situé en ladite ville, mesurant environ cent vingt-neuf pieds plus ou moins de front, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a ou peut y avoir entre le fleuve St-Laurent et la rue St-Germain, borné au nord au fleuve, à l'est à Dame Jos. Imbeault, au sud à la Rue St-Germain et à l'ouest à André-Albert Levesque, avec la maison servant d'hôtellerie et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Cette vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné, à Rimouski.

Cette vente est faite conformément aux dispositions des articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45, de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les droits du gouvernement provincial seront ajoutés au prix de la vente, suivant la loi.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rimouski, Québec, 14 décembre 1938.

Le Syndic-Licencié,

6015—50-2-o HENRI-A. MARTIN.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Louis Turcotte, and André-Philippe Turcotte, hotel-keepers, Rimouski, County of Rimouski, Province of Quebec, Authorized Assignors.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the TWENTY FIRST (21st) day of JANUARY, 1939, at TEN (10) o'clock in the forenoon, the immoveable hereinafter described and belonging to the assignors, shall be sold by public auction, at the church door of Rimouski:

"That part of lot number eight (Pt. 8) on the official cadastre for the Town of Rimouski being lot of land situate in the said Town, measuring about one hundred and twenty nine feet, more of less, in front, English measure, by whatever depth there is or may be between the River St. Lawrence and St. Germain Street, bounded on the north by the river, on the east by Dame Jos. Imbeault, on the south by St. Germain Street, and on the west by André-Albert Levesque, with the house, used as a hostelry and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale shall be made to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned Trustee, at Rimouski.

The said sale is made pursuant to the provisions of articles 716 and 717 of the C.C.P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, said sale having the effect of a Sheriff's Sale.

The dues payable to the Provincial Government shall be added to the price of sale according to law.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Que., December 14th, 1938.

HENRI A. MARTIN,

6016—50-2 Licensed Trustee.

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENTS ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS

Dans l'affaire de Wilfrid Bachand, cultivateur, de Roxton Falls, (Shefford), cédant.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-neuf, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'Eglise Paroissiale de St-Jean-Baptiste de Roxton Falls, dans le Comté de Shefford, seront vendus à l'enchère publique et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles faisant partie de l'actif du cédant et décrits comme suit:

Certains terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre pour le Canton de Roxton, comme étant le lot numéro deux cent soixante-dix-neuf (279) de la contenance de cinquante-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, la moitié nord-est du lot numéro trois cent cinquante-huit (pt. 358), et la partie sud du lot numéro trois cent soixante-quatre (pt. 364) (moins la partie appartenant à Pierre Loiselle ou représentants), de la contenance de quatre-vingts acres de terre en superficie, plus ou moins; le tout avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente est faite suivant les dispositions de la Loi de Faillite, et conformément aux dispositions du C. P. C., et a les mêmes effets légaux

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT.

In the matter of Wilfrid Bachand, farmer, of Roxton Falls, (Shefford), assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JANUARY, one thousand nine hundred and thirty nine, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St. Jean-Baptiste de Roxton Falls, in the County of Shefford, there will be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder, the immovables forming part of the estate of the Assignor and described as follows:

Certain lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Roxton as being lot number two hundred and seventy nine (279) containing fifty five acres of land in area, more or less, the Northeast half of lot number three hundred and fifty eight (Pt. 358), and the South part of lot number three hundred and sixty four (Pt. 364) (less the part belonging to Pierre Loiselle or representatives), containing eighty acres of land in area, more or less, the whole with the buildings thereon erected.

The said sale is made pursuant to the provisions of the Bankprutcy Act and in conformity with the provisions of the C. C. P., and shall have the same

qu'une vente faite par le Shérif. Conditions de paiement: Argent comptant.

Valcourt, (Shefford), P. Q., ce vingt décembre 1938.

Le Séquestre Officiel et Syndic,
6137—51-2-o A. GRANDPRE.

legal effect as a Sheriff's sale. Conditions of payment: Cash.

Valcourt, (Shefford), P. Q., this twentieth of December, 1938.

A. GRANDPRE,
6138—51-2 Official Receiver and Trustee.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No 37017.

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le troisième jour d'octobre, 1938, dans une cause dans laquelle Ernest Lessard comptable, de la cité de Québec, demandeur, et Imelda Lessard, de la cité de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Lajeunesse, ingénieur, aussi de la cité de Québec, et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, Albert Lessard, de la cité de Québec et Henri Lessard, aussi de la cité de Québec, défendeurs.

Ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir: Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro quinze cent trente-deux-deux (1532-2) sur le plan et dans les livres de renvois officiels du cadastre pour la paroisse de St-Sauveur et situé sur la rue St-Vallier, en la cité de Québec, l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER, 1939, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, de la cité de Québec ou au Bureau du Protonotaire, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la cite Cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 15 décembre, 1938.

Les procureurs du demandeur,
6067-50-2-o BIENVENUE & LACROIX.

Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. No. 37017.

LICITATION

Notice is given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the third day of October, 1938, in a cause wherein Ernest Lessard, accountant, of the city of Quebec, plaintiff; and Imelda Lessard, of the city of Quebec, wife separate as to property by marriage contract, of Pierre Lajeunesse, Engineer, of the City of Quebec, and the latter to authorize and assist his said wife to *ester en justice*, Albert Lessard, of the City of Quebec and Henri Lessard, also of the City of Quebec, defendants.

Ordering the licitation of certain immovable, designated as follows: namely: the immovable known and designated being the number fifteen hundred and thirty-two-two (1532-32) on the plan and books of the cadastre for the parish of St. Sauveur, situated on St. Vallier Street, in the city of Quebec, the immovable above designated will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1939, sitting the Court in the Court Room of the Court House of the City of Quebec, or at the office of the Prothonotary of the said Court, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed, as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file the oppositions within the delays hereby, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, December 15th., 1938.

BIENVENUE & LACROIX,
6068—50-2-o Attorneys for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières.

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le TRENTIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du greffier de la cité, dans l'Hôtel de ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui

Sale for municipal taxes

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières

THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Public notice is hereby given that on the THIRTIETH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Clerk of the City, in the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with taxe

n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé dans la Cité des Trois-Rivières, étant la subdivision cadastrale 489 du lot No 26-A, portant le numéro civique 1486 de la rue Brébeuf, avec bâtisses y érigées comme appartenant à La Commission des Ecoles Catholiques de la Cité des Trois-Rivières;

2. Un lot vacant étant le numéro 1941 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à la Succession de J.-O. Désilets;

3. Un emplacement étant le numéro 1942 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, situé au numéro civique 767 de la rue des Commissaires, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à la Succession de J.-O. Désilets;

4. Un emplacement faisant partie du lot cadastral 2165 de la Cité des Trois-Rivières, situé aux numéros civiques 167 et 169 de l'Avenue Laviolette, comme appartenant à Madame Lydéric Bouillé;

5. Un lot vacant situé sur la rue Williams, étant la subdivision 129 du lot numéro 1123 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé Lanoue;

6. Un lot vacant situé sur la rue Williams, étant la subdivision 128 du lot numéro 1123 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé Lanoue;

7. Un lot vacant, étant la subdivision 208 du lot cadastral numéro 1122, situé sur la rue Laviolette, comme appartenant à la Succession de Ludger Rivard.

La vente sera faite sans aucune garantie de mesure.

Par ordre,

Le greffier,
(Signé) ARTHUR BELIVEAU.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivières, P. Q., le 28 décembre 1938.
6293—52-2-o

which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll, as required by Law namely:

1. An emplacement situate in the City of Trois-Rivières being cadastral subdivision 489 of lot No. 26-A, bearing civic number 1486 of Brébœuf Street, with buildings thereon erected, as belonging to the Catholic School Commission of the City of Trois-Rivières;

2. A vacant lot being number 1941 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to the Estate of J. O. Désilets;

3. An emplacement being number 1942 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, situate at civic number 767 of "des Commissaires" Street, with buildings thereon erected, as belonging to the Estate of J. O. Désilets;

4. An emplacement forming part of cadastral lot 2165 of the City of Trois-Rivières, situate at civic numbers 167 and 169 of Laviolette Avenue, as belonging to Mrs. Lydéric Bouillé;

5. A vacant lot situate on Williams Street, being subdivision 129 of lot number 1123 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé Lanoue;

6. A vacant lot situate on Williams Street, being subdivision 128 of lot number 1123 on the cadastre for the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé Lanoue;

7. A vacant lot, being subdivision 208 of cadastral lot number 1122, situate on Laviolette Street, as belonging to the Estate of Ludger Rivard.

The sale shall be made without any guarantee as to measurement.

By Order,

(Signed) ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

City Hall, Trois-Rivières, P. Q., December 28th, 1938.
6294—52-2.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce

Beauce, à savoir: / GEORGES DUTIL, rentier de Sainte-Martine de Courcelles, demandeur; vs MARIA ROY, veuve d'Alcide Gagné tant en sa qualité personnelle que comme tutrice aux enfants mineurs de son mariage avec le dit Alcide Gagné, même lieu, défenderesse.
No 16485. \

1. Une terre située en la paroisse de Ste-Martine de Courcelles, étant les lots numéros (1-B et 1-D) un-B et un-D du cadastre officiel pour le rang A du canton Forsyth comté de Frontenac, avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Martine de Courcelles, MARDI, le DIXIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, XAVIER BEAUDOIN.
St-Joseph, ce 5 décembre 1938. 5847-49-2-o
[Première publication, 10 décembre 1938]

SHERIFFS' SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce

Beauce, to wit: / GEORGES DUTIL, annuitant, of Ste-Martine de Courcelles, plaitiff; vs MARIA ROY, widow of Alcide Gagné, both personally and in her quality of tutrix of the minor children of her marriage with the said Alcide Gagné, of the same place, defendant.
No. 16485. \

1. A farm situate in the parish of Ste-Martine de Courcelles, being lots Numbers one-B and one-D (1-B and 1-D) of the official cadastre for Range "A" of the Township of Forsyth, county of Frontenac, with buildings and dependencies.

To be sold at the church of the parish of Ste-Martine de Courcelles, on TUESDAY, the TENTH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

XAVIER BEAUDOIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph, December 5, 1938. 5848-49-2
[First publication, December 10th, 1938]

BEAUHARNOIS

Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Province de Québec, No 7432 } DAME DELPHINE BOUVIER, demanderesse; vs JAMES PERCY STACEY, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le cinquième jour de mai 1938, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Clothilde, dit district, aura lieu à la porte de la dite église, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1939, à ONZE heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce 27ème jour de décembre 1938.

Le shérif,
J. B. DE REPENTIGNY.

6257—52-2-o

[Première publication, 31 décembre 1938]

BEAUHARNOIS

Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Quebec, No. 7432 } DAME DELPHINE BOUVIER, plaintiff; vs JAMES PERCY STACEY, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the fifth day of May, 1938, at the parochial church door of Ste-Clothilde, said district, will be held at the said church door, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Salaberry de Valleyfield, this 27th day of December, 1938.

J. B. DE REPENTIGNY,
Sheriff.

6258—52-2

[First publication, December 31st, 1938]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: No 14441. } JOSEPH BERGERON, cultivateur, de Ste-Rose du Dégelé, district de Kamouraska, demandeur; contre OCTAVE L'ITALIEN, du même endroit, dit district, défendeur.

Le lot No 1 du dixième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le Canton Robinson, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Le No 2-A du dixième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le canton Robinson, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Rose-du-Dégelé, district de Kamouraska, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER 1939, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
E.-A. DOUCET.

Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup, ce 27 décembre 1938.

6259—52-2-o

[Première publication, le 31 décembre 1938]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: No. 14441. } JOSEPH BERGERON, farmer of Ste-Rose du Dégelé, District of Kamouraska, plaintiff; against OCTAVE L'ITALIEN, of the same place, said district, defendant.

Lot No. 1 in the tenth Range, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Robinson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot No. 2-A in the tenth Range, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Robinson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of Ste-Rose du Dégelé, District of Kamouraska, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, December 27th, 1938.

6260—52-2

[First publication, December 31st, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: No 14513. } JEANNETTE PICARD, fille majeure usant de ses droits, de Ste-Rose-du-Dégelé, district de Kamouraska, demanderesse; contre JOSEPH PICARD, cultivateur, de la paroisse de Ste-Rose-du-Dégelé, dit district, défendeur.

1. Le lot No 348 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Ste-Rose-du-Dégelé, bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 349 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour la dite paroisse de Ste-Rose-du-Dégelé, bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Rose-du-Dégelé, dis-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: No. 14513. } JEANNETTE PICARD, spinster of age, in use of her rights, of Ste-Rose-du-Dégelé, district of Kamouraska, plaintiff; against JOSEPH PICARD, farmer, of the Parish of Ste-Rose-du-Dégelé, said district, defendant.

1. Lot No. 348, on the official cadastral plan and book of reference for the said Parish of Ste-Rose-du-Dégelé, buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 349, on the official cadastral plan and book of reference for the said Parish of Ste-Rose-du-Dégelé, buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the parochial church door of Ste-Rose-du-Dégelé, District of Kamou-

trict de Kamouraska, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER 1939, à DOUZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, ce 27 décembre 1938.
6261—52-2-o
[Première publication, le 31 décembre 1938]

raska, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1939, at TWELVE o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 27th, 1938.
6262—52-2
[First publication, December 31st, 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } LEOPOLD CHARETTE, demandeur; vs
No 175843. } EMILIEN DUCHARME, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue des Belges, en la cité de Montréal, quartier Ahuntsic-Bordeaux et composé des parties de lot suivantes:

1. De l'arrière partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent dix-sept de la subdivision du lot numéro deux mille six cent trente (2630-ptie S.E. 317) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent; contenant ladite partie sud-est, trente pieds de largeur sur l'Avenue des Belges, par 31 pieds de profondeur dans ces lignes nord-ouest et sud-est, et bornée comme suit:

En front par l'Avenue des Belges, en arrière par la partie ci-après décrite du lot numéro trois cent dix-huit, au nord-ouest par le résidu du lot numéro trois cent dix-sept, et au sud-est par une ruelle portant le numéro trois cent vingt-deux de ladite subdivision;

2. De l'arrière partie sud-est située à la profondeur de celle ci-dessus décrite du lot numéro trois cent dix-huit de la subdivision dudit lot numéro deux mille six cent trente (2630-ptie S.E. 318) aux susdits plan et livre de renvoi officiels laquelle partie sud-est contient également 30 pieds de largeur dans ses lignes sud-ouest et nord-est par 31 pieds de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est, et est bornée comme suit:

Au sud-ouest par la partie ci-dessus décrite, au nord-est par partie du lot numéro de subdivision trois cent dix-neuf, au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 2630-318, et au sud-est par la ruelle ci-dessus mentionnée. Ces deux parties de lot forment, réunies, un emplacement de trente pieds de largeur par soixante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 8655 à 8659 de ladite rue des Belges. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et spécialement avec droit de passage en commun dans la ruelle ci-dessus mentionnée qui borne l'immeuble sus-vendu du côté sud-est. De plus avec le droit de vue sur une lisière de terre constituée sur partie desdits lots numéros de subdivision 317 et 318 au bénéfice de l'immeuble vendu aux termes de l'acte de vente enregistré à Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 388633.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 27 décembre 1938. 6263—52-2-o
[Première publication, le 31 décembre 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } LEOPOLD CHARETTE, plaintiff; vs
No. 175843. } EMILIEN DUCHARME, defendant.

An emplacement fronting on Des Belges Avenue, in the City of Montreal, Ahuntsic-Bordeaux Ward and composed of the following parts of lot:

1. The southeast rear part of the lot of land known and designated under number three hundred and seventeen of the subdivision of lot number two thousand six hundred and thirty (2630-S.E. Pt. 317) on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent; measuring, the said southeast part, thirty feet in width on Des Belges Avenue, by 31 feet in depth in its northwest and southeast lines, and bounded as follows:

In front by Des Belges Avenue, in rear by the part hereinafter described of lot number three hundred and eighteen, on the northwest by the residue of lot number three hundred and seventeen, and on the southeast by a lane bearing number three hundred and twenty-two of the said subdivision;

2. The southeast rear part situate at the depth of the one above described of lot number three hundred and eighteen of the subdivision of said lot number two thousand six hundred and thirty (2630-S.E. Pt. 318) on the aforesaid official plan and book of reference, the said southeast part measuring also 30 feet in width in its southwest and northeast lines by 31 feet in depth in its northwest and southeast lines, and is bounded as follows:

On the southwest by the part above described, on the northeast by part of lot subdivision number three hundred and nineteen, on the northwest by the residue of said lot No. 2630-318, and on the southeast by the lane hereinabove mentioned. These two parts of the lot form, together, an emplacement of thirty feet in width by sixty two feet in depth, English measure and more or less. With the buildings thereon erected bearing civic numbers 8655 to 8659 of said Des Belges street. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable, and especially the common right of way in the lane above mentioned which bounds the immovable above sold on the southeast side. Moreover with right of view on a strip of land constituted on part of said lots subdivision numbers 317 and 318 to the benefit of the immovable sold under the terms of a deed of sale registered at Hochelaga and Jacques-Cartier, under No. 388633.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, December 27, 1938. 6264—52-2
[First publication, December 31st, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: / No 175394 \ CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, demandeur; vs DONAT LEGAULT, des cité et district de Montréal et VINCENT LAMARRE, en sa qualité de syndic à la faillite dudit Donat Legault, défendeurs.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis de la Cité de Montréal, étant la subdivision numéro un A du lot originaire numéro neuf cent sept (907-1-A) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis et borné au nord-est par l'avenue Laval, au sud-ouest par une ruelle de quinze pieds de largeur au nord-ouest par le lot originaire numéro neuf cent six (906) des dits plan et livre de renvoi officiels et au sud-est par le lot subdivision numéro deux A du dit lot originaire numéro neuf cent sept (907-2A) avec une maison sus-érigée, avec droit de passage en commun avec d'autres, dans les ruelles desservant le dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,000. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, en date du 13 décembre 1938.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 27 décembre 1938 6265—52-2-o

[Première publication, 31 décembre 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / No. 175394 \ CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, plaintiff; vs DONAT LEGAULT, of the City and District of Montreal, and VINCENT LAMARRE, in his quality of Trustee of the bankruptcy of said Donat Legault, defendants.

An emplacement situate in Saint Louis Ward, of the City of Montreal, being subdivision number one A of the original lot number nine hundred and seven (907-1-A) of the official plan and book of reference for said Saint Louis Ward, and bounded on the northeast by Laval Avenue, on the southwest by a lane of fifteen feet in width, on the northwest by the original lot number nine hundred and six (906) of said official plan and book of reference, and on the southeast by subdivision lot number two A of the said original lot number nine hundred and seven (907-2A)—with a house thereon erected, with right of way in common with others, in the lanes destined for the service of the said immovable.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,000. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 13th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 27th, 1938. 6266—52-2

[First publication, December 31st, 1938]

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac

Canada, / Province de Québec, / No 4587 \ JAMES CAMPBELL, cultivateur, de Maryland, canton de Bristol, district de Pontiac, demandeur; vs ROBERT JOHN FRASER, de Bristol Ridge, canton de Clarendon, district de Pontiac, défendeur.

Toute cette parcelle de terrain connue et désignée d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton de Clarendon, comté de Pontiac, comme étant la moitié sud-est du lot Un A, dans le huitième rang du dit Canton, avec les édifices et appartenances sus-érigés.

Pour être vendue au Bureau d'enrégistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, VENDREDI, le TREIZIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, le 5 décembre 1938.
5895—49-2

[Première publication,10 décembre 1938]

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac

Canada, / Province of Quebec, / No. 4587 \ JAMES CAMPBELL, farmer of Maryland, township of Bristol, district of Pontiac, plaintiff; vs ROBERT JOHN FRASER, of Bristol Ridge, township of Clarendon, district of Pontiac, defendant.

All that piece of land known and designated according to the official plan and book of reference for the Township of Clarendon, county of Pontiac, as the South East Half of Lot One A, in the Eighth range of said Township, with the buildings and appurtenances thereupon erected.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on FRIDAY, the THIRTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and thirty-nine, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, December 5th, 1938.
5896—49-2-o

[First publication, December 10th, 1938]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: / No 37794 \ LA SOCIETE DE PRETS & PLACEMENTS DE QUEBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Québec, district de Québec, contre DAME ANNA LANGLAIS, épouse contractuellement séparée de biens de Lauréat Lessard, des

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: / No. 37794 \ LA SOCIETE DE PRETS & PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business at Quebec, district of Quebec; against DAME ANNA LANGLAIS, wife separate as to property by marriage contract of Lau-

cité et district de Québec, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par jugement en date du 6 décembre 1938, de l'Hon. juge J.-A. Prévost, à savoir:

1. Le lot No 2248 (deux mille deux cent quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé côté sud-est de la rue De Courcelles, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 2251 (deux mille deux cent cinquante-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé côté sud-est de la rue De Courcelles, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire une lisière de terre de 10 pieds de largeur, à prendre sur le côté sud-ouest, vendu à la Cité de Québec.

3. Le lot No 2252 (deux mille deux cent cinquante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé côté sud-est de la rue De Courcelles, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet au droit de passage ou droit de propriété que peut posséder la Cité de Québec, pour le passage du tuyau de l'aqueduc.

Les dits immeubles sujets à une rente annuelle constituée de $13.50, au capital de $270.00, payable aux Dames Ursulines de Québec, suivant acte passé devant J.-A. Charlebois, N.P., le 13 mai 1901.

Le tout pour être vendu "en bloc".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.

Québec, ce 28 décembre 1938. 6267—52–2–o

[Première publication, 31 décembre 1938]

[Deuxième publication, 14 janvier 1939]

réat Lessard, of the city and district of Quebec, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, by a judgment dated the 6th December, 1939, of the Honourable Justice J. A. Prévost, to wit:

1. Lot No. 2248 (two thousand two hundred and forty-eight) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on the southeast side of De Courcelles street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 2251 (two thousand two hundred and fifty-one) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on the southeast side of De Courvelles street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted a strip of land of 10 feet in width, to be taken on the southwest side, sold to the City of Quebec.

3. Lot No. 2252 (two thousand two hundred and fifty-two) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on the southeast side of De Courcelles street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a right of way or right of ownership which the City of Quebec may possess, for the laying of the waterworks pipe.

The said immovables subject to an annual constituted rent of $13.50, on a capital of $270.00, payable to the Ursuline Sisters of Quebec, according to deed passed before J. A. Charlebois, N.P., on the 13th May, 1901.

The whole to be sold "en bloc".

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Quebec, December 28, 1938. 6268—52–2

[First publication, December 31st, 1938]

[Second publication, January 14th, 1939]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau en la cité de Québec; vs DAME MARGARET JANE LYNCH, de la cité de Québec, veuve de feu William Patrick French, du même endroit, gérante, à savoir:

No 37723

La subdivision No 157 (cent cinquante-sept) du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit) au cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, Banlieue, actuellement le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot situé du côté est de l'Avenue des Erables; avec aussi le droit de passage, en commun, avec d'autres y ayant droit dans une ruelle en arrière, portant le No 98-164, avec les édifices sus-érigés, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Québec, ce TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.

Québec, le 29 décembre 1938. 6295—52–2

[Première publication, le 31 décembre 1938]

[Deuxième publication, 14 janvier 1939]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: THE ROYAL TRUST COMPANY, a body corporate having its head office at the city of Montreal, and an office at the city of Quebec, against DAME MARGARET JANE LYNCH, of the city of Quebec, widow of late William Patrick French, of the same place, manager, to wit:

No. 37723

The subdivision No. 157 (one hundred and fifty seven) of lot No. 98 (ninety-eight) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Quebec, Banlieue, now Montcalm Ward of the City of Quebec, being a lot situate on the east side of Maple Avenue; with also the right of way, in common with others having a similar right over a lane in rear, bearing No. 98-164, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Quebec, December 29th, 1938. 6296—52–2–o

[First publication, December 31st, 1938]

[Second publication, January 14th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

No 6324. { LA PERRELLE LUMBER CO. LTD.; vs EDMOND LANGLOIS, de Val-Brillant, savoir:

Une scierie avec machineries et accessoires et ses dépendances consistant en une maison, une forge et des hangars, le tout construit à Canton Tessier sur le terrain ci-après décrit:

Un lopin de terre situé sur le lot No trente-deux (32) du douzième rang (12ième rang) du canton Tessier, la largeur du dit lot sur une profondeur de 600 pieds, borné à l'est par le lot No 33 du douzième rang, au nord et au sud par le reste du lot No 32, le terrain ainsi décrit devant être mesuré à commencer à 200 pieds du fronteau des rangs 12 et 13, soit 600 pieds de profondeur en allant vers le fronteau du rang II, avec droit de passage pour se rendre au terrain loué.

A St-Vianney: Un certain terrain mesurant trois cent quatre-vingts pieds de largeur sur le chemin sur sept cent soixante-huit pieds de profondeur, contenant en superficie quatre-vingts mille deux cent quatre-vingts pieds, borné au sud-ouest par le chemin de front du rang IV, au nord-ouest, au nord-est et au sud-est par le lot trente-deux-D (32-D) le dit terrain étant le numéro trente-deux-I (32-I) du quatrième rang Canton Langis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que le moulin, les machines et les machineries considérées comme immeubles par la loi.

A Val-Brillant: Un terrain mesurant environ un arpent de front sur un demi-arpent de profondeur, borné au nord par Jos. Pelletier, à l'ouest et au sud par Dominique Caron et à l'est par le terrain de la Fabrique, avec une maison et grange dessus construites, le dit terrain faisant partie du lot No cent cinquante-quatre (154) du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre du Lac, premier rang, seigneurie du Lac Matapédia.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre du Lac (Val-Brillant), le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de la matinée.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHAS. GARON.

Rimouski, ce 28 décembre 1938. 6297—52-2-o

[Première publication, le 31 décembre 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 6324. { LA PERRELLE LUMBER CO. LTD.; vs EDMOND LANGLOIS, of Val-Brillant, to wit:

A saw-mill with machinery and accessories and its dependencies, consisting of a house a forge and sheds, the whole built in the Township of Tessier on the lot of land hereinafter described:

A lot of land situate on lot number thirty two (32) of the twelfth range (12th range) of the Township of Tessier, the width of the said lot by a depth of 600 feet, bounded on the east by lot No. 33 of the twelfth range, on the north and south by the residue of lot No. 32, the lot of land herein described to be measured commencing at 200 feet from the "fronteau" of ranges 12 and 13, namely 600 feet in depth running towards the "fronteau" of range II, with right of way to reach the lot of land rented.

At St. Vianney: A certain lot of land measuring three hundred and eighty feet in width on the road by seven hundred and sixty eight feet in depth, containing an area of eighty thousand two hundred and eighty feet, bounded on the southwest by the front road of range IV, on the northwest, northeast and southeast by lot thirty two-D (32-D) the said lot of land being number thirty two-I (32-I) of the fourth range, Township of Langis, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also the mill, machines and machinery considered immoveables by Law.

At Val-Brillant: A lot of land measuring about one arpent in front by one half arpent in depth, bounded on the north by Jos. Pelletier, on the west and south by Dominique Caron and on the east by the land of the Fabrique, with a house and barn thereon erected, the said lot of land forming part of lot number one hundred and fifty four (154) of the official cadastre of the parish of St-Pierre du Lac, first range, Seigniory of Lake Matapédia.

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre du Lac (Val-Brillant), on the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. GARON,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, this 28th December, 1938. 6298—52-2

[First publication, December 31st, 1938]

ROBERVAL ROBERVAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Roberval

Canada, Province de Québec, No 9533 } COTE BOIVIN & CIE INCORPOREE, corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaires en la cité de Chicoutimi et un magasin à Roberval, demanderesse; vs EUGENE BILODEAU, de Chambord, District de Roberval, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:—

"Un emplacement situé dans le village de Chambord, mesurant 47 pieds de large sur 113 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro cinquante-F (Ptie 50-F) du premier rang aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Roberval

Canada Province of Quebec. No. 9533 } COTE BOIVIN & CIE INCORPOREE, a body duly incorporated, having its place of business in the City of Chicoutimi and a store at Roberval, plaintiff; vs EUGENE BILODEAU of Chambord, district of Roberval, defendant.

As belonging to the said defendant:—

An emplacement situate in the Village of Chambord, measuring 47 feet in width by 113 feet in depth, forming part of lot number fifty-F (Pt. 50-F) of the first range on the official cadastral plan and book of reference for the Township of

Métabetchouan. Borné comme suit:—Au nord au chemin de front du dit rang, au sud au reste du dit lot No 50-F, à l'est au lot No 50-G et à l'ouest au lot No 50-J. Ainsi que toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Chambord, comté et district de Roberval, MARDI, le TRENTE-ET-UNIEME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS. HARVEY.
Roberval, ce 27 décembre 1938. 6269—52–2–o
[Première publication, 31 décembre 1938]

Metabetchouan. Bounded as follows:—On the north by the front road of the said range, on the south by the remainder of said lot No. 50-F, on the east by lot No. 50-G and on the west by lot No. 50-J. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Chambord, county and district of Roberval, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HARVEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, this 27th December, 1938. 6270–52–2
[First publication, December 31st, 1938]

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant la Loi des produits agricoles, (statuts refondus de 1925, chapitre 68B, tel qu'édicté par la Loi 25-26, George V, chapitre 30), et la désignation des produits qui lui ont donné lieu.

No 2701

L'honorable ministre de l'Agriculture, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

Que le paragraphe 1o de l'article 3 de la Loi des produits agricoles décrète qu'il est loisible au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de désigner les produits agricoles qui donnent lieu à l'application de la présente loi;

Qu'il y a lieu de décréter que les œufs constituent un produit agricole donnant lieu à l'application de la présente loi;

En conséquence, l'honorable ministre de l'Agriculture commande:—

Conformément aux dispositions du paragraphe 1o de l'article 3 de la Loi des produits agricoles,

Qu'il soit décrété que les œufs constituent un produit agricole donnant lieu à l'application de la présente loi;

Que l'arrêté ministériel Numéro 2240 soit annulé.

Le présent arrêté ministériel entrera en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Certifié,

A. MORISSET,
6277—o Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant certains règlements édictés en vertu de la Loi des produits agricoles

No 2702

L'honorable ministre de l'agriculture, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 22nd of December, 1938, approved by the Lieutenant-Governor the 23rd December, 1938.

Concerning the Agricultural Products Act (Revised Statutes of 1925, chapter 68B, as enacted by the Act 25-26, George V, chapter 30), and the description of the products coming within the application of this Act.

No. 2701

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated the 22nd December, 1938, sets forth:—

That paragraph 1 of article 3 of the Agricultural Products Act, enacts that the Lieutenant-Governor in Council may designate the agricultural products which shall come within the application of this Act;

That it is expedient to enact that eggs constitute an agricultural product subject to the application of the present Act;

Therefore, the Honourable Minister of Agriculture commands:—

In conformity with the provisions of paragraph 1 of Article 3 of the Agricultural Products Act.

That it be enacted that eggs constitute an agricultural product subject to the application of the present Act.

That the order in Council Number 2240 be annulled.

The present Order in Council shall come into force on and from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,

A. MORISSET,
6278 Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 22nd December, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on the 23rd December, 1938.

Concerning certain regulations enacted under the Agricultural Products Act.

No. 2702

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated the 22nd December, 1938, sets forth:

Que les règlements, annexés au mémoire susdit, soient édictés et qu'ils entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, (Loi des produits agricoles, statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 68B, tel qu'édicté par la Loi 25-26 George V, chapitre 30, article 3, paragraphe 1);

Que l'arrêté ministériel numéro 2241 soit annulé.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

That the regulations, annexed to the aforesaid memorandum, be enacted and that they shall come into force on and from their publication in the *Quebec Official Gazette*, (Agricultural Products Act, Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 68B, as enacted by the Act 25-26 George V, chapter 30, article 3, paragraph 1);

That the Order in Council number 2241 be annulled.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS ÉTABLIS SOUS LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES PRODUITS AGRICOLES TOUCHANT LE CLASSEMENT ET LE MARQUAGE DES OEUFS

REGULATIONS MADE UNDER THE PROVISIONS OF THE AGRICULTURAL PRODUCTS ACT, RESPECTING THE GRADING AND MARKING OF EGGS

INTERPRETATION

1. Dans ces règlements, à moins que le texte n'exige une interprétation différente:

(*a*) Le mot "loi" signifie la Loi des produits agricoles.

(*b*) Le mot "Casse" signifie la perte résultant de la casse d'œufs au cours du transport.

(*c*) Les mots "Types canadiens" signifient les catégories d'œufs nommées et définies dans ces règlements.

(*d*) Le mot "mirer" signifie déterminer la qualité de l'intérieur de l'œuf et la catégorie, en tenant l'œuf le gros bout en haut et en le faisant tourner devant une vive lumière passant à travers une ouverture dans un écran opaque.

(*e*) Le mot "propre" (appliqué aux œufs) signifie sans taches ni souillures.

(*f*) Le mot "Caisse" signifie un contenant d'une capacité de 30 douzaine d'œufs.

(*g*) Le mot "contenant" signifie toute caisse, boîte ou tout panier, carton ou autre récipient dans lesquels les œufs sont contenus.

(*h*) Le mot "carton" signifie une boîte divisée en casiers, faits pour contenir des œufs.

(*i*) Le mot "consommateur" signifie tout individu qui achète des œufs pour son usage ou celui de sa famille.

(*j*) Le mot "destination" signifie le lieu où les œufs sont livrés ou vers lequel ils sont expédiés.

(*k*) Le mot "œufs" signifie des œufs en coque destinés à l'alimentation humaine et non à l'incubation.

(*l*) Les mots "œufs non comestibles" comprennent tous les œufs qui diffèrent de l'œuf normal, décrit dans les catégories des types canadiens, par la présence d'une substance ou d'une coloration étrangères par leur nature à l'œuf normal.

(*m*) Les mots "premier receveur" signifient toute personne, autre qu'un consommateur, qui reçoit ou achète les œufs d'un producteur.

(*n*) Les mots "classer" ou "trier" signifient séparer les œufs au moyen de la mireuse, en catégories et qualités, conformément aux définitions données pour les divers types canadiens.

(*o*) Les mots "base de catégorie" signifient sur la base des catégories spécifiées pour les divers types canadiens.

(*p*) Les mots "fêlure" ou "fente de cheveu" signifient une fente qui n'est apparente qu'au mirage.

(*q*) Le mot "inspecteur" signifie tout agent nommé par le ministre pour les fins de la loi ou règlements établis sous l'empire de la loi.

(*r*) Les mots "le ministre" signifient le ministre de l'agriculture de la province de Québec.

INTERPRETATION

1. In these regulations, unless the context otherwise requires:

(*a*) "The Act" means The Agricultural Products Act.

(*b*) "Breakage" means loss through eggs being broken in transit.

(*c*) "Canadian Standards" means the grades of eggs named and defined in these regulations.

(*d*) "Candle" means to ascertain the interior quality of an egg and to determine the grade by holding and twirling the egg, large end upper most before a bright light passing through an aperture in an opaque shield.

(*e*) "Clean" (as applied to eggs) means free from spot or stain.

(*f*) "Case" means a container made to contain thirty dozen eggs.

(*g*) "Container" includes any case, box, basket carton, or other receptacle in which eggs are contained.

(*h*) "Carton" means a paper box divided into individual sections made to contain eggs.

(*i*) "Consumer" means any individual who buys eggs for personal or family use.

(*j*) "Destination" means the place to which eggs are consigned or delivered.

(*k*) "Eggs" means eggs in the shell intended for human food not intended for incubation.

(*l*) "Eggs of a condition unfit for human consumption" shall include all eggs containing or possessing any matter, condition or coloration foreign to the normal egg as described in the grades in the Canadian Standards.

(*m*) "First Receiver" means any person other than a consumer who receives or purchases eggs from a producer.

(*n*) "Grade" means to segregate eggs by means of candling into the grades specified in the Canadian Standards.

(*o*) "Graded Basis" means on the basis of the grades specified in the Canadian Standards.

(*p*) "Hair Split" a faint crack or check apparent only when candled.

(*q*) "Inspector" means any official appointed by the Minister for the purpose of the Act or regulations made thereunder.

(*r*) "The Minister" means the Minister of Agriculture of the Province of Quebec.

(*s*) Les mots "sur consignation" signifient une expédition ou une livraison pour la vente ou la revente, sans convention préalable relativement au prix.

(*t*) Les mots "lieu public" signifient tout véhicule, magasin, marché, rue ou autre endroit, où les œufs sont gardés, exposés, étalés ou offerts en vente.

(*u*) Le mot "producteur" signifie la personne qui, la première, vend les œufs ou les offre en vente.

(*v*) Le mot "règlements" signifie les présents règlements, établis sous l'empire de la loi.

(*w*) Les mots "marchand de détail" ou "détaillant" signifient toute personne ou toutes personnes offrant en vendant des œufs directement à un consommateur.

(*x*) Les mots "raisonnablement propres" (appliqués aux œufs) signifient qu'aucune saleté ou substance étrangère ne se voit sur la coque.

(*y*) Les mots "Deuxième receveur" signifient la personne autre qu'un consommateur, à qui le premier receveur vend, expédie ou consigne des œufs.

(*z*) Les mots "marchands de gros" signifient toute personne qui vend des œufs à quiconque n'est pas un consommateur.

(*aa*) Les mots "classement fidèle" signifient le classement conforme aux divers types canadiens, et dans lequel le nombre d'œufs de catégorie supérieure à la catégorie prescrite ne dépasse pas le nombre ou le pourcentage d'œufs inférieurs à cette catégorie, pourcentage permis par ces règlements.

2. (1) Les divers types pour le classement des œufs d'après ces règlements sont les types canadiens et sont établis comme suit: A1, A, B, C.

CATÉGORIE A1. Œufs propres, à coque saine.

Constatations au mirage.

Contour du jaune indistinct; ombre du jaune, raisonnablement petite et de forme ronde, maintenant sa position dans la partie centrale de l'œuf; le jaune flotte librement lorsqu'on fait tourner l'œuf; ne sont pas tolérés les jaunes tachés ou les taches visibles de fermes; la chambre à air doit avoir moins de 3/16" de profondeur; les chambres à air flottantes ne sont pas tolérées.

Poids:—

Cette catégorie peut se diviser en trois poids différents, comme suit:

Catégorie A1 Gros—Œufs ne pesant pas moins de 2 onces chacun.

Catégorie A1 Moyens—Œufs dont le poids de chacun, multiplié par douze, donne entre 22 et 24 onces.

Catégorie A1 Poulettes—Œufs dont le poids de chacun multiplié par douze donne entre 20 et 22 onces.

Il ne sera pas toléré plus de huit œufs par demi-caisse, inférieurs à la catégorie indiquée. Seules les producteurs répondant aux exigences du paragraphe (4) de l'article 2, peuvent emballer les œufs de cette catégorie.

CATÉGORIE A. Œufs propres, à coque saine.

Constatations au mirage:—

Contour du jaune indistinct, ombre du jaune, raisonnablement petite et de forme ronde, main-

(*s*) "On Consignment" means shipment or delivery for the purpose of sale or resale without prior arrangement as to price.

(*t*) "Public Place or Manner" means any vehicle, store, market, street, or other place where eggs are kept or exposed or displayed or offered for sale.

(*u*) "Producer" means the person who first sells or markets eggs.

(*v*) "Regulations" Means these regulations made under authority of the Act.

(*w*) "Retailer or Retail Dealer" means any person or persons offering or selling eggs direct to a consumer.

(*x*) "Reasonably Clean" (as applied to eggs) means no actual dirt or foreign substance apparent on the shell.

(*y*) "Second Receiver" means the person other than a consumer to whom the first receiver sells, ships, delivers or consigns eggs.

(*z*) "Wholesaler" means any person who sells eggs to anyone who is not a consumer.

(*aa*) "True Grading" means grading in accordance with the Canadian Standards, with eggs over crade not to exceed the number or percentage of undergrades by these regulations allowed.

2. (1) The Standard Grades for eggs under these regulations shall be as designated in the Canadians Standards which are as follows: A1, A, B, C.

GRADE A1. Clean Eggs, Sound in Shell.

Candling Definition:—

Yolk outline indistinct, yolk shadow reasonably small and round in shape, maintaining position in central part of egg; yolk shall float freely around egg on twirling; mottled yolks, or visible germ spots not allowed; air cells must be less than 3/16 inch in depth; floating air cells not allowed.

Weight:—

This grade shall be packed in three weights as follows:

Grade A1 Large—Eggs weighing individually at the rate of 24 ounces and up to the dozen.

Grade A1 Medium—Eggs weighing individually at the rate of 22 to 24 ounces to the dozen.

Grade A1 Pullet—Eggs weighing individually at the rate of 20 to 22 ounces to the dozen.

Maximum allowance at time of inspection not to exceed 8 eggs per half case below the grade stated. The packing of this grade is limited to producers who qualify under provisions or Regulation 2 (4).

GRADE A. Clean Eggs, Sound in Shell.

Candling Definition:—

Yolk outline indistinct; yolk shadow reasonably small and round in shape, maintaining posi-

tenant sa position dans la partie centrale de l'œuf; le jaune flotte librement lorsqu'on fait tourner l'œuf; ne sont pas tolérés les jaunes tachés ou les taches visibles de germes; la chambre à air doit avoir moins de ¾" de profondeur; les chambres à air flottantes ne sont pas tolérées.

Poids:—

Les œufs classés et marqués "Catégorie A" doivent peser au moins 2 onces chacun. Le mot "Gros" peut être employé pour désigner les œufs de ce poids.

Les œufs remplissant les conditions de la "Catégorie A", dont le poids de chacun, multiplié par douze, donne entre 22 et 24 onces, peuvent être classés et marqués "Catégorie A Moyens".

Les œufs remplissant les conditions de la "Catégorie A" mais dont le poids de chacun, multiplié par douze, donne entre 18 à 22 onces, peuvent être classés et marqués "Catégorie A Poulette".

Il ne sera pas toléré plus de 8 œufs par demi-caisse, inférieurs à la catégorie indiquée.

tion in central part of egg; yolk shall float freely around egg on twirling; mottled yolks, or visible germ spots not allowed; air cells must be less than ¼ inch in depth; floating air cells not allowed.

Weight:—

Eggs to be graded and marked "Grade A" shall weigh individually at the rate of 24 ounces and up to the dozen. The word "Large" may be used in conjunction with eggs of this weight.

Eggs meeting the requirements of Grade A, with the exception of weight, but which individually at the rate of 22 to 24 ounces to the dozen may be graded and marked as "Grade A Medium".

Eggs meeting the requirements of Grade A, with the exception of weight, but which weigh individually at the rate of 18 to 22 ounces to the dozen may be graded and marked as "Grade A Pullet".

Maximum allowance at time of inspection not to exceed 8 eggs per half case below the grade stated.

Catégorie B. Œufs raisonnablement propres à coque saine.

Constatations au mirage:—

Le Contour du jaune peut être légèrement visible et l'ombre du jaune légèrement oblongue, mais pas nettement grossie ou aplatie; le jaune ne doit pas s'élever complètement jusqu'à l'extrémité supérieure de l'œuf; le jaune doit flotter librement lorsqu'on fait tourner l'œuf; ne sont pas tolérés les jaunes extrêmement tachés ou les taches de germes très marquées; la chambre à air doit avoir moins de 3/8" de profondeur; les chambres à air flottantes ne sont pas tolérées.

Poids:—

Les œufs dont le poids de chacun, multiplié par douze, ne donne pas 22 onces n'entrent pas dans cette catégorie. Les œufs pesant au moins 2 onces chacun peuvent être désignés "Catégorie B Gros". Les œufs dont le poids de chacun, multiplié par douze, donne entre 22 à 24 onces la douzaine peuvent être désignés "Catégorie B Moyens".

Il ne sera pas toléré plus de huit œufs par demi-caisse, inférieurs à la catégorie indiquée.

Grade B. Reasonably Clean Eggs, Sound in Shell.

Candling Definition:—

Yolk outline may be slightly visible and yolk shadow slighlty oblong, but not definitely enlarged or flattened; york shall not rise completely to uppermost and of egg; yolk shall float freely around egg on twirling; extremely mottled yolks or definitely pronounced germ spots are not allowed; air cells less than 3/8 inch in depth; floating air cells not allowed.

Weight :—

Eggs weighing individually at the rate of less than 22 ounces to the dozen shall not be graded into this grade. Eggs weighing individually at the rate of 24 ounces and up to the dozen may be known as "Grade B Large." Eggs weighing individually at the rate of 22 to 24 ounces to the dozen may be known as "Grade B Medium".

Maximum allowance at time of inspection not to exceed 8 eggs per half case below the grade stated.

Catégorie C. Cette catégorie comprend les œufs qui ne peuvent être classés dans les catégories A et B, mais qui, cependant, sont comestibles. Les œufs comestibles dont le poids de chacun multiplié par douze ne donne pas 22 onces, peuvent être classés dans cette catégorie. Il ne sera pas toléré plus de six œufs par demi-caisse inférieurs à la catégorie indiquée. Les œufs fêlés doivent être emballés à part et il doit en être fait mention sur chaque contenant.

Grade C. All eggs, including cracks and including dirty or soiled eggs, not permitted to be graded into Grades A and B but which are not of a condition unfit for human consumption. Eggs not of a condition unfit for human consumption and weighing individually at the rate of less than 22 ounces to the dozen may be graded into this grade. Maximum allowance at time of inspection not to exceed six eggs per half case below the grade stated. Cracked eggs shall be packed separately and the containers branded as such.

(2) Tout terme ou toute expression dénotant une ponte récente ne doit être employé d'aucune façon dans la désignation d'œufs appartenant à toute autre catégorie qu'aux catégories A et A1.

Les mots "Œufs du jour" ou "Strictement frais" (New Laid) ne peuvent être employés que pour les œufs de la catégorie A1.

(2) Any word or expression denoting freshness of production shall not be used in conjunction with or in any manner in association with eggs other than those of the Grades A and A1. The words "New Laid" shall be used only in conjunction with Grade A1.

(3) Les œufs conservés au froid ne peuvent être vendus que comme œufs de catégorie B ou C.

(3) Cold stored eggs shall not be sold in Grades A1 or A. Such cold stored eggs may be sold only in the appropriate Grades B or C.

(4) Les œufs de la catégorie A1 ne peuvent être emballés que par des producteurs porteurs de permis à la satisfaction du ministre. Ces permis ne sont accordés qu'aux conditions suivantes et ils sont annulables.

Les Poulaillers et les cours doivent être tenus propres et sanitaires; les cours doivent être clôturées.

Excepté pour la période d'incubation, il ne sera pas gardé d'oiseaux mâles dans les parquets qui fournissent des œufs de la catégorie A1.

Outre les aliments supplémentaires reconnus dans la pâtée, il ne sera donné que des grains à ces poules.

Le producteur doit, à la satisfaction du ministre, établir que les œufs sont livrés au consommateur dans les paquets originaux et que le système de vente et de livraison est organisé de façon à maintenir la qualité des produits.

Les œufs de la catégorie A1 doivent être mirés, classés et emballés par le producteur. Lorsqu'ils sont vendus pour la revente, ils doivent être emballés dans des cartons. Les cartons ou les autres contenants doivent être cachetés.

Les coopératives et les syndicats coopératifs peuvent, avec l'approbation du ministre, emballer et marquer des œufs de la catégorie A1.

(4) Grade A1 eggs may be packed only by producers holding a permit satisfactory to the Minister. Such permit shall be granted on the following considerations and shall be subject to cancellation.

Poultry houses and yards shall be clean and sanitary; yards must be fenced.

No male birds shall be kept in pens supplying Grade A1 eggs, before or after the breeding season.

Only grain feeds, plus recognized supplementary feeds in the mash, shall be fed.

The producer shall satisfy the Minister that the eggs will go through to the consumer in the original packages and that the method of marketing is such as to retain the quality of the product.

Grade A1 eggs shall be candled, graded and packed by the producer. When sold for re-sale they shall be packed in cartons. Cartons or other containers shall be sealed.

Cooperative organizations or marketing groups may, on the approval of the Minister, pack and market Grade A1 eggs for members who are eligible under this regulation.

COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

3. (1) Il est interdit à tout marchand de gros d'expédier des œufs ou de faire expédier, transporter ou livrer des œufs, ou d'avoir des œufs prêts à être livrés, à moins que les caisses ou contenants ne portent, marqués sur les deux extrémités ou sur des étiquettes apposées aux deux extrémités, le nom exact de la catégorie des œufs conformément aux types canadiens.

(2) Il est interdit à toute personne vendant ou offrant des œufs en vente ou livrant des œufs directement, à titre de marchand de détail, à un consommateur, dans un magasin ou dans tout lieu public, d'offrir en vente, d'annoncer pour la vente, de garder pour la vente, de vendre, d'exposer ou d'étaler des œufs, à moins que ne soit indiqué sur la caisse ou le contenant ou sur des étiquettes, des plaques ou des cartes, le nom exact de la catégorie des œufs, conformément aux divers types canadiens.

(3) Lorsque les œufs sont emballés dans des cartons, chaque carton doit porter, marqué sur le dessus, le nom exact de la catégorie des œufs qui y sont contenus, conformément aux divers types canadiens.

(4) Les marques ou les désignations spécifiées aux présentes règlements, et qui sont apposées sur les contenants, les étiquettes, les plaques ou les cartes, seront en lettres massives, grasses, très apparentes, d'au moins ¾ de pouce de hauteur, sauf pour les cartons, sur lesquels les lettres seront d'au moins un demi-pouce de hauteur. Pour les contenants ouverts, les cartes, lorsqu'elles ne sont pas attachées aux contenants, seront placées sur le dessus des œufs, de façon à être toujours bien lisible et en évidence pour tous. Lorsque les cartons sont emballés dans des caisses ou dans d'autres contenants, caisses, contenants et cartons, seront marqués tel que spécifié au présent article.

4. (1) Il est interdit de publier des annonces inexactes, trompeuses ou induisant en erreur, touchant les œufs offerts pour la vente ou la distribution.

WHOLESALE AND RETAIL DISTRIBUTION

3. (1) No wholesaler shall ship eggs, or cause eggs to be shipped, transported or delivered, or have eggs on his warehouse floor ready for delivery unless the cases or containers are marked or labelled or tagged on both ends with the correct name of the grade of the eggs contained therein in accordance with the Canadian Standards.

(2) No eggs shall be offered for sale, advertised for sale, kept for sale, sold, exposed or displayed by any person selling or offering eggs for sale or delivering eggs direct to a consumer, as a retailer in a store in any public place or manner, unless the case or container is marked, labelled, tagged or designated with the correct name of the grade of eggs contained therein according to the Canadian Standards.

(3) When eggs are packed in cartons each carton shall be marked on the top with the correct name of the grade of eggs contained therein according to the Canadian Standards.

(4) The markings, labellings, taggings or designations specified in these regulations shall be in distinctly conspicuous solid block letters at least ¾ inch in height, except in the instance of cartons when the lettering shall be at least one-half inch in height. In open containers when the markings are not actually attached to the container they shall be placed on top of the eggs in the container, at all times clearly visible to the public. When cartons are packed in cases or other containers both cases or containers and cartons shall be marked as specified in this regulation.

4. (1) No person shall publish an untrue, deceptive or misleading advertisement in respect to eggs offered for sale or distribution.

(2) Toute annonce dans laquelle les œufs sont offerts en vente ou pour la distribution, sera considérée comme inexacte, trompeuse ou induisant en erreur:

(*a*) Lorsqu'elle ne donne pas le nom de la catégorie des œufs offerts en vente, conformément aux divers types canadiens, ou

(*b*) Lorsque le nom de la catégorie n'est pas indiqué par des lettres de même grosseur que le reste du texte de l'annonce, ou

(*c*) Lorsque l'annonce comprend le nom d'une catégorie ou d'un dérivatif ou d'une abréviation de cette catégorie pour annoncer des œufs d'une catégorie différente, ou

(*d*) Lorsqu'elle donne à entendre, directement ou indirectement, que la qualité des œufs annoncée est supérieure à celle des œufs offerts en vente.

5. La caisse ou le contenant d'œufs marqué de la façon prescrite dans ces règlements ne sera pas considéré bien marqué si l'inspecteur constate, à un examen fait à l'arrivée à destination ou lors de la livraison, que la caisse ou le contenant contient plus de 6½ pour cent d'œufs inférieurs à la qualité indiquée sur ce contenant, indépendamment de la casse. Dans les transactions entre marchands de gros ou entre un marchand de gros et un marchant de détail, toute plainte faite par l'acheteur au vendeur, en ce qui concerne des œufs inférieurs à la catégorie indiquée, doit être faite dans un délai de 36 heures après la réception de ces œufs. Pendant cette période de 36 heures après la livraison à l'acheteur, la responsabilité, en ce qui concerne les œufs inférieurs à la catégorie indiquée, incombe au vendeur. Passé ces trente-six heures, cette responsabilité incombe à la personne en possession de ces œufs.

6. Il est interdit d'exposer, d'offrir en vente, ou de vendre des œufs, à moins que, dans l'établissement où se trouvent ces œufs, ne soit affichées, bien à la vue du public, une pancarte conforme à celle décrétée par le ministre et conforme aux divers types canadiens.

7. Il est interdit d'acheter, d'étaler ou d'offrir en vente, ou d'expédier des œufs qui sont dans un état non comestibles.

ACHAT ET CLASSEMENT À LA CAMPAGNE

8. (1) Il est interdit à tout producteur ou premier receveur d'expédier ou de livrer des caisses ou contenant d'œufs, à moins que les œufs n'en aient été mirés et classés par ce producteurs ou ce premier receveur et que, hormis pour les cartons, qui seront marqués tel qu'indiqué aux paragraphes (3) et (4) de l'article 3 ci-dessus, lesdits contenants ou caisses ne portent, marqués aux deux extrémités ou sur des étiquettes ou des plaques apposées aux deux extrémités, le nom exact de la catégorie des œufs, et cela conformément aux divers types canadiens, en lettres grasses, très apparentes, d'au moins ¾ de pouce de hauteur. Toutefois:

(*a*) Tout producteur peut transmettre au premier receveur l'obligation qui lui incombe de mirer les œufs, et ce dernier peut, de son côté, transmettre au deuxième receveur cette même obligation. Dans toute transmission de ce genre, la quantité d'œufs de chaque producteur, sauf l'exception que constitue le (1) (*a*) de l'article 9, sera clairement identifiée, chaque lot devant

(2) Any advertisement in which eggs are offered for sale or for distribution shall be deemed to be untrue, deceptive or misleading:

(*a*) if it fails to include the name of the grade in accordance with the Canadian Standards of eggs offered for sale or

(*b*) if the name of the grade is not given equal prominence in size of lettering with other matter in the advertisement, or

(*c*) if it includes the names of any grade or derivative or abbreviation thereof in the advertising of eggs of a different grade, or

(*d*) if it includes any implication, representation or assertion that the quality of the eggs advertised is better than the quality set forth in the definition according to the Canadian Standards of the grade stated in the advertisement.

5. No case or container of eggs marked as prescribed in these regulations shall be considered to be properly marked if upon examination by an inspector at destination or on delivery it be found to contain more than an average of 6½ per cent below grade thereon stated apart from the breakage. In transactions between wholesalers, or between a wholesaler and a retailer, complaints by purchaser to the vendor, if any, with respect to eggs below grade so stated must be made within thirty-six hours after the receipt of such eggs. The responsibility as to the eggs below grade so stated shall be upon the vendor for the period of 36 hours after delivery to the purchaser. After the expiration of the said thirty-six hours the responsibility as to eggs below grade so stated shall be upon the person in whose possession such eggs are found.

6. No retailer shall offer or display eggs for sale, or sell eggs, without causing to be displayed in a prominent place in full view of the public in his place of business such card or cards as may be prescribed by the Minister, setting forth the grades of eggs as defined in the Canadian Standards.

7. No person shall buy, or display, or sell, or offer for sale, or ship eggs of a condition unfit for human consumption.

COUNTRY PURCHASE AND GRADING

8. (1) No case or container of eggs shall be shipped or delivered by any producer or first receiver unless the eggs contained therein have been candled and graded by such producer or first receiver and the cases or containers marked, labelled or tagged on both ends, except in the instance of cartons which shall be marked as prescribed in Regulations (3) (3) and (4) (*d*) with the correct name of the grade of the eggs contained therein according to the Canadian Standards, in distinctly conspicuous block letters at least ¾ inch in height, provided that

(*a*) Any producer may delegate his duty to candle and grade eggs to the first receiver, and such first receiver may further delegate his duty to candle and grade to the second receiver. In any such delegation each producer's lot of eggs except as provided for in Regulation 9 (1) (*a*) shall be clearly identified with the true name or number of the producer in a manner approved

indiquer le nom exact ou le numéro du producteur, de la manière approuvée par le ministre ou son représentant, et les marques apposées sur les caisses ou les contenants, les étiquettes ou les plaques par le producteur ou le premier receveur, suivant le cas, se composeront des mots: "Œufs non classés", en lettres grasses, très apparentes, d'au moins ¾ de pouce de hauteur, accompagnés des mots "Pour expédition seulement", en caractères visibles d'imprimerie.

by the Minister or his representative, and the markings, labellings, or tagging on the cases or containers by the producer or first receiver as the case may be shall consist of the words "Ungraded Eggs", in distinctly conspicuous block letters of at least ¾ inch in height, accompanied by the words "For Shipment Only" in legible print.

(2) Il est interdit à tout deuxième receveur d'œufs non classés, y compris un agent ou un marchand à commission, de transférer ou de livrer des œufs non classés à toute autre personne pour le mirage et le triage, à moins que ce transfert n'ait été spécialement autorisé par écrit par le ministre ou son représentant. Si ce transfert est autorisé, il devra se faire dans les 48 heures à compter du moment où les œufs sont livrés au destinataire, et cela aux conditions que le ministre ou son représentant aura prescrites.

(2) No second receiver of ungrader eggs, including an agent or commission merchant shall transfer or deliver ungraded eggs to any other person for candling and grading unless such transfer has been specially authorized in writing by the Minister or his representative. Such transfers if authorized shall be made within 48 hours from the time the eggs are delivered to the consignee, and shall be under such conditions as the Minister or his representative may prescribe.

9. (1) Tout premier receveur achetant ou recevant sur consignation des œufs non classés est tenu de mirer et de classer ces œufs, tel qu'exigé par le paragraphe (1) (*a*) de l'article 8, conformément aux types canadiens, et il doit les payer sur la base du classement fidèle, en tenant compte des différences de prix selon les catégories; il fera une déclaration en double, en gardera une copie et remettra l'autre au producteur. Cette déclaration devra contenir:

Le nom du producteur,
Les nom et adresse du premier receveur,
La date de la livraison,
La quantité d'œufs livrés,
Le montant et le taux par douzaine du paiement anticipé, s'il en a été fait, en argent comptant, en marchandises ou par acompte, à l'époque de la livraison ou avant le mirage ou le triage,
Les détails du règlement définitif après le mirage et le triage devront indiquer les quantités de chaque catégorie et le prix par catégorie.
Les détails du règlement définitif peuvent être donnés sur un rapport séparé. Toutefois:

(*a*) Le rapport de classement remis à un producteur qui a expédié moins de quinze douzaines d'œufs pourra n'indiquer que la moyenne des catégories de tous les lots de moins de quinze douzaines mis et classés ensemble et dont le lot dudit producteur faisait partie.

9. (1) No first receiver shall buy or receive on consignment ungraded eggs unless he candles and grades as provided under Regulation 8 (1) (*a*) in accordance with the Canadian Standards and unless he makes payment for them on the basis of the true grading and with price differentials between the grades, accompanied by a statement made out in duplicate, one copy of which shall be handed to the producer and one copy retained by the first receiver, such statement shall contain the following information:
Name of Producer.
Name and Address of the first receiver.
Date of delivery.
Quantity of eggs delivered.
The amount and rate per dozen of the advance payment, if any, in cash, in merchandise or on account, made at time of delivery, or prior to candling and grading.
Particulars of final settlement subsequent to candling and grade shall show the quantities of each grade and the price per grade.
Such particulars to final settlement may be made on a separate statement.

Provided that

(*a*) In the instance of a producer's lot or less than fifteen dozen the graded return made to such producer may show the same proportion of each grade as in shown in the grading of the combined lots or less than fifteen dozen received, in which such producer's lot was included.

(2) Nul premier receveur ne peut expédier, livrer, consigner ou autrement disposer des œufs non classés par quantité d'une ou plusieurs caisses, sans faire une déclaration en double. Une copie de cette déclaration sera adressée au receveur à l'expédition des œufs en vente ou en consignation. Cette déclaration devra contenir:

Les nom et adresse du vendeur ou du consignateur,
Les noms et adresses de l'acheteur ou du consignataire,
La date de l'expédition ou de la livraison,
La quantité.

Toutefois:

(*a*) La déclaration mentionnée au paragraphe (2) de l'article 9 ci-dessus ne sera pas exigée pour toute livraison faite par le premier receveur lui-même au deuxième receveur ou à son agent ou employé. Le premier receveur exigera du deuxième receveur, qui sera tenu de la lui fournir, une

(2) No first receiver shall ship, or deliver, or consign or otherwise dispose of ungraded eggs in a lot of one or more cases unless he makes out a statement in duplicate, one copy of which statement shall be sent forward with the shipment covering such sale or consignment and which statement shall contain the following information:
Name and address of the seller or consignor.

Name and address of the purchaser or consignee.

Date of shipment or delivery.
Quantity of eggs.

Provided that

(*a*) In the instance of deliveries made by the first receiver in person to the second receiver or his agent or employee the statement mentioned in Regulation 9 (2) shall not be required, but in lieu thereof the first receiver shall obtain from the second receiver and the second receiver shall

déclaration dont le deuxième receveur gardera copie. Cette déclaration devra contenir:

Les nom et adresse du premier receveur,
Les nom et adresse du deuxième receveur,
Le numéro de licence du camion du deuxième receveur,
La quantité,
Le prix la douzaine à payer pour chaque catégorie; montant et taux par douzaine du paiement anticipé, s'il en a été fait,
Le mode du paiement anticipé.

(3) Tout deuxième receveur ou tout receveur subséquent qui achète ou reçoit en consignation des œufs non classés provenant d'un premier receveur ou d'un receveur subséquent, doit mirer et classer les œufs, indiquer sur les contenants le nom exact de la catégorie, établir les différents prix sur la base du classement fidèle selon les divers types canadiens, et faire les paiements en conséquence. Il préparera une déclaration en double, en gardera une copie et transmettra l'autre au premier receveur ou au receveur subséquent en faisant le paiement. Cette déclaration contiendra:

Les nom et adresse du premier receveur ou du receveur subséquent,
Les nom et adresse du deuxième receveur ou du receveur subséquent,
La date de la réception,
Le mode d'expédition ou de livraison,
La quantité,
Le montant et le taux par douzaine, s'il en a été fait, du paiement anticipé, soit par chèque, soit en argent comptant ou en tout autre effet négociable, en marchandise ou par acompte, soit avant ou au moment de la livraison, soit avant le mirage et le classement.

Le rapport détaillé du classement fidèle, des lots de chaque producteur, en tenant compte de l'exception faite au paragraphe (1) (*a*) de l'article 9, rapport indiquant le nom exact ou le numéro exact du producteur et la quantité d'œufs dans chaque catégorie, ainsi que le rapport du classement de l'ensemble des lots de plusieurs producteurs. Ce dernier rapport ne doit pas indiquer le classement détaillé de chaque lot, conformément à l'exception faite au paragraphe (1) (*a*) de l'article 9.

Les détails du règlement final fait après le mirage et le classement et qui doivent indiquer la quantité exacte de chaque catégorie et le prix par douzaine.

(4) Il est interdit de diminuer ou de majorer les prix de façon à former un montant convenu d'avance, garanti d'avance, moyen ou uniforme, pour le paiement d'œufs non classés. Aucun paiement anticipé pour des œufs non classés,—que ce soit par chèque, en argent comptant ou en tout autre effet négociable, en marchandise ou par acompte, soit avant ou au moment de la livraison, soit avant le mirage et le classement—ne doit dépasser 80% de la valeur totale des œufs, valeur basée sur le prix par douzaine de la catégorie B indiquée dans le rapport.

Sauf l'autorisation écrite du ministre ou de son représentant, le règlement définitif doit être fait dans les sept jours de la livraison.

(5) Tout premier ou deuxième receveur qui, en vue d'un paiement, mire et classe des œufs non

furnish to the first receiver at time such delivery is made, a statement, made out in duplicate, one copy of which shall be given to the first receiver and the other retained by the second receiver and which statement shall contain the following information:

Name and address of first receiver.
Name and address of second receiver.
Truck license number of second receiver.
Quantity of eggs.
Price per dozen to be paid for each grade, amount and rate per dozen of advance, if any.
Nature of the advance, whether by cash, cheque, merchandise, or on account.

(3) No second or subsequent receiver shall buy or receive on consignment ungraded eggs from a first or subsequent receiver unless he candles and grades them, marks the containers with the correct name of the grade, apportions the returns on the basis of the true grading, in accordance with the Canadian Standards, and makes payment for them on the basis of such grading and with price differentials between the various grades accompanied by a statement, made out in duplicate, one copy of which shall be returned to the first or subsequent receiver when payment is made and the other retained by the second or subsequent receiver. Such statement shall contain the following information:

Name and address of first or subsequent receiver.
Name and address of second or subsequent receiver.
Date shipment received.
Method or shipment or delivery.
Quantity of eggs.
The amount and rate per dozen of advance payment, if any, in cash, by cheque or other negotiable instrument, in merchandise, or on account, made at or prior to time of delivery, or prior to candling and grading.

Detailed statement of true grading of individual producer's lots, except as provided for in Regulation 9 (1) (*a*), showing the true name or number of the producer, and quantity of each grade. True grading of combined producers' lots exempt from individual grading returns under Regulations 9 (1) (*a*).

Particulars of final settlement made subsequent to candling and grading, showing the true quantity of each grade and the price per dozen.

(4) The manipulation of returns to equal a previously agreed upon price, or the payment of a guaranteed price, or a flat price, or a uniform price for ungraded eggs is hereby prohibited and no person shall make any advance payment for ungraded eggs in cash, by check, or other negotiable instrument, in merchandise, or on account or in any other manner at or prior to time of delivery, or prior to candling and grading, in excess of eighty per cent of the total value of the eggs computed at the price per dozen for the grade "B" appearing on the statement. Except upon written approval of the Minister or his representative final settlement shall be made within seven days of date of delivery.

(5) No first or second receiver shall candle and grade ungraded eggs for the purpose of

déjà classés, doit exiger de ceux qui font ce travail un rapport clair et précis, en français ou en anglais, pour chaque quantité ainsi mirée et classée. Ce rapport, qui devra être signé par le classificateur doit contenir:

Les nom et adresse de l'expéditeur,
Le numéro du lot,
Le nombre de caisses par lot,
Le nom du classificateur,
Classement conformément aux divers types canadiens.

L'original de ce rapport sera conservé par le premier ou le deuxième receveur, suivant le cas, pendant une période de 90 jours.

(6) Dans le cas où un rapport est fait en double, tel qu'exigé par les présents règlements, une copie sera conservée pendant une période de 90 jours par l'acheteur ou le consignataire, suivant le cas, et l'autre copie, qui doit être remise au vendeur ou au consignateur, selon le cas, sera conservée par ce dernier pendant une période de 90 jours.

(7) Tout endroit de l'établissement où sont classés les œufs doit être pourvu d'un nombre suffisant de balances vérifiées, spéciales pour les œufs, et mises à la portée de toute personne préposée au triage et au classement.

10. L'inspecteur chargé de voir à l'exécution des présents règlements peut, en tout temps, pour l'application de ces règlements, pénétrer dans tout endroit ou inspecter tout véhicule et peut, dans le but de les examiner ou d'en prendre des copies ou des extraits, exiger qu'on mette à sa disposition les livres, les rapports, les déclarations d'expédition, les connaissements ou toutes autres pièces jugées nécessaires.

11. (1) Les œufs destinés à l'expédition doivent être emballés dans des caisses sanitaires, pourvues de feuilles de séparation et de casiers propres, complets et secs, et de quatre coussins faits d'excelsior ou de toute autre matière approuvée par le ministre.

(2) Il est interdit d'expédier ou d'entreposer des œufs qui ne sont pas emballés dans des caisses sanitaires pourvues de feuilles de séparation et de casiers complets, propres et secs, et de quatre coussins faits d'excelsior ou de toute autre matière approuvée par le ministre.

(3) Il est interdit: 1) de sortir ou de faire sortir d'un entrepôt des caisses d'œufs, à moins que les marques du Gouvernement apparaissant sur ces caisses n'aient été oblitérées; 2) de sortir ou de faire sortir d'un entrepôt des caisses d'œufs auparavant marquées du mot "Frais" ou des mots "Catégorie A", à moins que ces mots n'aient été effacés ou oblitérés; 3) d'avoir en sa possession des caisses vides portant la marque du gouvernement. Toute personne vidant une caisse doit en faire disparaître la marque du gouvernement. Il en est ainsi pour toute personne qui reçoit une caisse vide dont la marque n'a pas été enlevée.

12. La marque à être apposée sur chaque caisse, et dite "marque du gouvernement comprend la feuille d'érable et les mots "Œufs canadiens" et "inspectée par le gouvernement", ainsi que le numéro de l'inspecteur.

13. Les présents règlements entreront en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 6279-o

making returns unless he requires his egg graders to make out a clear and legible candling and grading report, in English or French, for each lot of eggs candled and graded. Such report shall be signed by the grader and shall contain the following information:

Name and address of shipper.
Lot number, if any.
Number of cases in lot.
Name of grader.
True grading according to the Canadian Standards, and such report in its original form shall be retained by such first or second receiver, as the case may be, for a period of 90 days.

(6) In each case where any statement is made out in duplicate as required in these regulations, one copy shall be retained for a period of 90 days by the purchaser or consignee, as the case may be, and the other copy delivered or sent to the vendor or consignor, as the case may be, such copy to be retained by such vendor or consignor for a period of 90 days.

(7) Every room or premises in which eggs are graded shall be equipped with sufficient tested egg scales to permit of their ready use by every person therein engaged in the grading of eggs.

10. Any inspector charged with the enforcement of these regulations may, at any time for the purpose of carrying into effect any of these regulations, enter any place or conveyance and may require to be produced for inspection, or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom, any books, reports, statements, shipping bills, bills of lading or other papers.

11. (1) Eggs for shipment shall be packed in sanitary cases with clean, dry, whole fillers and flats and four excelsior pads or with any other pad, flat or cushion approved by the Minister.

(2) No eggs shall be shipped or stored unless they have been packed in sanitary cases with clean, dry, whole fillers and flats and four excelsior pads or with any other pad, flat or cushion approved by the Minister.

(3) No person shall remove or cause to be removed from storage any cases containing eggs unless all Government marks on the cases have been obliterated and no person shall ship out of storage any cases containing eggs which cases were previously marked with the word "Fresh" or with the grade name "A" until such word or name has been erased or obliterated, and no person shall have in his possession empty egg cases bearing the Government mark. After the contents of any case bearing the Government mark have been removed such mark shall be obliterated by the person who removes the eggs from the case or in respect of cases returned from a foreign country the person who receives the same.

12. The mark of approval to be placed on each case, herein called the "Government Mark" shall include the Maple Leaf and the words "Canadian Eggs" and "Government Inspected", together with the inspector's number.

13. These regulations shall become effective from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*. 6280-o

COPIE du Rapport du Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 décembre 1938.

Concernant les cireurs de chaussures de Montréal

No 2779

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendé par 2 Geo. VI, chapitre 52), le Syndicat National des Maîtres-Cireurs de chaussures de Montréal et le Syndicat catholique des Employés-Cireurs de chaussures lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat national des Maîtres-Cireurs de chaussures de Montréal,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des Employés-Cireurs de chaussures,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 octobre 1938;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail dans l'industrie et le métier visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que l'honorable Ministre du Travail a reçu des objections et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, recommande son approbation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 octobre 1938.

I. *Définitions:* Aux fins du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Cireur de chaussures: Le terme "cireur de chaussures" désigne toute personne qui cire, polit ou teint les chaussures.

b. Salon de cirage de chaussures: Le terme "salon de cirage de chaussures" désigne tout endroit où les chaussures sont cirées, polies ou teintes.

c. Artisan: Le terme "artisan" désigne toute personne qui possède, gère, dirige ou tient un salon de cirage de chaussures en y travaillant seul.

d. Employé ordinaire: Le terme "employé ordinaire" désigne tout cireur de chaussures à l'emploi d'un employeur professionnel au sens de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, engagé à la semaine.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd 1938.

Concerning the shoe-shiners of Montreal

No. 2779

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), "Le Syndicat national des Maîtres-Cireurs de chaussures de Montréal" and "Le Syndicat catholique des Employés-Cireurs de chaussures" have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat national des Maîtres-Cireurs de chaussures de Montréal",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés-Cireurs de chaussures",
be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned according to the conditions set in the *Quebec Official Gazette* of October 29th, 1938;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and the duration of labour in the industry and the trade concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the prescriptions of section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas the Honourable Minister of Labour has received objections and has submitted same to the contracting parties;

Consequently recommends its approval in conformity with the provisions of section 6 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, with however the new following provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 29th, 1938.

I. *Definitions:* For the purposes of the present decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a. Shoe shiner: The term "shoe shiner" designates any person who shines, polishes or dyes shoes.

b. Shoe shine shop: The term "shoe shine shop", designates any place where shoes are shined, polished or dyed.

c. Artisan: The term "artisan" designates any person who owns, manages, supervises or keeps a shoe shine shop and does the work alone.

d. Ordinary employee: The term "ordinary employee" designates any shoe shiner employed by a professional employer as determined by the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, and hired by the week.

c. Employé supplémentaire : Le terme "employé supplémentaire" désigne tout cireur de chaussures à l'emploi d'un employeur professionnel au sens de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, engagé à l'heure.

II. *Juridiction territoriale :* Le présent décret s'applique à tout le territoire compris dans l'Ile de Montréal.

III. *Taux des salaires :* Le salaire minimum des employés ordinaires et supplémentaires sera le suivant:

a. Tout employé ordinaire devra recevoir $8.00 par semaine de soixante-neuf (69) heures d'ouvrage;

b. Tout employé supplémentaire devra recevoir $0.15 de l'heure.

IV. *Heures de travail :* La durée maximum d'une semaine de travail sera de soixante-neuf (69) heures réparties de la façon suivante:

a. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

b. Les samedi: de 8.00 a.m., à minuit.

V. Aucun salon de cirage de chaussures ne devra demeurer ouvert pour délivrer, exécuter ou accepter du travail après les heures mentionnées à l'article IV.

VI. Tout salon de cirage de chaussures devra être fermé et y demeurer, les dimanches, ainsi que le jour de Noël et le jour de l'An.

VII. *Durée du décret :* Le présent décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période de douze (12) mois.

Certifié,

A. MORISSET,

6301—o Greffier du Conseil Exécutif.

c. Extra employee : The term "extra employee" designates any shoe shiner employed by a professional employer as determined by the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo., VI, chapter 52, and hired by the hour.

II. *Territorial jurisdiction :* The present decree shall apply to all the territory comprised in the Island of Montreal.

III. *Rates of wages :* The minimum wages for ordinary and extra employees shall be the following:

a. All ordinary employees shall receive $8.00 per week of sixty-nine (69) hours of work;

b. All extra employees shall receive $0.15 per hour.

IV. *Hours of labour :* The maximum duration of labour in a week shall be 69 hours distributed as follows:

a. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

b. On Saturday: from 8.00 a.m. to midnight.

V. No shoe shine shop shall remain open to deliver, perform or accept work after the hours mentioned in section IV.

VI. All shoe shine shops shall close and remain closed, on Sundays as well as on Christmas and New Year's Day.

VII. *Duration of the decree :* The present decree shall be in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of twelve (12) months.

Certified,

A. MORISSET,

6302-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant la loi se rapportant aux électriciens et aux installations électriques.

No 2756

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

Attendu qu'en vertu de l'article 18c de la loi concernant les électriciens et les installations électriques (Ch. 178 S.R.Q. 1925, tel qu'édicté par la loi 18 Geo. V, ch. 62, amendé par la loi 21 Geo. V, ch. 19 et par la loi 23, Geo. V, ch. 70), il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'établir le mode et la durée de l'apprentissage préparatoire à l'obtention des licences prévues par la présente loi;

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'établir ce mode et cette durée d'apprentissage pour les ouvriers désirant obtenir la licence "D" prévue par l'article 21 de la même loi (opérateur d'appareils cinématographiques);

Recommande que l'article 31 suivant soit ajouté aux règlements en exécution de la loi concernant les électriciens et les installations électriques:

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd, 1938.

Concerning the Electricians' and Electrical Installations Act.

No. 2756

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd (1938), sets forth:

Whereas under section 18c of the Electricians' and Electrical Installations Act (Ch. 178, R.S.Q., 1925, as enacted by 18 Geo. V, ch. 62, amended by the Act 21 Geo. V, ch. 19 and by the Act 23 Geo. V, ch. 70), the Lieutenant-Governor in Council may establish the manner and the duration of the apprenticeship preparatory to the obtaining of the licenses provided for by the present Act;

Whereas it has become necessary to establish the manner and the duration of the apprenticeship for workers wishing to obtain license "D" provided in section 21 of the same Act (moving-picture machines operators);

Recommends that the following section 31 be added to the by-laws under the Electricians and Electrical Installations Act:

"Art. 31*a*. L'apprentissage préparatoire à l'obtention de la licence d'opérateur d'appareils cinématographiques, licence "D" prévue à l'article 21 de la loi, nécessitera l'inscription de l'apprenti dans les registres du bureau des examinateurs-électriciens. Le bureau fournira un carnet d'apprenti au candidat, dans lequel l'employeur inscrira la date où l'apprenti a commencé de travailler ainsi que celle où il a quitté son emploi, s'il y a lieu. Cette formalité se renouvellera chaque fois que l'apprenti changera d'emploi.

b. La durée minimum de l'apprentissage, pour les candidats à la licence "D", sera d'une année; à la fin de cette année, le candidat pourra se présenter au bureau des examinateurs-électriciens, pour y subir son examen à titre d'opérateur d'appareils cinématographiques;

c. L'apprenti devra fournir au bureau des examinateurs-électriciens sa photographie dont les dimensions ne devront excéder 2 x 2; cette photographie sera fixée dans le carnet d'apprentissage et revêtue du sceau du bureau des examinateurs-électriciens;

d. Le candidat devra verser un honoraire de $0.25, lors de son inscription au bureau des examinateurs-électriciens;

e. La présente règlementation entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Certifié,
A. MORISSET,
6303-o Greffier du Conseil Exécutif.

"31*a*. The apprenticeship preparatory to the obtaining of a license for a moving-picture machine operator, license "D" provided in section 21 of the Act, shall necessitate the registering of the apprentice in the registers of the Board of examiner-electricians. The Board shall furnish the candidate with an apprenticeship booklet, in which the employer shall inscribe the date on which the apprentice has begun to work as well as the one on which he has left, if necessary. This formality shall be repeated each time the apprentice changes employment.

b. The minimum duration of the apprenticeship, for the candidates to license "D", shall be one year; at the end of this year, the candidate may apply to undergo an examination before the board of examiner-electricians as moving-picture machine operator;

c. The apprentice shall give the Board of examiner-electricians his photo, the size of which shall not exceed 2 x 2; this photo shall be placed in the apprenticeship booklet and stamped with the seal of the board of examiner-electricians;

d. The candidate shall pay a $0.25 fee at the time of registering at the Board of examiner-electricians;

e. The present regulation shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,
A. MORISSET,
6304-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant une modification au décret relatif aux employés de garages dans la région de Québec.

No 2778

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), les modications suivantes au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec, portant le No 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés ministériels Nos 1746 et 1747 du 2 septembre 1938:

1. Les mots suivants sont ajoutés à la suite du paragraphe "*c*" de l'article I:

"et toute personne travaillant, à salaire ou à commission, pour le compte d'un employeur professionnel régi par le présent décret."

2. Les paragraphes suivants sont ajoutés à la suite du paragraphe "*c*" de l'article I:

"*d*. Le terme "compagnon" comprend tout ouvrier compétent dans l'un des métiers régis par le présent décret."

"*e*. Le terme "apprenti" comprend tout ouvrier ou personne qui apprend un des métiers régis par le présent décret."

"*f*. Le terme "débit d'essence" comprend tout endroit non reconnu comme un garage et dont

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd, 1938.

Concerning a modification of the decree relating to garage employees in the district of Quebec.

No. 2778

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd, (1938), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), the following modifications of the decree relating to garage employees in the district of Quebec, bearing No. 765 of the 13th of May, 1938, amended by Orders-in-Council Nos. 1746 and 1747 of the 2nd of September, 1938:

1. The following words are added after paragraph "*c*" of section I:

"and any person working, with salary or on commission, for the account of a professional employer governed by the present decree."

2. The following paragraphs are added after paragraph "*c*" of section I:

"*d*. The term "journeyman" comprises any workman qualified in any one of the trades governed by the present decree."

"*e*. The term "apprentice" comprises any workman or person learning one of the trades governed by the present decree."

"*f*. The term "gasoline station" comprises any place, not recognized as a garage, where

le commerce principal consiste dans la vente de l'essence et des lubrifiants pour l'usage des véhicules automobiles."

"*g.* Le terme "distributeur d'essence" comprend toute personne, société ou corporation, qui exploite un débit d'essence."

"*h.* Le terme "garage" comprend tout endroit où les véhicules automobiles sont remisés ou modifiées et où l'on fait également tout travail et tout commerce se rapportant aux voitures automobiles ou à une ou des parties d'icelles; soit comme commerce ou travail principal, ou commerce ou travail d'accessoires."

"*i.* Le terme "homme de service" comprend tout employé, qui pour le compte d'un employeur professionnel régi par le présent décret, conduit des automobiles, vend de la gazoline, lave des automobiles, fait le nettoyage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs, graisse les automobiles ou fait ce que l'on appelle le service de route, ainsi que les menus services d'urgence, tel que remplacement de courroies d'éventail, de bougies, ou tout autre accessoire d'automobile; l'homme de service ne pourra refuser de faire toutes ces opérations à la demande du patron."

"*j.* Le terme "maître garagiste" comprend toute personne, société ou corporation, qui exploite un garage."

"*k.* Le terme "poste de vente d'accessoires" désigne et comprend les manufacturiers ou marchands qui vendent en gros et au détail des parties ou accessoires pour voitures automobile."

3. Le paragraphe "*b*" de l'article II est modifié de la façon suivante:

1. Les mots suivants "et de distribution au gros ou au détail" sont ajoutés à la suite des mots "poste de vente";

2. Les mots suivants "et de toutes parties quelconques ou pièces de rechange" sont ajoutés après les mots "de lubrifiant, d'accessoires".

4. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article III:

"Nonobstant les zones décrites aux paragraphes précédents, le village de Loretteville appartient à la zone II du présent décret."

5. Le paragraphe "*i*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*i. Etablissements industriels: Salaires à l'heure ou à la semaine:* Dans tous les établissements de la zone I, appartenant à la juridiction industrielle, les taux de salaire à l'heure ou à la semaine seront les suivants pour les personnes désignées:

	Par semaine
Surintendant ou gérant de service	$30.00
Contremaître	25.00
Préposé en charge des pièces de rechange (sans limite d'heures de travail dans les trois cas)	25.00
Compagnon: mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, charron, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur:	
	de l'heure
Classe A	0.45
Classe B	0.42
Classe C	0.40
Compagnon de première année	0.37
Préposé aux accumulateurs	0.40
Vitrier	0.40
Graisseur	0.35
Vulcanisateur	0.35

gasoline and lubricants are sold for the use of motor vehicles."

"*g.* The term "gasoline distributor" comprises any person, partnership or corporation, operating a gasoline station."

"*h.* The term "garage" comprises any place where motor vehicles are stored or modified and where any work is performed and any commerce pertaining to auto car or to one or other part of same is carried on; whether as main business or work, or side business or work."

"*i.* The term "service man" comprises any employee, who for the account of a professional employer governed by the present decree, drives motor vehicles, sells gasoline, washes automobiles, scours the establishment, changes tires and storage batteries, greases automobiles or gives what is called a "route service", as well as many small emergency services as the replacing of fan belts, spark plugs or any other automobile accessories; the service man shall not refuse to perform all these operations if the employer so requires."

"*j.* The term "master-garage keeper" comprises any person, partnership or corporation, operting a garage."

"*k.* The term "accessories service station" designates and comprises the manufacturers or merchants selling in whole or in retail parts or accessories for motor vehicles."

3. Paragraph "*b*" of section II is modified in the following manner:

1. The following words "and of distribution in whole or in retail" are added after the words "stations supplying";

2. The following words "and of any part or replacing parts" are added after the words "lubricants, automobile accessories".

4. The following paragraph is added after section III:

"Notwithstanding the zones described in the preceding paragraphs, the village of Loretteville belong to zone II of the present decree."

5. Paragraph "*i*" of section IV is replaced by the following:

"*i. Industrial establishments: Wages by the hour or by the week:* In the establishments of zone I, pertaining to the industrial jurisdiction, the hourly rates of wages or the wages by the week shall be the following for the determined persons:

	Per week
Superintendent or service manager	$30.00
Foreman	25.00
Man charged with parts (without any limiting of labour in all three cases)	25.00
Journeyman: mechanic, fitter, machinist, electrician, body man, wheelright, blacksmith, welder, painter, upholsterer:	
	Per hour
Class A	0.45
Class B	0.42
Class C	0.40
Journeyman 1st year	0.37
Storage battery man	0.40
Glazier	0.40
Oiler	0.35
Vulcanizer	0.35

Les salariés qui avaient droit de toucher 0.45 de l'heure par leur carte de compétence émise jusqu'au 28 novembre dernier et conformément aux dispositions du décret No 765 devront être payés, y compris les peintres et bourreleurs, suivant le taux afférent à celui de la classe "A" et avoir la carte de compétence de la dite classe "A".

Apprentissage: Dans les établissements de juridiction industrielle, les apprentis seront rémunérés aux taux horaires suivants:

	de l'heure
1ère année	0 15
2ième année	0 20
3ième année	0 25
4ième année	0 30

6. Le paragraphe "*ii*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*ii. Etablissements commerciaux:* Dans les établissements de la Zone 1, appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "*b*" de l'article II), les hommes de service, les vendeurs d'essence, les laveurs et généralement les hommes qui font indifféremment les travaux mentionnés au paragraphe "*b*" de l'article II, ainsi que ceux qui font accidentellement du travail de caissier, recevront un salaire minimum de $0.25 de l'heure, pour le temps régulier, tel que défini à l'article VI, paragraphe "*b*" sous-paragraphe 2, et à raison du taux et demi pour travail fait au-delà du temps régulier.

Dans les établissements de juridiction commerciale, le salaire des débutants sera de $0.20 de l'heure pour la première année."

7. Le paragraphe "*iii*" de l'article IV est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Pour tout travail accompli sous l'empire du présent décret, l'employeur devra fournir à son client, une ou des factures détaillant le travail accompli, le nombre d'heures, le tarif à l'heure, de façon distincte du montant chargé pour pièces ou accessoires et remettre copie de telle facture au client".

8. Le sous-paragraphe "*a*" du paragraphe "*1*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*a.* Dans les établissements de juridiction industrielle il ne devra pas y avoir plus d'un apprenti par trois compagnons ou fraction de ce nombre. Cette proportion du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés pris en bloc; cette disposition ne s'applique pas à la Zone II."

9. Le sous-paragraphe "3" du paragraphe "*a*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"3. Dans la soirée les heures de travail seront réparties entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et les taux de salaires majorés de 10%; il est entendu toutefois que pour tout travail commencé avant 6.00 p.m. les taux majorés de salaire ne commenceront pas à compter avant 7.00 p.m."

10. Les paragraphes suivants sont ajoutés à la suite du paragraphe "13" de l'article VII:

"14. Tout employeur qui fournit gite et couvert à son employé, sans obligation cependant par ce dernier de les accepter, pourra déduire du salaire $1.00 par semaine par pièce de logement dans le premier cas, et $0.20 par repas fourni par l'employeur."

"15. Dans tout contrat de louage d'ouvrage entre maîtres-garagistes seulement, un escompte pourra être alloué sur les tarifs à contrat mentionnés au présent décret."

Salaried persons who were entitled to $0.45 per hour according to their certificate of competency issued up to the 28th of last november, and pursuant to the provisions of decree No. 765, shall be paid, including the painters and the upholsterers, according to the rate pertaining to class "A" and hold a certificate of competency of the said class "A".

Apprenticeship: In the establishments of industrial jurisdiction, the apprentices shall be paid the following hourly rates:

	Per hour
1st year	$0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30

6. Paragraph "*ii*" of section IV is replaced by the following:

"*ii. Commercial establishments:* In the establishments of zone I, pertaining to the commercial jurisdiction (paragraph "*b*" of section II), service men, gazoline sellers, washmen and in general, the men performing indifferently the works mentioned in paragraph "*b*" of section II, as well as those who accidently performing the work of the cashier, shall receive a minimum wages of $0.25 per hour, for the regular time, as defined in section VI, paragraph "*b*", sub-paragraph 2, and receive time and a half for all work performed after the regular time.

In establishments of commercial jurisdiction, the wage of beginners shall be $0.20 per hour for the first year."

7. Paragraph "*iii*" of section IV is modified in adding the following paragraph:

"For all work performed subject to the present decree, the employer shall give his customer one or many invoices showing, in detail, the work done, the number of hours worked, the rate per hour, in a distinct manner in order to show the amount charged for parts or accessories and shall give a copy of same to his customer."

8. Sub-paragraph "*a*" of paragraph "1" of section V is replaced by the following:

"*a.* In the establishments of industrial jurisdiction, there shall not be more than one apprentice for each three journeymen or fraction thereof. This proportion of the number of apprentices shall be understood as for qualified trades considered as a whole; this provision does not apply to zone II."

9. Sub-paragraph "3" of paragraph "*a*" of section VI is replaced by the following:

"3. During the evening, the hours of work shall be distributed between 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and the rates of wages increased by 10%; it is however understood that for all work begun before 6.00 p.m. the increased rates of wages shall not be in force before 7.00 p.m."

10. The following paragraphs are added after paragraph "13" of section VII:

"14. Any employer furnishing room and board to his employee, without any obligation for the latter to accept, may deduct from his salary $1.00 per room per week in the first case and $0.20 per meal furnished by the employer."

"15. In any contract entered into between master garage-keepers only, a discount may be allowed on the rates mentioned in the present decree."

"16. Le salaire de tout employé devra être payé au complet hebdomadairement, ou semi-mensuellement dans une enveloppe scellée, sur laquelle seront inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire, à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialée par la personne qui aura fait la paie et si possible distribuée le vendredi."

"17. Le présent décret n'affecte pas toutefois, en ce qui touche le tarif forfaitaire du graissage des autos, les contrats signés antérieurement à sa mise en vigueur pourvu que leur durée n'excède pas une année à compter de ladite date."

11. L'article VIII est remplacé par le suivant:

"III. La présente convention est renouvelée pour une période d'un an à compter du 28 novembre 1938 et elle se renouvellera automatiquement pour la même période, à compter du 28 novembre 1939, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie au moins trente jours avant le 28 novembre 1939, de son intention de l'abroger ou de la modifier."

Certifié,

A. MORISSET,

6305-o Clerk of the Executive Council.

"16. The wages of any employee shall be completely paid weekly or forthnightly, and if possible, on Friday, in a sealed envelope on which shall be inscribed his name, his number, the date of the week of labour, the number of hours paid, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope; the said envelope shall be signed by the person who has given the pay."

"17. However, the present decree shall not affect, as far as rates, by the job, for the greasing of cars are concerned, the contracts signed before its enforcement, provided the duration of such contracts does not exceed one year from the said date."

11. Section VIII is replaced by the following:

"VIII. The present agreement is renewed for a one-year period form the 28th of November, 1938, and it shall renew itself automatically for the same period, from the 28th of November, 1939, unless one of the parties give notice to the other party at less thirty days prior to the 28th of November, 1939, of its intention to repeal or amend same."

Certified,

A. MORISSET,

6306-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant la fabrication des boîtes de carton gaufré

No 2780

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), "Shipping Containers Ltd,", "Hinde & Dauch Paper Co., Ltd.", et "Standard Paper Box Ltd." et l'Association des employés de "Shipping Containers Ltd.", l'Association des employés de "Hinde & Dauch Paper Co., Ltd." et l'Association des employés de "Standard Paper Box Co., Ltd." lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Shipping Containers Ltd."; "Hinde & Dauch Paper Co., Ltd."; 'Standard Paper Box Ltd." (carton gaufré);

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des employés de "Shipping Containers Ltd."; L'Association des employés de "Hinde & Dauch Paper Co., Ltd."; L'Association des employés de "Standard Paper Box Co. Ltd.";

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1938;

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd 1938.

Concerning the manufacturing of corrugated paper boxes.

No. 2780

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd, 1938, sets forth:

Whereas pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), Shipping Containers Ltd., Hinde & Dauch Paper Co. Ltd., and Standard Paper Box Ltd., and The Shipping Containers Ltd. Employees Association, The Hinde & Dauch Paper Co. Ltd. Employees Association, The Standard Paper Box Co. Ltd. Employees Association, have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Shipping Containers Ltd.; Hinde & Dauch Paper Co. Ltd.; Standard Paper Bos Ltd. (corrugated paper board);

And, ON THE OTHER PART:

The Shipping Containers Ltd. Employees Association; The Hinde & Dauch Paper Co. Ltd. Employees Association; The Standard Paper Box Co. Ltd. Employees Association;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry concerned according to the conditions set in the *Quebec Official Gazette* of November 19th, 1938;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail dans l'industrie visée et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que l'honorable Ministre du Travail n'a reçu aucune objection contre ladite requête;

L'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1938:

I. *Juridiction : a. Juridiction territoriale :* Aux fins d'application du présent décret, la juridiction territoriale comprend toute la province de Québec.

b. Juridiction industrielle : La juridiction industrielle du présent décret comprend la fabrication de boîtes de carton gaufré et tous autres réceptacles faits ou partiellement faits de carton gaufré.

II. *Salaires :* Le salaire minimum des employés travaillant à la fabrication des articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloire et des employés préposés à l'expédition, la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, à l'impression et à des travaux analogues pourvu que ces impressions et autres travaux soient imputables à des articles compris sous la juridiction industrielle du présent décret, sera le suivant pour les catégories respectives d'employés mentionnées ci-après:

Employés du sexe masculin	*Salaire horaire*
Contremaîtres	$0.45
Opérateurs—machines à gaufrer	0.45
Opérateurs—impression	0.35
Opérateurs—découpage	0.30
Opérateurs—mortaisage	0.30
Opérateurs—striage	0.30
Opérateurs—découpage de pans	0.30
Opérateurs—striage et mortaisage de barres	0.30
Aides—machines à gaufrer	0.30
Opérateurs—Machine à appliquer toile gommée	0.30
Chauffeurs de camion	0.30
Préposés à l'entretien général	0.30
Fournisseurs et receveurs	0.25
Aides en général	0.25
Aides—expédition	0.25
Préposés à l'enveloppage et ficelage	0.25
Préposés à l'emballage	0.25
Préposés au déchargement de carton	0.25
Gardiens	0.25
Employés général	0.25
Mécaniciens de machines fixes	0.40
Chauffeurs de bouilloires	0.35
Machinistes	0.40

Nonobstant la cédule précédente de salaires, le salaire minimum moyen des employés de sexe masculin ne devra pas être inférieur à $0.32 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Whereas the provisions relating to the rates of wages and the duration of labour in the industry concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas the Honourable Minister of Labour has received no objection against the said request;

The Honourable Minister of Labour recommends its approval in conformity with the provisions of section 6 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, with however the following new provisions to be substituted to the conditions set in the *Quebec Official Gazette* of November 19th, 1938:

I. *Jurisdiction: a. Territorial jurisdiction:* For the purposes of enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction comprises all the province of Quebec.

b. Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of corrugated paper boxes and all other containers entirely or partly made of corrugated paper board.

II. *Wages:* The minimum wage of all employees working at the manufacturing of articles included under the industrial jurisdiction of the present decree as well as that of boiler firemen, shippers, delivery men, maintenance and repair men on building and machinery, employees doing printing and allied work provided such printing and other works be exclusively included in the industrial jurisdiction of the present decree, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

Male employees	*Rate per hour*
Foremen	$ 0.45
Operators—Corrugating machine	0.45
Operators—Printing	0.35
Operators—Slitting	0.30
Operators—Slotting	0.30
Operators—Creasing	0.30
Operators—Flap cutting	0.30
Operators—Bar creasing and slotting	0.30
Helpers—Corrugating machine	0.30
Operators—Taping machine	0.30
Truck drivers	0.30
General maintenance men	0.30
Feeders and tailers	0.25
General helpers	0.25
Shipping room helpers	0.25
Bundling and tying	0.25
Baling	0.25
Board unloading	0.25
Watchmen	0.25
General employees	0.25
Stationery enginemen	0.40
Stokers	0.35
Machinists	0.40

Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for male employees shall not be less than $0.32 per hour; for the purposes of calculating this average, the wages higher than the minimum rate shall be considered only when they do not exceed the following maximum rates:

Employés de sexe masculin	*Salaire horaire*	*Male employees*	*Rate per hour*
Contremaîtres	$0.60	Foremen	$0.60
Opérateurs—machines à gaufrer	0.55	Operators—Corrugating machines	0.55
Opérateurs—impression	0.50	Operators—Printing	0.50
Opérateurs—découpage	0.45	Operators—Slitting	0.45
Opérateurs—mortaisage	0.45	Operators—Slotting	0.45
Opérateurs—striage	0.45	Operators—Creasing	0.45
Opérateurs—découpage de pans	0.45	Operators—Flap cutting	0.45
Opérateurs—striage et mortaisage des barres	0.45	Operators—Bar creasing and slotting	0.45
Aides—machines à gaufrer	0.45	Helpers—Corrugating machines	0.45
Opérateurs—machines à appliquer toile gommée	0.40	Operators—Taping machines	0.40
Chauffeurs de camion	0.40	Truck drivers	0.40
Préposés à l'entretien général	0.40	General maintenance men	0.40
Fournisseurs et receveurs	0.35	Feeders and tailers	0.35
Aides en général	0.35	General helpers	0.35
Aides—expédition	0.35	Shipping room helpers	0.35
Préposés à l'enveloppage et ficelage	0.35	Bundling and tying	0.35
Préposés à l'emballage	0.35	Baling	0.35
Préposés au déchargement de carton	0.35	Board unloading	0.35
Gardiens	0.35	Watchmen	0.35
Employés général	0.35	General employees	0.35
Mécaniciens de machines fixes	0.60	Stationery enginemen	0.60
Machinistes	0.60	Machinists	0.60

Employés de sexe féminim	*Salaire horaire*	*Female employees*	*Rate per hour*
Employées sans expérience	$0.17	Inexperienced hands	0.17
Aides	0.22	Helpers	0.22
Employées d'expérience	0.26	Experienced employees	0.26

Nonobstant la cédule précédente de salaires, le salaire minimum moyen des employées de sexe féminin ne devra pas être inférieur à $0.25 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than $0.25 per hour; for the purposes of calculating this average, the wages higher than the minimum rate shall be considered only when they do not exceed the following maximum rates:

Employées de sexe féminin	*Salaire horaire*	*Female employees*	*Rate per hour*
Employées sans expérience	$0.22	Inexperienced hands	0.22
Aides	0.26	Helpers	0.26
Employées d'expérience	0.30	Experienced employees	0.30

III. Nonobstant les cédules précédentes de salaires, le salaire minimum moyen pour les employés des deux sexes ne devra pas être inférieur à $0.30; cette moyenne sera calculée mensuellement et de la même façon que les moyennes respectives pour les employés de sexe masculin et féminin.

III. Notwithstanding the preceding schedules of wages, the average minimum wages for employees of both sexes shall not be less than $0.30; this average shall be calculated monthly in accordance with the respective averages for male and female employees.

IV. *Heures de travail:* La durée hebdomadaire maximum de travail sera de soixante (60) heures; toutefois, la moyenne hebdomadaire pour l'année ne devra pas dépasser cinquante-cinq (55) heures. La durée moyenne hebdomadaire de travail d'un employé ayant travaillé moins qu'une année, ne devra pas excéder cinquante-cinq (55) heures. Tout travail en surplus de la moyenne minimum de cinquante-cinq (55) heures ou en surplus de soixante (60) heures pour chaque semaine, sera rémunéré à raison de salaire et quart. Cette limitation des heures de travail ne s'applique pas aux préposés à l'expédition ou à la réparation.

IV. *Hours of labour:* The weekly maximum duration of labour shall be sixty (60) hours; however, the weekly average for the year shall not exceed fifty-five (55) hours. The average weekly duration of labour for an employee having less than one year of service shall not exceed fifty-five (55) hours. All working hours exceeding the minimum average of fifty-five (55) or sixty (60) hours per week shall be paid at the rate of time and a quarter. Such limitation of working hours shall not apply to shipping or repair men.

V. *Paiement:* Le salaire de l'employé devra lui être payé en deniers ayant cours légal dans cette province. Ce salaire devra lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrits: ses nom et prénoms, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialée par la personne qui aura fait la paie.

V. *Payment:* The wages of the employee must generally be paid to him in currency which is legal in this Province. Such salary must be handed to the employee in a sealed envelope on which shall be written: his name and surname, the date of the week or period of work, the number of hours paid, the rate of wage per hour, and the amount contained in the envelope; the envelope must be initialed by the person who making the pay.

VI. Les salaires plus élevés que les minima et qui sont payés à date aux ouvriers ne seront pas réduits durant l'existence du présent décret.

VII. Dans les deux (2) mois suivant la mise à exécution du présent décret, le Comité paritaire, en collaboration avec les employeurs et les employés concernés, devra classifier les employés régis par le décret; cette classification pourra toujours être modifiée à la demande d'un employeur et d'un employé, présentée par écrit au Comité paritaire.

Le Comité paritaire devra remettre aux employés et aux employeurs visés, une carte indiquant la classification de l'employé; en regard de cette classification seront indiqués le salaire minimum auquel a droit l'employé, ainsi que le salaire actuel si celui-ci excède le minimum.

VIII. *Durée du décret:* Le présent décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période de douze (12) mois.

Certifié,

A. MORISSET,

6307—o Greffier du Conseil Exécutif.

VI. The wages actually higher than the minimum rates shall not be reduced during the existence of the present decree.

VII. During the two (2) months following the date of the coming into force of the present decree, the Joint Committee, together with the interested employers and employees, shall classify the employees governed by the decree; said classification may always be modified upon the written request of an employer and an employee to the Joint Committee.

The Joint Committee shall give to the employees and employers concerned, a certificate indicating the classification of the employee. There shall be indicated the minimum wages to which the employee is entitled as well as the actual salary, if said salary is higher than the minimum.

VIII. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of twelve (12) months.

Certified,

A. MORISSET,

6308-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant certaines modifications au décret relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Montréal.

No 2777

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), les modifications suivantes au décret relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Montréal et portant le No 3405 du 22 décembre 1937:

1. L'article II est modifié en ajoutant le paragraphe suivant au début de la Catégorie "A":

"Dans toutes les boulangeries employant un ou deux hommes, il sera obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum sera de $24.00 par semaine."

2. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article II:

"Le patron devra payer les employés vendeurs soit par chèque, soit en espèce dans des enveloppes; mais dans l'un ou l'autre cas, le chèque ou l'enveloppe devra porter le nom de l'employé, la date du paiement, la période de travail payé, le montant total gagné par le vendeur; la nature de toute déduction faite sur le salaire doit être clairement indiquée sur le chèque ou sur l'enveloppe: les déductions pour pains et gâteaux retournés doivent également y apparaître mais ne doivent pas, en aucun cas, être considérées comme des courts de perception."

3. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article VI:

"Dans tout établissement où l'on fabrique ou vend du pain, que ce soit au comptoir ou sur les

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December, 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December, 23rd, 1938.

Concerning modifications to the decree relating to the baking industry-Island of Montreal.

No. 2777

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd, (1938), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the following modifications to the decree relating to the baking industry-Island of Montreal, and bearing No. 3405 of December 22nd, 1937:

1. Section II is modified by adding the following paragraph at the beginning of Category "A":

"In all bakeries employing one or two men, there shall be a foreman at the minimum salary of $24.00 per week."

2. The following paragraph is added to Section II:

"The employer shall pay salesmen-employees whether by cheque or money in envelopes; but in either case, the cheque or envelope shall bear the name of the employee, the date of the payment, the working period paid, the total amount earned by the salesman; the nature of any deduction made on the salary shall be clearly indicated on the cheque or envelope: the deductions for bread or cake returned shall also be indicated but shall never be considered as shortage of perception."

3. The following paragraph is added to Section VI:

"In any establishment where bread is made or sold, whether at the counter or on wagons, when

voitures, lorsque la fabrication ou la vente excèdera cent (100) pains par jour, tous les employés de cet établissement seront assujettis à la présente convention au même degré que les employés des boulangeries en général."

4. L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1939, il est toutefois entendu entre les employeurs signataires et le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie Incorporée de discuter à nouveau les conditions de la convention soixante (60) jours avant le 30 juin 1939, si celle-là doit être continuée après cette date."

Certifiée,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

6309-o

the fabrication or sale does not exceed one hundred (100) loaves per day, all employees of said establishment shall be subject to the present agreement in the same manner as employees of bakeries in general.

4. Section XIV is replaced by the following:

"XIV. The present agreement shall come into force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving the present request and shall remain in force until June 30th, 1939, however, it is agreed upon between the contracting employers and "Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie Incorporée" to reconsider the conditions of the agreement sixty (60) days before the 30th of June 1939, if the said agreement is to remain in force after that date.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

6310-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd, 1938.

Concernant les règlements en exécution de la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie.

Concerning the regulations under the Pipe-mechanics' Act.

No 2757

No. 2757

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), expose:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd (1938), sets forth:

Attendu que le Chapitre 176*a* (S.R.Q., 1925), tel qu'édicté par 23 George V, chapitre 69, a été amendé par 24 George V, chapitre 52 (Loi modifiant la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie);

Whereas Chapter 176*a* (R. S. Q. 1925), as enacted by 23 Georges V, chapter 69, has been amended by 24 Geo. V, chapter 52 (an Act amending the pipe-mechanics' Act);

Attendu que la mise à exécution de la Loi nécessite l'addition de nouvelles dispositions et la revision des règlements existants;

Whereas the enforcement of the Act necessitates the addition of new provisions and the revisal of the existing by-laws;

Recommande que les règlements édictés par l'arrêté ministériel No 1117 du 16 mai 1934 soient amendés de la façon suivante:

Recommends that the by-laws enacted by Order-in-Council No. 1117 of the 16th of May 1934 be amended in the following manner:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant les mots "division du métier" ou "division" par les mots "le métier" ou "les métiers".

1. Article 1 is amended by replacing the words "trade division" of "division" by the words "trade" or "trades".

2. Un nouvel article 2 est établi par la sous-classification des licences.

2. A new article 2 is established by the sub-classification of licenses:

Sous-classification des licences

Sub-Classification of Licenses

"2. La sous-classification des licences est répartie comme suit:

"2. The sub-classification of licenses is made as follows:

Pour les entrepreneurs:

For contractors:

EA: Licences d'entrepreneurs ordinaires obtenues pour des fins commerciales;

EA: Ordinary contractors' licenses for commercial purposes;

EB: Licences se rapportant à des travaux techniques spéciaux dans une industrie particulière.

EB: Licenses pertaining to special technical works in a particular industry.

Pour les compagnons:

For Journeymen:

CA: Licences de compagnons travaillant pour le compte des entrepreneurs de la sous-classification "EA".

CA: Licenses of journeymen working for contractors of sub-classification "EA".

Pour les compagnons juniors:

For Improvers:

CA: *Junior:* Après avoir complété un apprentissage de 4 ans, (article 12, section III du cha-

CA: *Junior:* After having completed a 4-year apprenticeship, (article 12, section III of chapter

pitre 176*a*. S.R.Q., 1925) un apprenti pourra obtenir une licence de compagnon junior pour une période d'un an, après avoir subi un examen et avoir été trouvé assez compétent pour obtenir une telle licence.

CB: *Junior*. Après avoir complété un apprentissage de 4 ans (article 12, section III du chapitre 176*a*. S.R.Q., 1925) un apprenti qui aura fait des travaux se rapportant à la sous-classification "CB" pourra obtenir une licence de compagnon junior pour une période d'un an, après avoir subi l'examen d'usage et avoir été accepté par l'examinateur.

Pour obtenir la licence de compagnon "CA" ou "CB" le compagnon junior devra subir un deuxième examen et obtenir le pourcentage requis, tel que déterminé dans les règlements ci-après mentionnés.

CB: Licences de compagnons se rapportant à des travaux techniques spéciaux dans une industrie particulière.

CC: Licences de compagnons préposée aux travaux d'entretien, de plomberie, de chauffage, de réfrigération et de gicleurs automatiques dans les édifices publics et des établissements industriels déterminés.

3. L'article 2 devient l'article 3 suivant:

Honoraires d'émission

3. L'honoraire d'une licence de contracteur EA ou EB sera de:

Un métier	$25 00
Deux métiers	30 00
Trois métiers	35 00
Quatre métiers	40 00

L'honoraire d'une licence de compagnon CA, CA junior, CB, CB junior ou CC sera de:

Un métier	2 00
Deux métiers	2 50
Trois métiers	3 00
Quatre métiers	3 50

L'honoraire d'une licence d'apprenti sera de: 0 25

4. Les articles 3A et 3B suivants sont ajoutés à la suite du nouvel article 3:

3A. Un "Carnet d'apprenti" sera émis en même temps que la licence d'apprenti et devra être conservé par l'employeur durant la période de travail que fera l'apprenti. A l'issue de cette période, le "Carnet d'apprenti" sera retourné à l'employé.

Lorsqu'un entrepreneur aura à son emploi trois compagnons, il aura le droit d'employer en plus un compagnon junior, et, lorsqu'il emploiera cinq compagnons il pourra prendre à son emploi un second compagnon junior.

Pour faire suite à l'alinéa précédent, il est entendu que l'entrepreneur pourra s'assurer les services d'un compagnon junior par chaque cinq compagnons qu'il aura à son emploi.

3B. La licence d'apprenti ne devra être octroyée qu'à un candidat désirant travailler comme apprenti: celui-ci ne devra commencer son apprentissage qu'à l'âge de 16 ans révolus.

5. L'article 3 devient l'article 4.

6. L'article 4 devient le nouvel article 5 suivant:

Renouvellement

5. L'honoraire pour le renouvellement d'une licence de contracteur sera le même que celui exigé pour l'émission.

176*a*, R.S.Q., 1925) an apprentice may obtain an improver's license for a period of one year, after having undergone an examination and found enough qualifications to hold such a license.

CB: *Junior*: After having completed a 4-year apprenticeship, (article 12, section III of chapter 176*a*, (R.S.Q., 1925), an apprentice who may have done any work pertaining to sub-classification "CB" may obtain an improver's license for a period of one year, after having undergone the usual examination and accepted by the examiner.

To obtain "CA" or "CB" journeymen's licenses the improver shall undergo a second examination and obtain the required percentage, as determined by the hereinafter mentioned by-laws.

CB: Licenses of journeymen pertaining to special technical work in a particular industry.

CC: Licenses of journeymen charged with the maintenance, plumbing, heating, refrigerating and sprinkling works in determined public buildings and industrial establishments.

3. Article 2 becomes the following article 3:

Emission Fees

3. The fees for a contractor's license EA or EB shall be:

One trade	$25 00
Two trades	30 00
Three trades	35 00
Four trades	40 00

The fees for a journeymen's license CA, CA junior, CB, CB junior or CC shall be:

One trade	2 00
Two trades	2 50
Three trades	3 00
Four trades	3 50

The fees for an apprentice's license, shall be: 0 25

4. The following articles 3A and 3B are added after the new article 3:

3A. The "apprenticeship booklet" shall be issued at the same time as that of the apprentice's license and shall be kept by the employer during the period of work of the apprentice. At the end of this period, the "apprenticeship booklet" shall be returned to the employee.

A contractor employing three journeymen shall be entitled to an additional improver, and when employing five journeymen he shall be entitled to a second improver.

Following the preceding paragraph, it is understood that a contracter may have one improver per each five journeymen at his service.

3B. The apprentice's license shall be issued only to a candidate wishing to work as apprentice; the latter shall not begin his apprenticeship before 16 years of age.

5. Article 3 becomes article 4.

6. Article 4 becomes the following new article 5:

Renewals

5. The fees for the renewal of a contractor's license, shall be the same as those prescribed for the emission.

L'honoraire pour le renouvellement d'une licence de compagnon sera de:

Un métier	$1.00
Deux métiers	1.50
Trois métiers	2.00
Quatre métiers	2.50

L'honoraire pour le renouvellement d'une licence d'apprenti sera le même que celui exigé pour l'émission.

7. L'article 5 devient l'article 6.

Certifié,
A. MORISSET,
6311-o Greffier du Conseil Exécutif.

The fees for the renewal of a journeyman's license shall be:

One trade	1.00
Two trades	1.50
Three trades	2.00
Four trades	2.50

The fees for the renewal of an apprentice's license shall be the same as those prescribed for the emission.

7. Article 5 becomes article 6.

Certified,
A. MORISSET,
6312-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant une correction au décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Montréal

No 2776.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), la correction suivante au décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Montréal, déclaré obligatoire par l'arrêté ministériel No 1114 du 2 juillet 1938;

Le paragraphe 17 de l'article XVI doit se lire de la façon suivante:

"17. Le travail supplémentaire de l'apprenti sera rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier des apprentis."

Certifié,
A. MORISSET,
6313-o Greffier du Conseil Exécutif.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd, 1938.

Concerning a correction to the decree relating to the building trades in the district of Montreal.

No. 2776

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd, (1938), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI Chapter 52), the following correction to the decree relating to the building trades in the district of Montreal, declared obligatory by Orders-in-Council No. 1114 of the 2nd of July, 1938:

Paragraph 17 of section XVI should read as follows:

"17. Overtime made by an apparentice shall be paid time and one half of the regular wages of the apprentices."

Certified,
A. MORISSET,
6314-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 22 décembre 1938 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 décembre 1938.

Concernant les règlements pris en exécution de la Loi de la sécurité dans les édifices publics.

No 2760

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 22 décembre (1938), recommande:

Que les règlements en exécution de la Loi concernant la sécurité dans les édifices publics (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 176 et amendements), adoptés par l'arrêté ministériel No 535 du 5 mai 1914, amendés par l'arrêté ministériel No 1896 du 16 septembre 1938, soient de nouveau modifiés de la façon suivante:

L'article 68 est remplacé par le suivant:

"68. Dans les édifices publics, en général, les personnes chargées de faire le nettoyage des fenêtres par le dehors doivent ou se servir d'un balcon plate-forme solidement construit, propre à empêcher la chute des personnes ou des objets, ou bien mettre des ceintures de sûreté à la dispo-

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 22nd, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 23rd, 1938.

Concerning the by-laws under the Act respecting the security in public buildings.

No. 2760

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 22nd (1938), recommends:

That the by-laws under the Act concerning the security in public buildings (refunded statutes of Quebec, 1925, chapter 176 and amendments), adopted by Order-in Council No. 535 of the 5th of May 1914, amended by Order-in-Council No. 1896 of the 16th of September 1938, be again modified in the following manner:

Section 68 is replaced by the following:

"68. In public buildings, in general, persons having to do the cleaning of windows from the outside must either use a platform balcony solidly built and fit to prevent the fall of persons or objects, or have safety-belts at the disposal of

sition des laveurs de vitres. Dans ce dernier cas, les fenêtres de tous les édifices publics devront être munies d'ancres ou crochets pour y fixer ces ceintures et, dans le cas de fenêtres trop larges ou à rebord trop étroit, des précautions supplémentaires devront être prises. Le présent article ne s'applique pas aux fenêtres s'ouvrant vers l'intérieur."

Certifié,

A. MORISSET,

6315—o Greffier du Conseil Exécutif

window-washers. In the latter case, the windows of all public buildings shall be equipped with anchors or hooks in order to hold those belts and should windows be too large or too narrow, brimmed, supplementary precautions shall be taken. The present section does not apply to inside opening windows."

Certified,

A. MORISSET,

6316—o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 décembre 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 décembre 1938.

Concernant la Loi de la Taxe sur les Transferts de Valeurs Mobilières.

No 2666

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 21 décembre 1938, expose:

Que se prévalant des pouvoirs conférés par l'article 14 de la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières, chapitre 27, statuts revisés de Québec, 1925, et amendements, les règlements établis par l'arrêté ministériel No 524, en date du 29 avril 1938, soient et sont par les présentes amendés, en y ajoutant, après l'article 10, l'article qui suit:

"10*a*. Toute banque ou compagnie de fidéicommis agissant pour le compte d'une autre personne, société, compagnie ou corporation, en rapport d'aucune vente de valeur ou autre opération mentionnée à l'article 2 de la dite loi, est autorisée d'agir comme percepteur du Bureau du Revenu et comme tel à percevoir en argent la taxe imposée suivant la dite loi et la transmettre au Trésorier Provincial."

Le présent règlement entrera en force aussitôt après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,

6339-o Greffier Conseil Exécutif.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 21st, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on December 22nd, 1938.

Concerning the Security Transfer Tax Act

No. 2666

The Honourable the Treasurer of the Province, in a report dated December 21st, (1938), sets forth:

That acting under the authority of Section 14 of the Security Transfer Tax Act, Chapter 27, Revised Statutes of Quebec, 1925, as amended, the regulations established by Order-in-Council No. 524, of the 29th of April, 1938, be and are hereby amended by adding thereto, after Section 10 thereof, the following section:

"10*a*. Every Bank or Trust Company acting for or on behalf of another person, firm, company or corporation in respect of any security transaction or operation mentioned in Section 2 of this Act, is authorized to act as collector for the Revenue Branch, and, in such capacity, to collect in money the tax imposed under the Act and remit the same to the Provincial Treasurer."

The present regulation shall come into force immediately after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,

(Signed) A. MORISSET.

6340-o Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, dont le siège social est situé à Valleyfield, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2761 du 23 décembre 1938.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"Attendu qu'il est de l'intérêt des barbiers et coiffeurs de la région de Valleyfield, qu'un règlement soit adopté au sujet des qualifications requises pour exercer le métier de barbier dans ladite région.

Department of Labour

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the barbers-hairdressers of Salaberry de Valleyfield, whose corporate seat is in Valleyfield, have been approved by Order-in-Council No. 2761 of the 23rd of December 1938.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"Whereas it is in the interest of barbers and hairdressers in the district of Valleyfield, that a by-law be adopted concerning the qualifications required to carry on the barber trade in the said district:

Il est par les présentes ordonné et statué ce qui suit:

"Nulle personne ne pourra exercer le métier de barbier dans la juridiction territoriale déterminée par la convention collective de travail actuellement en vigueur, savoir la cité de Salaberry de Valleyfield, sans avoir obtenu au préalable une carte de compétence ou certificat de qualification;

Que ladite carte de compétence pourra être accordée par le bureau des examinateurs;

Que le bureau des examinateurs pourra octroyer ladite carte de compétence à tout apprenti sur preuve qu'il a fait un stage de 18 mois dans un salon de barbier et de beauté.

Le bureau des examinateurs sera tenu de délivrer une carte de compétence à tout barbier qui lui apportera la preuve de l'exercice de son métier pendant 24 mois consécutifs;

Les présents règlements valident les cartes de compétence dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme *"bona fide"* par l'honorable ministre du Travail, pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la loi 2, Geo. VI, chapitre 52.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6317-o

The following is hereby ordered and decreed:

Nobody shall be allowed to carry on the barber trade in the territorial jurisdiction determined in the present collective labour agreement actually in force, viz. in the city of Salaberry of Valleyfield, without having previously obtained a certificate of competency or qualification;

That the said certificate of competency may be granted by the Board of examiners;

That the Board of examiners may grant the said certificate of competency to any apprentice on the proof that he has worked for a period of 18 months in a barber shop or beauty parlour.

The Board of examiners shall be obliged to deliver a certificate of competency to any barber on the proof that he has carried on his trade during 24 consecutive months;

The present by-laws render valid the certificates of competency, such issue having been made by labour organizations recognized as *"bona fide"* by the Honourable Minister of Labour, provided that such issuing has taken place prior to the 18th of March 1938, date of assentment of the Act 2 Geo. VI, Chapter 52.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6318-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52) que la constitution et les règlements du comité paritaire du commerce en détail de Québec, dont le siège social est situé à Québec ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2765 du 23 décembre 1938.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"20. Le comité paritaire rend obligatoire pour tout employé défini à l'article II, paragraphe *"b"* dudit décret, la carte ou le certificat de qualification.

La carte de qualification sera octroyée à son gré, quand le patron aura fait son rapport déterminant la fonction et les autres détails nécessaires, par le bureau des examinateurs nommés par le comité paritaire, qui se réserve le droit de faire le changement des examinateurs en tout temps. Le prix de cette carte sera payable par l'employé. Dans un cas où un employeur ou propriétaire d'entreprises privées négligerait de faire ce rapport, le comité se réserve toujours le droit de faire le classement des employés après enquête dans chaque cas et de faire émettre la carte de qualification par les examinateurs.

21. Le comité paritaire, en vertu de l'article 20, paragraphe *"h"* de la loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49, amendée par 2 George VI, chapitre 52), nommera les membres du bureau des examinateurs requis pour la bonne administration du décret.

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Retail Trade of Quebec, whose corporate seat is in Quebec, have been approved by Order-in-Council No. 2765 of the 23rd of December, 1938.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"20. The Joint Committee renders obligatory for any employee defined in paragraph *"b"*, section II of the said decree, the certificate of qualification.

The certificates of qualification shall be granted by his consent, when the employer has presented a report determining the occupation and the other necessary details by the board of examiners appointed by the Joint Committee, who reserves the rights to change the examiners at any time. The fee for this certificate shall be paid by the employee. In case an employer or owner of a private concern neglects to present such a report, the Committee always reserves the right to make the classification of employees after investigation in each case and have the certificate of competency issued by the examiners.

21. The Joint Committee, under section 20, paragraph *"h"* of the Collective Labour Agreements' Act (1 George VI, chapter 49, amended by 2 George VI, chapter 52), shall appoint members, on the Board of examiners, required for the good enforcement of the decree.

22. Le bureau des examinateurs créé en vertu de l'article 20 de la loi des conventions collectives de travail aura le droit d'autoriser un ou des examinateurs d'émettre des cartes de qualification. Ces cartes devront être signées par un examinateur et le secrétaire-trésorier."

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6319-o

22. The Board of examiners created under section 20 of the Collective Labour Agreements' Act shall have the right to authorize one or many examiners to issue certificates of competency. These certificates shall be signed by one examiner and the secretary-treasurer."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6320-o

AVIS

Le ministère du Travail donne avis par la présente que la requête en prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, a été approuvée par l'arrêté ministériel No 2773 du 23 décembre 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6321-o

NOTICE

The Department of Labour hereby gives notice that the request of assessment of the Lithographing Industry Joint Committee for the Province of Quebec, has been approved by Order-in-Council No. 2773 of the 23rd of December, 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6322-o

AVIS

Le ministère du Travail donne avis par la présente que la requête en prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, a été approuvée par l'arrêté ministériel No 2772 du 23 décembre 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6323-o

NOTICE

The Department of Labour hereby gives notice that the request of assessment of the Printing Industry Joint Committee for Montreal and District, has been approved by Order in-Council No. 2772 of the 23rd of December, 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6324-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie des boites, contenants et ustensiles métalliques, dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2763 du 23 décembre 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6325-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Cans, Containers and Metallic Utensils Industry, whose corporate seat is in the city of Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 2763 of the 23rd of December, 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6326-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des Conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'Honorable Ministre du Travail que les employeurs et employés ci-après énumérés, comme parties de première et de seconde part, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"St. Lawrence Glove Works"; "Balcer Glove Mfg. Co., Ltd."; "Ace Glove Works Reg'd."; Trottier & Trottier; "Montreal Glove Works"; Solid Glove Limited"; "Pelletier Glove Mfg.

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the employers and the employees hereinafter enumerated, as parties of the first and second part, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

St. Lawrence Glove Works; Balcer Glove Mfg. Co. Ltd.; Ace Glove Works Reg'd.; Trottier & Trottier; Montreal Glove Works; Solid Glove Limited; Pelletier Glove Mfg. Co. Ltd.; Acme

Co. Ltd."; "Acme Glove Works, Ltd."; "Consumers Glove Company, Limited"; "The Continental Glove Co. Ltd.; "J. A. Ouellette Reg'd;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés de "St. Lawrence Glove Works"; Le Syndicat des Trois-Rivières; Le Syndicat des Tailleurs de Gants de Travail de Montréal;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers et de l'industrie visés suivant les conditions ci-après:—

I. *Définitions :* Pour les fins de la présente convention, le terme "employeur" ou "manufacturier" signifie tout manufacturier qui engage des tailleurs de gants ou qui travaille seul; le terme "employé" ou "tailleur" de gants" signifie tout tailleur de gants de travail, travaillant pour un manufacturier.

II. *Taux de salaires :* Les taux de salaires suivants, majorés de 15%, seront en force du 1er janvier 1939 au 31 décembre 1939.

PEAU DE CHEVAL, PEAU DE VACHE, VENTRE DE VACHE

No de l'opération	*Paume*		
	Complet	*Pouce*	*Dessus*
Mitaines (Cuir)	*Par douzaine de paires*		
1. Mitaines avec pouces renforcis	$0.40	$0.30	$0.10
2. "Choppers" peau de cheval et flanc de vache	0.30	0.19	0.11
3. "Pull-Over" peau de cheval et flanc de vache	0.30	0.19	0.11
4. Mitaines courtes pour hommes	0.25	0.19	0.11
5. "Pull-Over" pour adolescents	0.25	0.15	0.10
6. Mitaines courtes pour adolescents	0.20	0.13	0.07
7. Mitaines courtes à un doigt	0.27	0.19	0.08
8. Mitaines longues à un doigt	0.32	0.22	0.10
9. Mitaines pour enfants	0.18	0.11	0.07
10. Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	0.20	0.11	0.09
11. "Pull-Over" ou "Pull-On" pour enfants	0.20	0.13	0.07
12. "Choppers"—Côté de peau de vache	0.30	0.19	0.11
13. "Pull-Over" ou "Pull-On"—Côté de vache	0.30	0.19	0.11
Gants			
14. "Chicago" longs ou "Plymouth" longues	$0.40	$0.24	$0.16
15. "Chicago" courts ou "Plymouth" courts	0.38	0.23	0.15
16. "Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	0.40	0.30	0.10
17. "Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	0.38	0.28	0.10
18. Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	0.40	0.19	0.21
19. "Ropers" longs	0.50	Pour items	
20. "Ropers" longs, doigts "Gun Cut"	0.52	enlevés ou ajoutés, les	
21. "Ropers" longs à deux doigts	0.48	prix seront fixés en conséquence.	

Glove Works, Ltd.; Consumers Glove Company, Limited; The Continental Glove Co. Ltd.; J. A. Ouellette Reg'd;

And, ON THE OTHER PART :

The St. Lawrence Glove Works Employees Union; Le "Syndicat des Trois-Rivières"; The Montreal Working Gloves Cutters Union;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades and the industry concerned according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of the present agreement, the term "employer" or "manufacturer" means manufacturers who engage glove cutters or who works alone; the term "employee" or "glove cutter' 'means glove cutters working for manufacturers.

II. *Rates of wages:* The following rates of wages with an increase of 15%, will be effective from January 1st, 1939 to December 31st, 1939.

HORSE HIDE, COW HIDE, COW BELLIES

Operation No.	*Leather mitts*	*Palm*	
		Complete thumbs	*backs*
	Per doz. pairs		
1. Patched thumbs mitts	$0.40	$0.30	$0.10
2. Chopper, horse hide and cow bellies	0.30	0.19	0.11
3. Pull-over, horse hide, and cow bellies	0.30	0.19	0.11
4. Men's short mitts	0.25	0.19	0.11
5. Youth's pull-over	0.25	0.15	0.10
6. Youth's short mitts	0.20	0.13	0.07
7. One finger short mitts	0.27	0.19	0.08
8. One finger long mitts	0.32	0.22	0.10
9. Boys' mitts	0.18	0.11	0.07
10. Boys' mitts, two piece backs	0.20	0.11	0.09
11. Boys' pull-over or pull-on mitts	0.20	0.13	0.07
12. Choppers, cow hide sides	0.30	0.19	0.11
13. Pull-over or pull-on, cow hide sides	0.30	0.19	0.11
Gloves			
14. Chicago long or Plymouth long	0.40	0.24	0.16
15. Chicago short or Plymouth short	0.38	0.23	0.15
16. Riveted long or Gun cut long	0.40	0.30	0.10
17. Riveted short or Gun cut short	0.38	0.28	0.10
18. Chicago half die or Plymouth half die	0.40	0.19	0.21
19. Ropers long	0.50	Items added	
20. Ropers long, riveted fingers or Gun cut fingers	0.52	or deducted, prices to be	
21. Two fingers ropers	0.48	fixed accordingly.	

22.	"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	0 32	0 20	0 12	22. Chicago or Plymouth, boys	0 32	0 20	0 12
23.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	0 34	0 18	0 16	23. Chicago half die, or Plymouth half die, boys	0 34	0 18	0 16
24.	"Chicago" ou "Plymouth" pour adolescents	0 35	0 20	0 15	24. Chicago or Plymouth, youth	0 35	0 20	0 15

"CARPINSHOES" FENDUS, "PECCARY" FENDU, PEAU DE CHÈVRE, PEAU DE DAIM

CARPINSHOE SPLITS, PECCARY SPLITS, GOAT, DEERSKIN, BUCKSKIN.

Mitaines—(Cuir)

Leather mitts

25.	"Choppers" et "Pull-Over"	0 36	0 24	0 12	25. Choppers and pull-over	0 36	0 24	0 12
26.	Mitaines pouces renforcis	0 46	0 36	0 10	26. Parched thumbs, mitts	0 46	0 36	0 10
27.	Mitaines courtes pour hommes	0 29	0 19	0 10	27. Men's short mitts	0 20	0 19	0 10
28.	"Pull-Over" pour adolescents	0 31	0 21	0 10	28. Youth's pull over	0 31	0 21	0 10
29.	Mitaines courtes pour adolescents	0 26	0 18	0 08	29. Youth's short mitts	0 26	0 18	0 08
30.	Mitaines courtes à un doigt	0 33	0 24	0 09	30. One finger short mitts	0 33	0 24	0 09
31.	Mitaines longues à un doigt	0 38	0 26	0 12	31. One finger long mitts	0 38	0 26	0 12
32.	Mitaines pour enfants	0 24	0 16	0 08	32. Boys' mitts	0 24	0 16	0 08
33.	Mitaines pour garçons, dessus en deux morceaux	0 26	0 16	0 10	33. Boys' mitts, two piece backs	0 26	0 16	0 10

Gants

Gloves

34.	"Chicago" longs ou "Plymouth" longs	0 46	0 29	0 17	34. Chicago long or Plymouth long	0 46	0 29	0 17
35.	"Chicago" courts ou "Plymouth" courts	0 44	0 28	0 16	35. Chicago short or Plymouth short	0 44	0 28	0 16
36.	"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	0 46	0 35	0 11	36. Riveted long or Gun cut long	0 46	0 35	0 11
37.	"Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	0 44	0 33	0 11	37. Riveted short or Gun cut short	0 44	0 33	0 11
38.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	0 46	0 25	0 21	38. Chicago half die or Plymouth half die	0 46	0 25	0 21
39.	"Ropers" longs	0 56	Pour item enlevés ou ajoutés les prix seront fixés en conséquence.		39. Ropers long	0 56	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
40.	"Ropers" longs, doigts "Gun Cut" ou "Riveted"	0 58			40. Ropers, long, riveted fingers or Gun cut fingers	0 58		
41.	"Ropers" longs à deux doigts	0 54			41. Ropers long, two fingers	0 54		
42.	"Chicago" ou "Plymouth pour enfants	0 38	0 25	0 13	42. Boys Chicago	0 38	0 25	0 13
43.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour adolescents	0 40	0 22	0 18	43. Youth's Chicago half die	0 40	0 22	0 18
44.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	0 40	0 22	0 18	44. Boys' Chicago half die	0 40	0 22	0 18

PEAU DE MOUTON

SHEEPSKIN

Mitaines—(Cuir)

Leather mitts

45.	"Choppers" et "Pull-Over"	0 28	0 18	0 10	45. Choppers and pull over	0 28	0 18	0 10
46.	Mitaines courtes avec pouces renforcis	0 35	0 24	0 11	46. Patched thumbs mitts	0 35	0 24	0 11
47.	Mitaines courtes pour hommes	0 23	0 14	0 09	47. Men's short mitts	0 23	0 14	0 09
48.	"Pull-Over" pour adolescents	0 23	0 15	0 08	48. Youth's pull over	0 23	0 15	0 08
49.	Mitaines courtes pour adolescents	0 20	0 12	0 08	49. Youth's short mitts	0 20	0 12	0 08
50.	Mitaines courtes à un doigt	0 27	0 17	0 10	50. One finger short mitts	0 27	0 17	0 10
51.	Mitaines longues à un doigt	0 30	0 19	0 11	51. One finger long mitts	0 30	0 19	0 11
52.	Mitaines pour enfants	0 18	0 12	0 06	52. Boys' mitts	0 18	0 12	0 06
53.	Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	0 20	0 12	0 08	53. Boys' mitts, two piece backs	0 20	0 12	0 08

Gants

54.	"Chicago" longs ou "Plymouth" longs	0.37	0.22	0.15
55.	"Chicago" courts ou "Plymouth" courts	0.35	0.21	0.14
56.	"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	0.37	0.28	0.09
57.	"Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	0.35	0.26	0.09
58.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	0.37	0.20	0.17
59.	"Ropers" longs	0.50	Pour item enlevés ou ajoutés les prix seront fixés en conséquence.	
60.	"Ropers" longs, doigts "Riveted" ou "Gun Cut"	0.52		
61.	"Ropers" longs à deux doigts	0.48		
62.	"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	0.29	0.15	0.14
63.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	0.29	0.14	0.15
64.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour adolescents	0.29	0.14	0.15

Gloves

54.	Chicago long or Plymouth long	0.37	0.22	0.15
55.	Chicago short or Plymouth short	0.35	0.21	0.14
56.	Riveted long or Gun cut long	0.37	0.28	0.09
57.	Riveted short or Gun cut short	0.35	0.26	0.09
58.	Chicago half die or Plymouth half die	0.37	0.20	0.17
59.	Ropers long	0.50	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
60.	Ropers long, riveted fingers or Gun cut fingers	0.52		
61.	Ropers long, two fingers	0.48		
62.	Boys' Chicago or Boys' Plymouth	0.29	0.15	0.14
63.	Boys' Chicago half die or Plymouth half die	0.29	0.14	0.15
64.	Youth's Chicago half die or Plymouth half die	0.29	0.14	0.15

CUIR FENDU, CÔTÉS OU MORCEAUX
Mitaines—(Cuir)

65.	"Choppers" et "Pull-Over"	0.25	0.16	0.09
66.	Mitaines avec pouces renforcis	0.35	0.24	0.11
67.	Mitaines courtes pour hommes	0.21	0.14	0.07
68.	"Pull-Over" pour adolescents	0.20	0.12	0.08
69.	Mitaines courtes pour adolescents	0.18	0.12	0.06
70.	Mitaines courtes à un doigt	0.25	0.15	0.10
71.	Mitaines longues à un doigt	0.28	0.18	0.10
72.	Mitaines pour enfants	0.16	0.10	0.06
73.	Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	0.18	0.10	0.08
74.	"Pull-Over" pour enfants	0.18	0.11	0.07

BALE AND SIDE SPLIT
Leather mitts

65.	Chopper and pull-over	0.25	0.16	0.09
66.	Patched thumbs mitts	0.35	0.24	0.11
67.	Men's short mitts	0.21	0.14	0.07
68.	Men's short mitts	0.20	0.12	0.08
69.	Youth's short mitts	0.18	0.12	0.06
70.	One finger short mitts	0.25	0.15	0.10
71.	One finger long mitts	0.28	0.18	0.10
72.	Boys' mitts	0.16	0.10	0.06
73.	Boys' mitts, two piece backs	0.18	0.10	0.08
74.	Boys' pull-over	0.18	0.11	0.07

Gants

75.	"Chicago" longs ou "Plymouth" longs	0.35	0.22	0.13
76.	"Chicago" courts ou "Plymouth" courts	0.33	0.20	0.13
77.	"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	0.35	0.26	0.09
78.	"Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	0.33	0.25	0.08
79.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	0.35	0.18	0.17
80.	"Ropers" longs	0.50	Pour items enlevés ou ajoutés les prix seront fixés en conséquence.	
81.	"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	0.26	0.16	0.10
82.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	0.28	0.14	0.14
83.	Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour adolescents	0.28	0.14	0.14

Gloves

75.	Chicago long or Plymouth long	0.35	0.22	0.13
76.	Chicago short or Plymouth short	0.33	0.20	0.13
77.	Riveted long or Gun cut long	0.35	0.26	0.09
78.	Riveted short or Gun cut short	0.33	0.25	0.08
79.	Chicago half die or Plymouth half die	0.35	0.18	0.17
80.	Ropers long	0.50	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
81.	Boys Chicago or Plymouth	0.26	0.16	0.10
82.	Boys' Chicago half die or Plymouth half die	0.28	0.14	0.14
83.	Youth's Chicago half die or Plymouth half die	0.28	0.14	0.14

DISPOSITIONS SPÉCIALES

84. Quand les doigts ou les mitaines pour enfants seront coupés à même les retailles d'habits de cuir, de gants fins, de chaussures ou de pantoufles ou à même toute autre retaille, excepté celles provenant de la coupe de gants de travail faite à la manufacture, les tailleurs recevront les suppléments suivants:

Doigts de gants: $0.10 supplémentaire par douzaine de paires.

Mitaines pour enfants: $0.05 supplémentaire par douzaine de paires sur les prix fixés pour la peau de mouton.

85. Quand les paumes des mitaines d'enfants seront taillées en deux morceaux, les tailleurs recevront, en plus des prix stipulés dans la présente convention pour les mitaines d'enfants, un supplément de $0.04 par douzaine de paires.

86. Le prix complet d'une douzaine de paires de gants ou de mitaines combinées, c'est-à-dire dont les paumes et pouces ne sont pas taillés dans le même cuir que les dessus, sera le même que celui payé pour les gants et les mitaines entièrement taillés dans le cuir des paumes, et pouces des gants ou de mitaines combinés.

Pagodes	*douz. de paires*
87. Grandes	$0.12
88. Moyennes	0.10
89. Petites	0.08
90. Petites pour enfants	0.06

DISPOSITIONS SPÉCIALES

91. Les pagodes en deux morceaux seront payées $0.02 de plus par douzaine de paires que les prix ci-haut mentionnés.

92. Les pagodes taillées dans la peau de vache, les ventres de vache, la peau de cheval et la peau de mouton, si faites pour appareiller les gants, seront payées $0.05 de plus par douzaine de paires que les prix ci-haut mentionnés.

Les pagodes et les doublures de pagodes pour hommes, si taillées dans les retailles d'imitation de cuir et les retailles de cuir à meubles seront payées comme suit:

	douz. de paires
93. Grandes	$0.08
94. Moyennes	0.06
95. Petites	0.05

Les pagodes et les doublures de pagodes pour hommes si taillées dans les retailles d'imitation de cuir et les retailles de cuir à meubles seront payées comme suit:

	douz. de paires
96. Pagodes (emporte pièce No 70)	$0.05

Renforts	
97. Renforts pour paumes	$0.06
98. Renforts pour pouces	0.03
99. Renforts (emporte-pièce No 14)	0.12
100. Renforts (emporte pièce No 76)	0.06
101. Renforts (emporte pièce No 76-4)	0.08
102. Bouts de doigts	0.10

Bandes	
103. Bandes entières	0.04
104. Bandes en deux morceaux	0.05

SPECIAL PROVISIONS

84. When fingers or boys' mitts are cut from cut-scrap, such as garment scrap, fine glove scrap, or any other scrap, except pieces from heavy gloves made while cutting, cutters will receive the following extras:

Glove fingers: $0.10 extra per doz pair.

Boys' mitts: $0.05 extra per doz. pair over sheepskin prices.

85. Boys' mitts palms cut in two pieces will be paid $0.04 extra per dozen of pairs over prices stipulated in the present agreement for youth's mitts.

86. All combination in gloves or mitts should be paid as complete, according to the leather used for palm and thumbs.

Cuffs	*Per doz. pairs*
87. Large	$ 0.12
88. Medium	0.10
89. Small	0.08
90. Small for boys	0.06

SPECIAL PROVISIONS

91. Two piece cuff, per doz. pairs extra—$0.02.

92. When cuffs will be cut from cow hide, horse hide, cow bellies and sheepskin to match the gloves the prices hereinabove specified will be increased by $0.05.

Men's cuff lining and cuffs cut from imitation leather (scrap) and Spanish leather (scrap) will be paid as follows:

	Per doz. pairs
93. Large	0.08
94. Medium	0.06
95. Small	0.05

Boys' cuff lining and cuff, cut from imitation leather (scrap) and Spanish leather (scrap) will be paid as follows:

	Per doz. pairs
96. Cuff, (die No. 70)	0.05

Patches	
97. Palm patch	0.06
98. Thumb patch	0.03
99. Patch (die No. 14)	0.12
100. Patch (die No. 76)	0.06
101. Patch (die No. 76-4)	0.08
102. Tips	0.10

Bands	
103. Full band	0.04
104. Two piece band	0.05

Divers

105. Renforts spéciaux pour mitaines	$0.15
106. Frange	0.06
107. Goussets	0.03
108. Protecteurs	0.03
109. Courroies simples	0.03
110. Courroies doubles	0.06
111. Renforts pour boutons	0.03
112. Gros goussets	0.06
113. Renforts pour poignets de laine ou coton	0.03

Travaux spéciaux

114. Le taillage des échantillons sera rémunéré à raison de $0.50 l'heure.

115. Le taillage au couteau sera rémunéré à raison de $0.50 l'heure.

116. Le taillage des doublures, si fait par un tailleur de gants de travail, sera rémunéré à raison de $0.50 de l'heure.

117. Dos de mitaines en deux morceaux $0.02 extra.

III. *Apprentis:* Les apprentis seront payés comme suit:

	Par semaine
a. Pour le premier semestre	$7.00
b. Pour le second semestre	9.00

Au bout d'un an ils recevront les taux à la pièce ci-haut mentionnés.

c. Tout manufacturier aura droit à un apprenti par chaque dix tailleurs de gants de travail ou fraction de dix.

IV. *Dispositions spéciales: a.* Les tailleurs devront faire leurs réparations gratuitement mais les manufacturiers ne devront pas leur faire payer le matériel que nécessitent ces réparations.

b. Du 1er janvier 1939 au 31 décembre 1939, il y aura 48 heures de travail par semaine. Les manufacturiers voulant faire travailler après les heures régulières devront demander un permis au Comité paritaire chargé de faire observer la présente convention.

c. Les manufacturiers ne devront pas faire tailler leurs gants et mitaines ailleurs que dans leurs ateliers.

d. Le Comité paritaire à être nommé fixera les prix pour les opérations non spécifiées dans la présente convention.

e. Les cités et villes dont la population est de 15,000 âmes ou moins bénéficieront d'une réduction de dix pour cent (10%) de ladite échelle.

V. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale déterminée par le présent décret comprend toute la province de Québec.

VI. La présente convention sera valable à compter du 1er janvier 1939 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939. Elle se renouvellera automatiquement pour une année à moins que l'une des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger au moins trente jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6327—o

Miscellaneous

105. Special mitt patch	0.15
106. Fringe	0.06
107. Gores	0.03
108. Protectors	0.03
109. Single strap	0.03
110. Double strap	0.06
111. Button piece	0.03
112. Gusset big gore	0.06
113. Pull piece	0.03

Special works

114. Samples will be paid 0.50 per hour.

115. Knife cut will be paid $0.50 per hour.

116. Cutting lining if done by a regular glove cutter will be paid $0.50 per hour.

117. Mitts, two piece backs—0.02 extra.

III. *Apprentices:* Apprentices shall be paid as follows:

	Per week
a. For first six months	$ 7.00
b. For second six months	9.00

After one year they shall receive piece work rates hereinabove mentioned.

c. An apprentice shall be allowed for every ten cutters or fraction thereof for any shop.

IV. *Special provisions: a.* The cutter shall without charge, cut the parts needed for his repairs; but the employers shall not charge him for any material.

b. From January 1st, 1939 to December 31st, 1939, there shall be 48 hours of work per week. The manufacturer shall ask for a permit to the Joint Committee to work overtime.

c. The manufacturers must have their gloves and mitts cut in their premises.

d. The Joint Committee to be appointed will fix the prices for operations not hereinabove mentioned.

e. The cities and towns, the population whereof was less than 15,000 souls at the last census of the Dominion of Canada, shall benefit by a reduction of 10% in connection with the rates of wages hereinabove mentioned.

V. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the entire province of Quebec.

VI. The present agreement shall come into force from the 1st of January 1939 and shall remain in force until December 31st, 1939. It shall renew itself automatically for another year unless either party registers its objections to its renewal at least one month before its expiration.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the provisions contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6328-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean, dont le siège social est situé à St-Jean ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2764 du 23 décembre 1938.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"Art. 16. *Carte de qualification*

a) Conformément à l'article 25 de la loi, le comité paritaire rend obligatoire le certificat de qualification pour tous les salariés des métiers énumérés dans le décret (arrêté ministériel No 1983) excepté pour les manœuvres et les journaliers, et ce, dans toutes les municipalités d'une population de 5,000 âmes ou plus dans la juridiction territoriale du présent décret.

b) L'honoraire d'émission du certificat de qualification sera de $2.00 pour les compagnons et les artisans, et $1.00 pour les apprentis qui ne sont pas membres du syndicat signataire de la convention.

c) Cinquante pour cent (50%) de l'honoraire d'émission d'un certificat émis à un ouvrier ne désirant pas faire partie de l'association de son métier sera remis par le comité paritaire au bureau des examinateurs émettant ce certificat, pour les dépenses du dit bureau des examinateurs."

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6329-o

NOTICE

The Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Building Trades of Saint John, whose corporate seat is in the city of St. John, have been approved by Oder-in-Council No. 2764 of the 23rd of December 1938.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"16. *Certificate of qualification*

a) Pursuant to section 25 of the Act, the Joint Committee renders obligatory the certificate of qualification for all the salaried persons of the trades mentioned in the decree (Order-in-Council No. 1983) excepting the labourers and workers, and that, in the municipalities the population whereof is 5,000 souls or over and within the territorial jurisdiction of the present decree.

b) The fee for issuing a certificate of qualification shall be $2.00 for the journeymen and the artisans, and $1.00 for the apprentices not members of the syndicate party to the agreement.

c) Fifty per cent (50%) of the fee for issuing a certificate granted an employee not wishing to be member of the association of his trade, shall be returned by the Joint Committee to the Board of Examiners issuing same, for the expenses of the said Board of examiners."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6330-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des métiers du bâtiment des Trois-Rivières, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2762 du 23 décembre 1938.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"17. Le Comité paritaire décide que dans la ville des Trois-Rivières, municipalité de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, un certificat de qualification est obligatoire pour les salariés exerçant les métiers de briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier, menuisier, peintre, tapisseur.

18. Le Comité paritaire décide de charger le taux d'un ($1.00) dollar pour l'examen d'un ouvrier qualifié et le taux de cinquante ($0.50) centins pour l'examen d'un apprenti."

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 décembre 1938. 6331-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Building Trades of Three Rivers, whose corporate seat is in Three Rivers, have been approved by Order-in-Council No. 2762 of the 23rd of December, 1938.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"17. The Joint Committee decides that in the town of Three Rivers, a municipality of more than five (5,000) thousand souls according to the last census of Canada, a certificate of qualification is compulsory for the salaried persons carrying on the trades of a bricklayer, mason, plasterer, carpenter, joiner, painter, paper hanger.

18. The Joint Committee decides to charge the fee of one ($1.00) dollar for the examination of a qualified workman and the fifty ($0.50) cents for the examination of an apprentice."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 31st, 1938. 6332-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 21 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2671 du 22 décembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 31 décembre 1938.

LOI DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 21

TANNERIES ET CORROIERIES

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, conformément à la Loi des salaires raisonnables (1 Geo. VI, chapitre 50 et amendements) et à la suite du rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et statue que le salaire qui doit être payé aux salariés ci-après désignés et les heures et autres conditions de travail qui doivent être observées, sont ceux ci-après fixés et déterminés aux diverses clauses de la présente ordonnance.

PREMIERE PARTIE

Juridiction

1. *Juridiction industrielle:* La présente ordonnance (No 21) régit les salariés des établissements situés dans la province de Québec où se fait l'un quelconque des ouvrages suivants, sans tenir compte des procédés de travail ou de la nature ou qualité des produits ouvrés, savoir:

a) Le corroyage des peaux;
b) Le tannage des cuirs;
c) La transformation de peaux;
d) Tout ouvrage similaire ou de même nature.

2. *Juridiction territoriale:* Pour l'exécution de cette ordonnance, la province de Québec sera divisée en trois (3) zones, comme suit:

Zone 1: Comprend l'Ile de Montréal et la ville de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'Ile de Montréal et de la cité de Québec.

Zone 2: Toute autre ville ayant une population de 10,000 âmes ou plus.

Zone 3: Le reste de la province de Québec.

L'Office peut, par résolution, transférer en tout ou en partie, une municipalité d'une zone à une autre, la soumettre au régime d'une autre zone, la soustraire à l'application de la présente ordonnance, ou la déclarer régie par toute autre ordonnance de l'Office.

3. *Catégories:* Lesdits salariés sont répartis en six catégories comme suit:

Catégorie I: Les salariés qui ne sont pas mentionnés dans les catégories ci-après;

Catégorie II: Les employés de bureaux (ordonnance No 4, art. 30);

Catégorie III: Les messagers (ordonnance No 4, art. 33 et 40);

Catégorie IV: Les gérants, contremaîtres, surveillants et autres préposés à la direction de l'entreprise ou des salariés;

Catégorie V: Les mécaniciens de machines fixes (ordonnance No 6, articles 1 et 2);

Catégorie VI: Les préposés à l'entretien (ordonnance No 14, art. 4);

Honourable William Tremblay, Minister of Labor of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 21 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 2671 of December 22nd 1938 and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 21st of December 1938.

FAIR WAGE ACT

Ordinance No. 21

TANNERIES AND CURRIERS

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its Members, in conformity with the Fair Wage Act (1 George VI, Chapter 50 and amendments) and following a report from a conciliation committee.

Orders and decrees that the salaries which shall be paid to the wage-earners hereinafter described and the hours and working conditions which shall be observed are those hereinafter fixed and determined in the various clauses of this ordinance.

PART ONE

Jurisdiction

1. *Industrial Jurisdiction:* The present Ordinance (No. 21) governs the wage-earners of establishments situated in the Province of Quebec where any one of the following works is done, whatever the processes, the nature or the quality of the products worked, namely:

a) The curring of hides;
b) The tanning of leather;
c) The transforming of hides;
d) Any similar or kindred work.

2. *Territorial Jurisdiction:* For the purpose of this Ordinance, the Province of Quebec is divised into three (3) zones as follows:

Zone 1: Comprises the Island of Montreal and the city of Quebec and the municipalities totally included within a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal and the city of Quebec.

Zone 2: Any other town with a population of 10,000 persons or more.

Zone 3: The remainder of the Province of Quebec.

The Board may, by resolution, transfer a whole or a part of a municipality from one Zone to another, submit it to the rules of another zone, exempt it from the application of the present Ordinance or declare it to be governed by any other Ordinance of the Board.

3. *Categories:* The said wage-earners are divided into six (6) categories as follows:

Category I: Wage-earners not mentioned in the following categories;

Category II: Office employees (Ordinance No. 4, Article 30);

Category III: Messengers (Ordinance No. 4, Articles 33-40);

Category IV: Managers, foremen, overseers and others charged with the direction of the enterprise or the wage-earners;

Category V: Stationary enginemen (Ordinance No. 6, Articles 1 and 2);

Category VI: Maintenance men (Ordinance No. 14, Article 4);

Catégorie VII: Les gardiens (ordonnance No 4, art. 57);

Catégorie VIII: Les chauffeurs et charretiers et leurs aides (ordonnance No 4, article 36).

Il appartient à l'Office de décider définitivement, par résolution, si un ou des salariés sont compris dans une catégorie ou dans une autre.

4. *Classes*: L'employeur doit répartir ses salariés du même sexe (à l'exclusion de ceux des catégories II, III et IV), en trois classes, de la façon suivante:

Classe A—Pas moins de 60%.
Classe B—Pas plus de 25%.
Classe C—Pas plus de 15%.

DEUXIEME PARTIE

Echelle de salaires et heures de travail

5. *Salaires:*

		Taux horaires		
		Zone 1	*Zone 2*	*Zone 3*
Catégorie I:	Classe A	40c	37c	32c
	Classe B	30c	28c	23c
	Classe C	20c	20c	16c
Catégorie II:				
1ère année d'expérience		15c	15c	15c
2ème année d'expérience		20c	18c	17c
3ème année d'expérience		25c	22c	21c
Catégorie III:		10c	10c	10c

Catégorie IV:

Les taux mutuellement convenus entre l'employeur et ces salariés; toutefois, ils ne doivent pas être inférieurs à $22. par semaine dans la zone I, $20. par semaine dans le zone II et $18. par semaine dans la zone III

Catégorie V:

Les taux établis par l'ordonnance No 6, mais ces salariés entrent dans les pourcentages avec ceux de la catégorie I.

Catégorie VI:

Les taux établis par l'article 59 de l'ordonnance No 4, jusqu'à ce que l'Office édicte, soit par ordonnance, soit par résolution, une règlementation spéciale pour ces salariés; ces derniers entrent dans les pourcentages, avec ceux de la catégorie I.

	Taux horaires		
	Zone 1	*Zone 2*	*Zone 3*
Catégorie VII:	25c	25c	20c
Catégorie VIII:			
Chauffeurs et charretiers	32c	28c	25c
Leurs aides:	20c	18c	15c

6. *Heures de travail:* La semaine normale de travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégories I, II et III: 55 heures;
Catégorie IV: 72 heures;
Catégorie V: Telle que statuée par l'ordonnance No 6;
Catégorie VI: 60 heures;
Catégorie VII: 72 heures;
Catégorie VIII: 60 heures.

7. *Travail supplémentaire:* Les mots "travail supplémentaire" (overtime) désignent tout travail en heure ou fraction d'heure, requis du salarié par l'employeur en une semaine, en plus des heures normales mentionnées à l'article précédent, pour la catégorie dans laquelle il entre. Sauf pour les salariés de la catégorie VII, ces mots comprennent aussi le travail fait le diman-

Category VII: Watchmen (Ordinance No. 4, Article 57);

Category VIII: Chauffeurs and drivers and their helpers (Ordinance No. 4, Article 36).

The Board has the right to decide definitely by resolution whether one or several wage-earners are included in one or another Category.

4. *Classes:* The employer shall divide his wage-earners of the same sex (with the exception of those of Categories (II, III and IV) into three classes in the following manner:

Class A—Not less than 60%.
Class B—Not less than 25%.
Class C—Not more than 15%.

PART TWO

Scales of Wages and Hours of Work

5. *Wages:*

		Hourly Rates		
		Zone 1	*Zone 2*	*Zone 3*
Category I:	Class A	40c	37c	32c
	Class B	30c	28c	23c
	Class C	20c	20c	16c
Category II:				
1st year of experience		15c	15c	15c
2nd year of experience		20c	18c	17c
3rd year of experience		25c	22c	21c
Category III:		10c	10c	10c

Category IV:

The rates mutually agreed upon between the employer and these wage-earners; however they shall not be less than $22 per week in Zone 1, $20 per week in Zone 2 and $18 per week in Zone 3.

Category V:

The rates fixed by Ordinance No. 6 but these wage-earners are included in the percentages with those of Category I.

Category VI:

The rates fixed by article 59 of Ordinance No. 4 until the Board enacts whether by Ordinance or by resolution, a special ruling for these wage-earners; they are included in the percentages with those of Category I.

	Hourly Rates		
	Zone 1	*Zone 2*	*Zone 3*
Category VII:	25c	25c	20c
Category VIII:			
Chauffeurs and drivers	32c	28c	25c
Their helpers	20c	18c	16c

6. *Hours of work:* The regular week of work for wage-earners of each Category is the following:

Categories I, II and III: 55 hours;
Category IV: 72 hours;
Category V: as stated in Ordinance No. 6;
Category VI: 60 hours;
Category VII: 72 hours;
Category VIII: 60 hours.

7. *Overtime:* The word "overtime" means all work done in an hour or fraction of an hour required from the wage-earner by the employer, over regular hours mentioned in the previous article, for the Category to which he belongs. With the exception of wage-earners of Category VII, this word shall also mean work done on Sundays and Holidays hereinafter mentioned,

che et les jours fériés ci-après mentionnés; cependant, ne pourra être considéré comme travail supplémentaire, le travail fait le jour de la fête du Travail et le jour de la Saint-Jean-Baptiste, dans les localités où ces fêtes ne sont pas régulièrement chômées à leur date fixée.

La détermination du temps supplémentaire des salariés de la catégorie V se fera suivant les dispositions de l'ordonnance No 6, sauf que les jours fériés y mentionnés sont remplacés par ceux de l'article 9 ci-après.

however, work done on Labour Day and St. John the Baptist Day shall not be considered as overtime in localities in which these Holidays are not held on the date fixed. Overtime of the wage-earner of Category V shall be fixed according to the provisions of Ordinance No. 6, with the exception that Holidays mentioned in such Ordinance are replaced by those of article 9 following.

8. *Paiement du travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, sauf permission spéciale de l'Office.

Le salaire et demi désigne, suivant le cas, le salaire horaire, fixé par la présente ordonnance, augmenté ou majoré de sa moitié, ou, s'il est supérieur à celui fixé par la présente ordonnance, le salaire horaire payable au salarié augmenté de sa moitié.

Cependant, les règles établies par l'ordonnance No 6 pour le paiement du travail supplémentaire, continuent à s'appliquer aux salariés de la catégorie V.

8. *Payment of overtime:* All overtime shall be paid at the rate of time and one half save by special permission of the Board.

The words "time and one half" mean, according to the case, the hourly wage fixed by the present Ordinance increased by one half of itself, or, if higher than the one fixed by the present Ordinance, the hourly wage paid to the wage-earner, increased by one half of itself.

However, the rules fixed by Ordinance No. 6 for the payment of overtime continue to apply to the wage-earners of Category V.

TROISIEME PARTIE

Dispositions diverses

9. *Jours fériés:* Les jours suivants, quant à l'application de la présente ordonnance, sont déclarés fériés:

Le jour de l'an, l'Epiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, La Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël.

10. *Salaires actuels supérieurs:* Les règles contenues aux articles 61, 62 et 63 de l'ordonnance No 4, régissent les taux de salaire déjà fixés par convention au 1er janvier 1938, s'ils sont supérieurs à ceux fixés par la présente ordonnance.

11. *Exception à l'article 76 de l'ordonnance No 4:* Malgré l'article 76 de l'ordonnance No 4, les salariés du département de la chaux (beam house) peuvent travailler quatre heures au plus le jour de leur repos hebdomadaire.

12. *Aides des salariés:* Tous les salariés des établissements ci-haut décrits, doivent être des salariés du patron desdits établissements, et aucun salarié ne peut avoir d'aide qui ne soit pas un salarié direct du patron.

13. *Nature d'un établissement:* L'Office, par résolution, peut décider définitivement de la nature d'un établissement, le déclarer régi en tout ou en partie par la présente ordonnance, ou par toute autre ordonnance.

14. *Ordonnance No 4:* Les dispositions de l'ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance s'appliquent *mutatis mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance.

Dispositions finales

15. La présente ordonnance (No 21) sera en vigueur pour une période de douze mois à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle* et sera maintenue en vigueur pour une autre période de douze mois, à moins d'arrêté au contraire du lieutenant-gouverneur en conseil ou de résolution au contraire de l'Office.

PART THREE

General Provisions

9. *Holidays:* The following days for the application of the present Ordinance are declared to be Holidays:

New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist, Labour Day, All Saints' Day, The Feast of the Immaculate Conception, Christmas Day.

10. *Higher actual wages:* The rules contained in article 61, 62 and 63 of Ordinance No. 4 shall govern the rates of wages already fixed by agreement on the first of January 1938, if such rates are higher than those fixed by the present Ordinance.

11. *Exception to article 76 of Ordinance No. 4:* Notwithstanding article 76 of Ordinance No. 4 the wage-earners of the beam house may work four hours at the most on their weekly day or rest.

12. *Wage-earners helpers:* All wage-earners of above mentioned establishments shall be wage earners of head of said establishments, and no wage-earner shall be permitted to have a helper which is not a wage-earner under the direct control of the head of said establishments.

13. *Nature of an establishment:* The Board may, by resolution decide definitely on the nature of an establishment, declare it to be governed in whole or in part by the present Ordinance, or by any other Ordinance.

14. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4 of the Board which are not incompatible with those of the present Ordinance, shall apply *mutatis mutandis* to the wage-earners governed by the present Ordinance.

Final Provisions

15. The present Ordinance (No. 21) shall be in force for a period of twelve months from the date of its publication in the *Official Gazette*, and shall be kept in force for a further period of twelve months unless an order of the Lieutenant-Governor in Council or a resolution of the Board is issued to the contrary.

Fait et daté à Montréal, ce 29ème jour de novembre 1938.

Le Président: FERDINAND ROY,
Le Vice-Président: GEORGES CROMP,
Commissaires: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

6333-o

Passed in Montreal, this 29th day of November 1938.

Chairman, FERDINAND ROY.
Vice-Chairman, GEORGES CROMP,
Members of the Board, C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

6334-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 22 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2672 du 22 décembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 31 décembre 1938.

LOI DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 22

BRIQUETERIES, TUILERIES, MANUFACTURES, DE BLOCS DE CONSTRUCTIONS ET AUTRES PRODUITS

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, conformément à la Loi des salaires raisonnables (1 Geo. VI, chapitre 50 et amendements) et à la suite du rapport d'un comité de conciliation.

Ordonne et statue que le salaire qui doit être payé aux salariés ci-après désignés et les heures et autres conditions de travail qui doivent être observées, sont ceux ci-après fixés et déterminés aux diverses clauses de la présente Ordonnance.

PREMIÈRE PARTIE

Juridiction

1. *Juridiction professionnelle:* La présente Ordonnance (No 22) régit les salariés des établissements situés dans la province de Québec où l'on manufacture ou ouvre l'un quelconque des produits suivants, sans tenir compte des procédés de travail ou de la nature ou qualité des produit ouvrés, savoir:

a) les briques de construction;

b) les blocs de construction;

c) les blocs réfractaires d'argile (fireclay fire bricks);

d) les tuiles de terre cuite (terra cotta tiles);

e) les tuiles de drainage (farm tiles);

f) tous produits similaires ou de même nature.

2. *Juridiction territoriale:* Pour l'exécution de cette Ordonnance, la province de Québec sera divisée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I: Comprend l'île de Montréal et la ville de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'Ile de Montréal et de la cité de Québec.

Zone II: Le reste de la province de Québec.

L'Office peut, par résolution, transférer en tout ou en partie, une municipalité d'une zone à une autre, la soumettre au régime d'une autre zone, la soustraire à l'application de la présente Ordonnance, ou la déclarer régie par toute autre ordonnance de l'Office.

Honourable William Tremblay, Minister of Labor of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 22 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 2672 of December 22nd, 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 31st of December, 1938.

FAIR WAGE ACT

Ordinance No. 22

BRICK MANUFACTURES, TILES MANUFACTURES, MANUFACTURES OF BUILDING BLOCKS AND OTHER SIMILAR PRODUCTS.

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, in conformity with the the Fair Wage Act (1 George VI, chapter 50 and amendments) and following the report from a conciliation committee.

Orders and decrees that the salary which shall be paid to the wage-earners hereinafter described and the hours and other working conditions which shall be observed are those hereinafter fixed and determined in the various clauses of the present Ordinance.

PART ONE

Jurisdiction

1. *Professional jurisdiction:* The present Ordinance (No. 22) covers the wage-earners of establishments situated in the Province of Quebec where any one of the following products is manufactured or made, whatever the processes, the nature or the quality of the products worked, namely:

a) building bricks;

b) Buildings blocks;

c) fireclay firebricks;

d) terra cotta tiles;

e) farm tiles;

f) all similar or kindred products.

2. *Territorial Jurisdiction:* For the purpose of this Ordinance, the Province of Quebec is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: Including the Island of Montreal and the City of Quebec and the municipalities totally within a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal and the City of Quebec.

Zone II: The remainder of the Province of Quebec.

The Board may, by resolution, transfer a whole or a part of a municipality from one zone to another, submit it to the rules of another zone, exempt it from the application of the present Ordinance or declare it to be governed by any other Ordinance of the Board.

Deuxième Partie

Catégories et taux de salaires

3. Catégories:	*Taux horaires* Zone I	Zone II	*Heures normales de travail*
Opérateur de machines à fabriquer les blocs de béton	35	31.5c	60
Opérateur de malaxeur	35c	31.5c	60
Opérateur de presse	35c	31.5c	60
Opérateur de machine à fabriquer la brique	35c	31.5c	60
Opérateur de pelle	45c	40.5c	60
Opérateur de tamis	30c	27c	60
Opérateur de petrin (pug mill)	32c	29c	60
Opérateur de cylindre et de bassin (roll & pan operator)	32c	29c	60
Opérateur de déchargeur (off bearer)	33c	30c	60
Opérateur de transporteur (transfer operator)	30c	27c	60
Opérateur de pelle et de grue électrique	35c	31.5c	60
Convoyeur de la presse à sec (dry press trucker)	30c	27c	60
Convoyeur de ciment	32c	29c	60
Préposé à la fournée (batcher)	35c	31.5c	60
Mouleur (moulder)	30c	27c	60
Aide-opérateur de machine ci-haut mentionnée	30c	27c	60
Déchargeur de four	35c	31.5c	60
Chargeur de camion	30c	27c	60
Préposé à la trémie (hopper man)	30c	27c	60
Mécanicien de locomotive	35c	31.5c	60
Serre-frein	30c	27c	60
Préparateur de four (kiln setter)	35c	31.5c	60
Mécanicien du fond (pitman)	30c	27c	60
Journalier et ouvrier non autrement spécifié	30c	27c	60
Machiniste	44c	40c	60
Chauffeur et charretier (ord. 4, art. 36)	30c	27c	72
Aides des chauffeurs et chartiers (ord. 4, art. 36)			
Préposés à la cuisson de la brique (brick burner)	33c	30c	84
Fabricant de gaz (gas maker)	33c	30c	84
Chauffeur de sèchoir (dryer fireman)	30c	27c	84
Chauffeur (coal man)	30c	27c	84
Gardien (de jour) (ord. No 4, art. 57)	27c	24c	84
Gardien (de nuit) Ord. No 4, art. 57	$20 par semaine	$18 par semaine	84

Préposé à l'entretien (Ord. 14, art. 4): Leur taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à 35c dans la zone I et 31½c dans la zone II, jusqu'à ce que l'Office édicte, soit par ordonnance, soit par résolution, une règlementation spéciale pour ces salariés.

Leur semaine normale de travail est de 72 heures.

Mécanicien de machines fixes (ord. No 6, art. 1 et 2): Les taux établis par l'ordonnance No 6.

Employés de bureaux: (Ord. No 6, Art. 30)

Bureau de ville: Avec semaine normale de 48 heures.

Part Two

Categories and rates of work

3. Categories:	*Rates per hour* Zone I	Zone II	*Hours of work per regular week*
Concrete block machine operator	35c	31.5c	60
Mixer operator	35c	31.5c	60
Press operator	35c	31.5c	60
Brick Machine operator	35c	31.5c	60
Shovel operator	45c	40.5c	60
Screen operator	30c	27c	60
Pug mill	32c	29c	60
Rolls and pen operator	32c	29c	60
Off bearer operator	33c	30c	60
Transfer operator	30c	27c	60
Electric crane and shovel operator	35c	31.5c	60
Dry press trucker	30c	27c	60
Concrete wheeler	32c	29c	60
Batcher	35c	31.5c	60
Moulder	30c	27c	60
Machine operator helper	30c	27c	60
Kiln discharger	35c	31.5c	60
Truck loader	30c	27c	60
Hopper man	30c	27c	60
Locomotive engineer	35c	31.5c	60
Brakeman	30c	27c	60
Kiln setter	35c	31.5c	60
Pit men	30c	27c	60
Laborer and worker not otherwise specified	30c	27c	60
Machinist	44c	40c	60
Chauffeurs and drivers (Ord. No. 4, Art. 36)	30c	27c	72
Chauffeurs and drivers helpers (Ord. No. 4, Art. 36)			
Brick burner	33c	30c	84
Gas maker	33c	30c	84
Dryer fireman	30c	27c	84
Coal man	30c	27c	84
Watchman (day) (Ord. No. 4, Art. 57)	27c	24c	84
Watchman (night (Ord. No. 4, Art. 57)	$20 per week	$18 per week	84

Maintenance Man (Ord. 14, Art. 4): Their rates of wages must not be less than 35c in Zone I and 31½c in Zone II until the Board enacts whether by Ordinance or by resolution a special ruling for these wage-earners.

The number of hours of work for a regular week shall be seventy-two (72).

Stationary Enginemen (Ord. No. 6, Art. 1 and 2): The rates fixed by Ordinance No. 6.

Office employees (Ord. No. 4, Art. 30):

City office: With a regular week of 48 hours.

	A l'heure	*A la semaine*	*Au mois*	*A l'année*
Villes dans l'île de Montréal	25c	12 00	52 00	$625
Ville de Québec	22½c	10 80	47 00	$560
Bureau de manufacture: Avec semaine normale de 60 heures:				
Zone I	25c	12 00	52 00	$625
Zones II	22½c	10 80	47 00	$560

Messager (ord. No 4, art. 33 et 40): 15c l'heure, avec semaine normale de 48 heures si attaché au bureau de ville et 60 heures si attaché à la manufacture.

Gérant, contremaître, surveillant, et autres préposés à la direction de l'entreprise ou des salariés: Les taux mutuellement convenus entre l'employeur et ces salariés; toutefois, ils ne doivent pas être inférieurs à $22 par semaine dans la zone I et $20 par semaine dans la zone II.

L'Office peut, par résolution, adopter de nouvelles catégories, en fixer les taux, et décider définitivement et péremptoirement si un ou des salariés sont inclus dans une catégorie ou dans une autre.

4. *Heures de travail:* Pour la détermination des heures de travail, l'article 64 de l'ordonnance No 4 s'applique mais en retranchant le membre de phrase suivant:

"y compris le temps où, appelé par une certaine heure, il attend qu'on l'emploie".

5. *Travail supplémentaire:* Les mots "travail supplémentaire" (overtime) désignent tout travail en heure ou fraction d'heure requis du salarié par l'employeur.

a) en une semaine, en plus des heures fixées pour la semaine normale de chaque salarié ou

b) en un jour, en plus de dix (10) heures de travail ou de douze (12) heures pour les salariés dont la semaine normale est fixée à 72 ou 84 heures.

Pour les salariés payés à la pièce, les heures de travail supplémentaire doivent être considérées comme heures de travail normales et rétribuées comme telles. La même règle s'applique à tout salarié, sauf le mécanicien de machines fixes, pour les heures de travail faites pour compenser les arrêts de machines ou de production dus à la force majeure.

La détermination du temps supplémentaire des mécaniciens de machines fixes se fait suivant les dispositions de l'ordonnance No 6.

6. *Paiement du travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, sauf permission spéciale de l'Office.

Le salaire et demi désigne, suivant le cas, le salaire horaire fixé par la présente ordonnance, augmenté ou majoré de sa moitié, ou, s'il est supérieur à celui fixé par la présente ordonnance, le salaire horaire payable au salarié augmenté de sa moitié.

Cependant, les règles établies par l'ordonnance No 6 pour le paiement du travail supplémentaire, continuent à s'appliquer aux mécaniciens de machines fixes.

7. *Salaires actuels supérieurs:* Les règles contenues aux articles 61, 62 et 63 de l'ordonnance No 4, régissent les taux de salaire déjà fixés par convention, au 1er janvier 1938, s'ils sont supérieurs à ceux fixés par la présente ordonnance.

8. *Modification des taux à la pièce:* L'employeur peut modifier en tout temps les taux fixés de

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Towns in the Island of Montreal	25c	12 00	52 00	$625
City of Quebec	22½c	10 80	47 00	$560
Plant Office: With a regular week of 60 hours:				
Zone I	25c	12 00	52 00	$625
Zone II	22½c	10 80	47 00	$560

Messenger (Ord. No. 4, Art. 33 and 40): 15c per hour with a regular week of 48 hours if he belongs to a city and 60 hours if he belongs to a plant.

Manager, foreman, overseer and others charged with the direction of the entreprise or the wage-earners: The rates mutually agreed upon between the employer and these wage-earners: however, they shall not be less than $22 per week in Zone I and $20 per week in Zone II.

The Board may, by resolution, adopt new categories, fix rates thereto and decide definitely and peremptorily, whether one or many wage-earners are included in one category or another.

4. *Hours of work:* Article 64 of Ordinance No. 4 applies for the fixation of hours of work but the following words thereof must be stricken out: "including the time when called for a certain hour, he waits for work".

5. *Overtime:* The word "overtime" means all work done in an hour or fraction of an hour required form the wage-earner by the employer:

a) in any one week over the number of hours fixed for the regular week of work of every wage-earner or

b) in any one day over ten (10) hours of work or twelve (12) hours for the wage-earners whose regular week is fixed at 72 or 84 hours.

Overtime for piece workers may be considered as regular time and paid as such. The same rule applies to any wage-earner but the stationary engineman, for hours of work done to make up the interruptions in machinery or production due to superior force.

Overtime of stationary enginemen is fixed according to the provisions of Ordinance No. 6.

6. *Payment of overtime:* All overtime shall be paid at the rate of time and one half save by special authorization of the Board.

The words "time and one half" mean, according to the case, the hourly wage fixed by the present Ordinance, increased by one half of itself or, if higher than the one fixed by the present Ordinance, the hourly wage paid to the wage-earner, increased by one half of itself.

However, the rules fixed by Ordinance No. 6 for the payment of overtime shall continue to apply to stationary enginemen.

7. *Higher actual wages:* The rules contained in articles 61, 62 and 63 of Ordinance No. 4 shall govern the rates of wages already fixed by agreement on the first of January 1938, if such rates are higher than those fixed by the present Ordinance.

8. *Change in piece-work rates:* The employer has the right to modify at any time the rates

temps à autre pour le travail à la pièce, pourvu qu'il en notifie l'Office qui peut rétablir d'autres taux s'il juge qu'il y a abus.

9. *Repos hebdomadaire:* Malgré l'article 76 de l'ordonnance No 4, l'employeur peut compenser par autant de jours de vacances à prendre au cours de l'année les jours de repos hebdomadaire des gardiens, des salariés du département de la cuisson, des sècheurs (dryers) et des chauffeurs de sèchoir.

10. *Retenues sur salaires:* L'employeur est autorisé à retenir sur le salaire payable à ses salariés, en plus des item mentionnés à l'article 101 de l'ordonnance No 4, et aux conditions établies par l'article 10 de cette ordonnance, le loyer des maisons qu'il loue à ses salariés.

11. *Echéance du salaire:* Le salaire doit être payé au moins à tous les quinze (15) jours.

12. *Nature d'un établissement:* L'Office, par résolution, peut décider définitivement la nature d'un établissement, le déclarer régi en tout ou en partie par la présente ordonnance, ou par toute autre ordonnance.

13. *Ordonnance No 4:* Les dispositions de l'ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance.

Dispositions finales

14. La présente ordonnance (No 22) sera en vigueur pour une période de douze (12) mois, à compter de sa publication dans la *Gazette officielle*, et sera maintenue en vigueur pour une autre période de douze (12) mois, à moins d'arrêté au contraire du lieutenant-gouverneur en conseil ou de résolution au contraire de l'Office.

Fait et daté à Montréal, ce 29ème jour de novembre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGE CROMP,
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

6335-o

fixed for piece-work from time to time, provided he notifies the Board of same and the Board may establish rates if they deem there are abuses.

9. *Weekly rest:* Notwithstanding the provisions of article 76 of Ordinance No. 4, the employer has the right to make up by as many holidays to be taken during the year, the weekly days of rest of watchmen, brick burners, dryers and dryer firemen.

10. *Deductions from wages:* The employer is authorized to deduct from the salary to be paid to his wage-earners, besides the items mentioned in article 101 of Ordinance No. 4, subject to the conditions set forth by article 10 of this Ordinance, the rent for houses leased to his wage-earners.

11. *Time of payment:* Wages must be paid at least fortnightly.

12. *Nature of an establishment:* The Board may, by resolution, decide definitely on the nature of an establishment, declare it to be governed, in whole or in part, by the present Ordinance, or by any other Ordinance.

13. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4 of the Board, which are not incompatible with those of the present Ordinance, shall apply *mutatis mutandis* to the wage-earners governed by the present Ordinance.

Final Provisions

14. The present Ordinance (No. 22) shall be in force for a period of twelve (12) months from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall be kept in force for a further period of twelve (12) months unless an order from the Lieutenant-Governor in Council or a resolution of the Board is issued to the contrary.

Passed in Montreal, this 29th day of November, 1938.

Chairman: FERDINAND ROY,
Vice-Chairman: GEORGES CROMP.
Members of the Board: C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

6336-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 24 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2673 du 22 décembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 31 décembre 1938.

LOI DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 24

MANUFACTURES DE PORTES, CHASSIS ET PRODUITS DE BOIS POUR LES CONSTRUCTIONS

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, conformément à la Loi des salaires raisonnables (1 Georges VI, chapitre 50 et amendements) et à la suite du rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et statue que le salaire qui doit être payé aux salariés ci-après désignés et les heures et autres conditions de travail qui doivent être observées, sont ceux ci-après fixés et déterminés aux diverses clauses de la présente ordonnance.

Honourable William Tremblay, Minister of Labor of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 24 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 2673 of December 22nd 1938 and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 31st of December 1938.

FAIR WAGE ACT

Ordinance No. 24

MANUFACTURES OF DOORS, SASHES AND WOOD BUILDING PRODUCTS

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, in conformity with the Fair Wage Act (1 George VI, Chapter 50 and amendments) and following the report from a Conciliation Committee,

Orders and decrees that the salary which shall be paid to the wage-earners hereinafter designated and the hours and other working conditions which shall be observed are those hereinafter fixed and determined in the various clauses of the present Ordinance.

PREMIERE PARTIE

Juridiction

1. *Juridiction professionnelle:* La présente ordonnance (No 24) régit les salariés des établissements situés dans la province de Québec où l'on fait ou ouvre l'un quelconque des ouvrages ou produits suivants, sans tenir compte des procédés de travail ou de la qualité des produits ouvrés, savoir:

a) Les ouvrages de bois à incorporer aux fonds de terre et construction à y placer à perpétuelle demeure (Art. 379, C. c.) tels que moulures escaliers, cache-radiateurs, cheminées, cloisons, poutres, accessoires muraux, autels, montres et armoires;

b) Les ouvrages de bois servant ou utilisés pour l'ameublement de constructions;

c) Les portes et châssis de bois;

d) Tout ouvrage ou produit similaire ou de même nature.

2. *Juridiction territoriale:* Pour l'exécution de cette ordonnance, la province de Québec est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone un (I): Les établissements situés dans l'Ile de Montréal, la cité de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles des limites de l'Ile de Montréal et de la cité de Québec.

Zone deux (II): Les établissements situés dans les autres municipalités de cinq mille (5,000) ou plus de population ou employant dix (10) salariés ou plus durant au moins six (6) mois de l'année.

Zone trois (III): Les établissements situés dans le reste de la province.

L'Office peut, par résolution, transférer en tout ou en partie, un établissement d'une zone à une autre, le soumettre au régime d'une autre zone, le soustraire à l'application de la présente ordonnance, ou le déclarer régi par toute autre ordonnance de l'Office.

3. *Catégories:* Lesdits salariés sont répartis en onze catégories comme suit:

Catégorie un (I): Les salariés qui ne sont pas mentionnés dans les catégories ci-après;

Catégorie deux (II): Les apprentis;

Catégorie trois (III): Les employés de bureaux (Ordonnance No 4, art. 30);

Catégorie quatre (IV): Les messagers (Ordonnance No 4, art. 33 et 40);

Catégorie cinq (V): Les gérants, contremaîtres, surveillants et autres préposés à la direction de l'entreprise ou des salariés;

Catégorie six (VI): Les gardiens (Ordonnance No 4, art. 57);

Catégorie sept (VII): Les préposés à l'entretien (Ordonnance No 14, art. 4);

Catégorie huit (VIII): Les mécaniciens de machines fixes (Ordonnance No 6, art. 1 et 2);

Catégorie neuf (IX): Les mesureurs (measurers or scalers);

Catégorie dix (X): Les journaliers;

Catégorie onze (XI): Les chauffeurs et charretiers et leurs aides (Ordonnance No 4, art. 36).

L'Office peut, par résolution, adopter de nouvelles catégories, en fixer les taux et décider définitivement et péremptoirement si un ou des salariés sont inclus dans une catégorie ou dans une autre.

PART ONE

Jurisdiction

1. *Professional jurisdiction:* The present Ordinance (No. 24) governs the wage-earners of establishments situated in the Province of Quebec where any one of the following works or products is made or worked, whatever the processes of work or the quality of the products worked namely:

a) Wooden works to be incorporated in rea property and building to be placed therewith for a permanency (Art. 379, c.C.) such as mouldings, stairways, radiator covers, mantlepieces, wall divisions, beams, wall fixtures, altars, showcases and cupboards;

b) Wooden works used or utilized to furnish buildings;

c) Wooden doors and sashes;

d) Any similar or kindred work or products.

2. *Territorial jurisdiction:* For the purpose of this Ordinance, the Province of Quebec is divided into three (3) zones as follows:

Zone one (I): The establishments situated in the Island of Montreal, the city of Quebec and the municipalities totally located within a radius of ten (10) miles from the limits of the Island of Montreal and the city of Quebec.

Zone two (II): The establishments situated in the other municipalities of 5,000 or more of population which employ ten (10) wage-earners or more during at least six (6) months per year.

Zone three (III): The establishments situated in the remainder of the Province.

The Board, may, by resolution, transfer a whole or a part of a municipality from one zone or another, submit it to the rules of another zone, exempt it from the application of the present Ordinance or declare it to be governed by any other Ordinance of the Board.

3. *Categories:* The said wage-earners are divided into eleven categories as follows:

Category one (I): Wage earners not mentioned in the following categories;

Category two (II): Apprentices;

Category three (III): Office employees (Ordinance No. 4, art. 30);

Category four (IV): Messengers (Ordinance No. 4, art. 33 & 40);

Category five (V): Managers, foremen, overseers and others charged with the direction of the enterprise or the wage-earners;

Category six (VI): Watchmen (Ordinance No. 4, art. 57);

Category seven (VII): Maintenance men (ordinance No. 14, art. 4);

Category eight (VIII): Stationary enginemen (Ordinance No. 6, art. 1 & 2);

Category nine (IX): Measurers or scalers;

Category ten (X): Labourers;

Category eleven (XI): Chauffeurs and drivers and their helpers (Ordinance No. 4, art. 36).

The Board may, by resolution, adopt new categories, fix rates thereto and decide definitively and peremptorily if one or many wage-earners are included in one category or another.

DEUXIEME PARTIE

Echelle de salaire et heures de travail

4. *Salaires:* Les salaires desdits salariés sont fixés ainsi qu'il suit:

Catégorie un (I): Zone un (I), trente-huit cents (38c), de l'heure; zone deux (II), trente-quatre cents (34c) et zone trois (III), trente-deux cents (32c).

Catégorie deux (II): *Première année d'expérince:* zones un (I), deux (II) et trois (III), quinze cents (15c) de l'heure;

Deuxième année d'expérience: zone un (I), vingt cents (20c) de l'heure; zone deux (II), dix-huit cents (18c) et zone trois (III), dix-sept cents (17c);

Troisième année d'expérience: zone un (I), vingt-cinq cents (25c) de l'heure; zone deux (II), vingt-deux cents (22c) et zone trois (III), vingt et une cents (21c);

Quatrième année d'expérience: zone un (I), trente-deux cents (32c) de l'heure; zone deux (II) vingt-huit cents (28c) et zone trois (III), vingt-cinq cents (25c).

Catégorie trois (III): *Avec moins d'un an d'expérience:* zone un (I), dix-sept cents (17c) de l'heure; zones deux et trois (II & III), quinze cents (15c);

Avec moins de deux ans d'expérience: zone un (I) vingt cents (20c) de l'heure; zone deux (II), dix-huit cents (18c) et zone trois (III), dix-sept cents (17c);

Avec plus de deux ans d'expérience : zone un (I), vingt-cinq cents (25c) de l'heure; zone deux (II), vingt-deux cents et demi (22½c) et zone trois (III), vingt cents (20c);

Catégorie quatre (IV): Zones un (1), deux(II) et trois (III), dix cents (10c) de l'heure;

Catégorie cinq (V): Les taux mutuellement convenus entre l'employeur et ces salariés; toutefois, ils ne doivent pas être inférieurs à vingt-deux dollars ($22.) par semaine dans la zone un (I), vingt dollars ($20.) par semaine dans la zone deux (II) et dix-huit dollars ($18.) par semaine dans la zone trois (III);

Catégorie six (VI): Zones un (I) et deux (II), vingt-cinq cents (25c) de l'heure et zone trois (III) vingt cents (20c);

Catégorie sept (VII): Les taux établis par l'article cinquante-neuf (59) de l'Ordonnance No 4, jusqu'à ce que l'Office édicte, soit par ordonnance, soit par résolution, une règlementation spéciale pour ces salariés;

Catégorie huit (VIII): Les taux établis par l'Ordonnance No 6;

Catégorie neuf (IX): Zone un (I), quarante cents (40c) de l'heure; zone deux (II), trente-huit cents (38c) et zone trois (III), trente-cinq cents (35c);

Catégorie dix (X): Zone un (I), trente-deux cents (32c) de l'heure; zone deux (II), vingt-huit cents (28c) et zone trois (III), vingt-cinq cents (25c);

Catégorie onze (XI): Zone un (I), trente-deux cents (32c) de l'heure; zone deux (II), vingt-huit cents (28c) et zone trois (III), vingt-cinq cents (25c).

5. *Semaine normale de travail :* La semaine normale de travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie un (I): cinquante (50) heures;
Catégorie deux (II): cinquante (50) heures;
Catégorie trois (III): cinquante (50) heures;
Catégorie quatre (IV): cinquante (50) heures;
Catégorie cinq (V): soixante (60) heures;

PART TWO

Scale of wages and hours of work

4. *Wages*: The wages of the said wage-earners are fixed as follows:

Category one (I): Zone one (I), thirty-eight cents (38c) per hour; zone two (II), thirty-four cents (34c) and zone three (III), thirty-two cents (32c).

Category two (II): *First year of experience:* zones one (I), two (II) and three (III), fifteen cents (15c) per hour;

Second year of experience : zone one (I), twenty cents (20c) per hour; zone two (II), eighteen cents (18c) and zone three (III), seventeen cents (17c);

Third year of experience : zone one (I), twenty-five cents (25c) per hour; zone two (II), twenty-two cents (22c) and zone three (III), twenty-one cents (21c);

Fourth year of experience : zone one (I), thirty-two cents (32c) per hour; zone two (II), twenty-eight cents (28c) and zone three (III), twenty-five cents (25c).

Category three (III): *With less than one year of experience:* zone one (I), seventeen cents (17c) per hour; zones two and three (II & III), fifteen cents (15c);

With less than two years of experience: zone one (I), twenty cents (20c) per hour; zone two (II), eighteen cents (18c) and zone three (III), seventeen cents (17c);

With more than two years of experience: zone one (I), twenty-five cents (25c) per hour; zone two (II), twenty-two cents and a half (22½c) and zone three (III), twenty cents (20c).

Category four (IV): Zones one (I), two (II) and three (III), ten cents (10c) per hour;

Category five (V): The rates mutually agreed upon between the employer and these wage-earners; however, they shall not be less than twenty-two dollars ($22) per week in zone one (I), twenty dollars ($20) per week in zone two (II) and eighteen dollars ($18) per week in zone three (III);

Category six (VI): Zones one (I) and two (II), twenty-five cents (25c) per hour and zone three (III) twenty cents (20c);

Category seven (VII): The rates fixed by article 59 of Ordinance No. 4 until the Board enacts whether by Ordinance or resolution, a special ruling for these Wage-earners;

Category eight (VIII): The rates fixed by Ordinance No. 6;

Category nine (IX): Zone one (I), forty cents (40c) per hour; zone two (II), thirty-eight cents (38c) and zone three (III), thirty-five cents, (35c);

Category ten (X): Zone one (I), thirty-two cents (32c) per hour; zone two (II), twenty-eight cents (28c) and zone three (III), twenty-five cents (25c);

Category eleven (XI): Zone one (I), thirty-two cents (32c) per hour; zone two (II), twenty-eight cents (28c) and zone three (III), twenty-five cents (25c).

5. *Regular week of work :* The regular week of work for the wage-earners in every category is the following:

Category one (I): fifty (50) hours;
Category two (II): fifty (50) hours;
Category three (III): fifty (50) hours;
Category four (IV): fifty (50) hours;
Category five (V): sixty (60) hours;

Catégorie six (VI): soixante-douze (72) heures.
Catégorie sept (VII): cinquante six-(56) heures.
Catégorie huit (VIII): telle que statué par l'Ordonnance No 6;
Catégorie neuf (IX): 50 heures.
Catégorie dix (X): 50 heures.
Catégorie onze (XI): 60 heures.

6. *Travail supplémentaire:* Les mots "travail supplémentaire" (*overtime*) désignent tout travail en heure ou fraction d'heure requis du salarié par l'employeur

a) En une semaine, en plus des heures fixées pour la semaine normale de chaque salarié, ou

b) en un jour, en plus de dix (10) heures, sauf si le total des heures de la semaine est égal à la semaine normale d'un salarié, alors que le seul travail supplémentaire donnant droit à majoration est celui du paragraphe précédent (*a*);

c) en un jour, en plus de douze (12) heures, dans tous les cas.

La détermination du temps supplémentaire de mécaniciens de machines fixes se fait suivant les dispositions de l'Ordonnance No 6.

7. *Paiement du travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, sujet toutefois aux dispositions de l'article 79 de l'Ordonnance No 4.

Le salaire et demi désigne, suivant le cas, le salaire horaire fixé par la présente ordonnance, augmenté ou majoré de sa moitié, ou, s'il est supérieur à celui fixé par la présente ordonnance, le salaire horaire payable au salarié augmenté de sa moitié.

Cependant, les règles établies par l'Ordonnance No 6 pour le paiement du travail supplémentaire, continuent à s'appliquer aux mécaniciens de machines fixes.

8. *Minimum de salaire par jour:* La règle de l'article 65 de l'Ordonnance No 4 s'applique aux salariés couverts par la présente ordonnance.

9. *Nombre d'apprentis:* Le nombre de ceux qui peuvent être classés comme apprentis (catégorie II) est limité à au plus un par chaque six salariés employés par le même chef d'entreprise et entrant dans la catégorie I.

10. *Période d'apprentissage:* La période d'apprentissage est de quatre (4) années, incluant le travail dans tout établissement, sujet à la présente ordonnance.

11. *Age des apprentis:* Le salarié entrant en apprentissage ne devra pas être âgé de moins de 16 ans révolus ni de plus de 25 ans révolus.

12. *Registre d'apprentissage:* Un registre d'apprentissage doit être tenu conformément aux dispositions de l'article 113 de l'ordonnance No 4 et l'employeur doit, sur demande, fournir à tout salarié un certificat établissant le temps où il fut à son emploi.

13. *Nature d'un établissement:* L'Office, par résolution, peut décider définitivement la nature d'un établissement, le déclarer régi, en tout ou en partie, par la présente ordonnance, ou par toute autre ordonnance.

14. *Ordonnance No 4:* Les dispositions de l'Ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance.

Category six (VI): seventy-two (72) hours;
Category seven (VII): fifty-six (56) hours;
Category eight (VIII): As stated by Ordinance No. 6;
Category nine (IX): Fifty (50) hours;
Category ten (X): Fifty (50) hours;
Category eleven (XI): Sixty (60) hours;

6. *Overtime:* the word "overtime" means all work done in an hour or fraction of an hour, required from the wage-earner by the employer.

a) in any one week over the number of hours fixed for the regular week of work of every wage-earner, or

b) in any one day, over ten (10) hours except if the total number of hours in the week equals the regular week of a wage-earner, when the only overtime requiring an increase is that of the previous paragraph (*a*);

c) in any one day over twelve (12) hours in all cases.

Overtime for stationary enginemen is fixed according to the provisions of Ordinance No. 6.

7. *Payment of overtime:* All overtime shall be paid at the rate of time and one half subject, however, to the provisions of Article 79 of Ordinance No. 4.

The words "time and one half" mean, according to the case, the hourly wage fixed by the present Ordinance, increased by one half of itself, or if higher than the one fixed by the present Ordinance, the hourly wage paid to the wage-earner, increased by one half of itself.

However, the rules fixed by Ordinance No. 6 for the payment of overtime shall continue to apply to stationary enginemen.

8. *Minimum wage per day:* The rules fixed by Article 65 of Ordinance No. 4, shall apply to the wage-earners covered by the present Ordinance.

9. *Number of apprentices:* The number of those who may be classed as apprentices (Category II), is limited to not more than one per six (6) wage-earners employed by the same head of enterprise and belonging to Category I.

10. *Period of apprenticeship:* The period of apprenticeship is of four years including all work done in any establishment subject to the present Ordinance.

11. *Age of apprentices:* The wage-earner, beginning his apprenticeship, must have completed his sixteenth year of age at the least, or his twenty-fifth year of age at the most.

12. *Record of apprenticeship:* A record of apprenticeship must be kept in conformity with the provisions of Article 113 of Ordinance No. 4, and the employer must, when requested, supply such wage-earner with a certificate establishing the time of his employment.

13. *Nature of an establishment:* The Board may, by resolution, decide definitively on the nature of an establishment, declare it to be governed in whole or in part by the present Ordinance or by any other Ordinance.

14. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4 of the Board which are not incompatible with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the wage-earners governed by the present Ordinance.

Dispositions finales

15. La présente ordonnance (No 24) sera en vigueur pour une période de douze mois, à compter de sa publication dans la *Gazette officielle*, et sera maintenue en vigueur pour une autre période de douze mois, à mois d'arrêté au contraire du lieutenant-gouverneur en conseil ou de résolution au contraire de l'Office.

Fait et daté à Montréal, ce 29ème jour de novembre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGES CROMP,
C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,
6337—o Membres de l'Office.

Final Provisions

15. The present Ordinance (No. 24) shall be in force for a period of twelve months from the date of its publication in the *Official Gazette* and shall be kept in force for a further period of 12 months unless an order of the Lieutenant-Governor in Council or a resolution of the Board is issued to the contrary.

Passed and dated in Montreal, this 29th day of November 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, Vice-Chairman,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,
6338-o Members of the Board.

Avis divers

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED

Sommaire du règlement spécial "A"

Le règlement spécial "A" de la compagnie "Noorduyn Aircraft Limited" pourvoit à ventilation des affaires de la compagnie et à la distribution de ses biens au pro rata entre ses actionnaires, et telle distribution étant faite, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Certifié copie conforme.

Montreal, le 28 décembre 1938.

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED,
Le secrétaire,
6291 L. M. COUGHTRY.

Miscellaneous Notices

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED

Summary of special By-law "A"

Special By-law "A" of Noorduyn Aircraft Limited provides for the winding up of the affairs of the Company and the distribution of its assets ratably amongst its Shareholders, and upon such distribution being made the dissolution of the Company and the surrender of its Charter.

Certified true copy.

Montreal, December 28th, 1938.

NOORDUYN AIRCRAFT LIMITED,
L. M. COUGHTRY,
6292—o Secretary.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés de Fabriques d'Églises", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du quinze décembre 1938.

Le siège principal de la société est à 19, de la rue Caron, à Québec, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
6285—o Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés de Fabriques d'Eglises", for the study, defence and promotion of the economical social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the fifteenth of December 1938.

The principal place of business of the association is at 19 Caron Street, in Quebec, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
6286 Under Secretary of the Province.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SAINT-FRANÇOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de St-François

Canada, Province de Québec, No 7782. } LOUIS A. GAUDREAU, huissier de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur; vs E. D. LEMIEUX, de Dudswell canton, district de St-François, défendeur.

SHERIFFS' SALES

SAINT FRANCIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of St. Francis

Canada, Province of Quebec, No. 7782. } LOUIS A. GAUDREAU, bailiff of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff; vs E. D. LEMIEUX, of The township of Dudswell, district of St. Francis, defendant.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

"Un immeuble désigné comme étant les lots 25*a* et 25*b* du rang 6, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Dudswell, avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Adolphe de Dudswell, MARDI, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 3 décembre 1938.
5851-49-2-o
[Première publication, 10 décembre 1938].

Seized as belonging to the said defendant:

"A certain immovable designated as being lots 25*a* and 25*b* of range 6, upon the official plan and book of reference for the Township of Dudswell, with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of St-Adolphe de Dudswell, TUESDAY, the TENTH of JANUARY next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 3rd of December 1938.
5852-49-2-o
[First publication, December 10th, 1938].

Index de la Gazette officielle de Québec, No 52

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 4167

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Cireurs de chaussures de Montréal..... 4238
Concernant certains règlements édictés en vertu de la Loi des produits agricoles..... 4229
Concernant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières..... 4259
Concernant la Loi des produits agricoles. 4229
Electriciens et installations électriques 4230
Employés de garages, district de Québec. 4243
Fabrication des boîtes de carton gaufré 4246
Industrie de la boulangerie, district de Montréal..... 4246
Loi des mécaniciens en tuyauterie..... 4247
Métiers du bâtiment, district de Montréal..... 4249
Sécurité dans les édifices publics..... 4249

ASSURANCES:—

La Compagnie d'Assurance La Protection Nationale..... 4198

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière..... 4200
Fifth Avenue Theatre Corporation..... 4199
L'Association des Boulangers de Québec. 4199
Neva-Wet Corporation of Canada..... 4199
Noorduyn Aircraft Limited..... 4199
Syndicat Catholique des Employés de Fabriques d'Eglises..... 4269
The Syndicat Charlevoix Radium Exploration Ltée..... 4269

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés..... 4201

BUREAUX-CHEFS:—

La Société Symphonique de Québec..... 4201
Napoléon Senécal Limitée..... 4201

CHARTES—ABANDON DE:—

Sunray Oil Development Co..... 4201

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Association des Architectes de la province de Québec..... 4203

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 4167

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Shoe-shiners of Montreal..... 4238
Respecting certain regulations enacted under the Agricultural Products Act.. 4229
Respecting the security transfer tax Act 4250
Respecting the Agricultural Products Act 4229
Electricians' and Electrical Installations 4239
Garage employees, district of Quebec... 4240
Manufacturing of corrugated paper boxes 4243
Baking industry, district of Montreal... 4246
Pipe-mechanics' Act..... 4247
Building trades, district of Montreal.... 4249
Security in public buildings..... 4249

INSURANCES:—

The National Protection Assurance Company..... 4198

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 4200
Fifth Avenue Theatre Corporation..... 4199
L'Association des Boulangers de Québec. 4199
Neva-Wet Corporation of Canada..... 4199
Noorduyn Aircraft Limited..... 4269
Syndicat Catholique des Employés de Fabriques d'Eglises..... 4269
The Charlevoix Radium Exploration Syndicate Ltd..... 4269

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills..... 4101

CHIEF-OFFICES:—

Quebec Symphony..... 4201
Napoléon Senécal Limited..... 4201

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Sunray Oil Development Co..... 4201

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Province of Quebec Association of Architects..... 4203

Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal 4205
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al* 4202
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al* 4203
Compagnie Equitable d'assurance contre le feu 4206
Guillemette, Marie 4205
Hôpital Ste-Jeanne d'Arc 4206
Jonquière, ville de *et al* 4208
Lachine, cité de 4207
Montréal, Commission des Ecoles Catholiques 4206
Plage Laval, ville de 4207
Pointe-au-Pic, Commissaires d'écoles du village 4205
Roy, Georges-Albert 4205
Saint-Jean, cité de 4202
Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal 4203
Saint-Pierre-aux-Liens, commissaires d'écoles 4204
Silver, Paul Herbert *et al* 4204
St-Gédéon, paroisse de 4202
Succession Alphonse Valiquette 4203
Succession O.-S. Perrault 4208
Verdun, Commission des Ecoles Catholiques 4207
Association des Chiropraticiens de la province de Québec 4211
Jacques, Arthur-M. *et al* 4210
Montréal, cité de 4209
Protestant Infants' Home of Montreal 4212
Salaberry de Valleyfield, cité de 4211
Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe 4212
Succession Hon. Charles Wilson 4209
Succession Victor Beaudry 4210
Trois-Rivières, cité de 4213

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Petit Lac Magog, munic. scolaire 4213
Beebe Plain, munic. scolaire 4214
Beepe Plain, munic. scolaire (Erratum) 4215
Duparquet, canton de 4214
Pointe-Claire, munic. scolaire de la paroisse 4214
St-Dominique-du-Rosaire, munic. scolaire 4214
St-Gabriel-est, munic. scolaire 4215
St-Gabriel-est, munic. scolaire (Erratum) 4215

EXAMEN DU BARREAU:—

Arthabaska: pratique du droit 4215
Bas Saint-Laurent: étude du droit 4215
Bas Saint-Laurent: pratique du droit 4216
Montréal: étude du droit 4216
Montréal: pratique du droit 4216
Québec: étude du droit 4217
Québec: pratique du droit 4217

LETTRES PATENTES:—

Beaver Syndicate Corporation 4168
Clinton Ladies' Hats Ltd 4169
Deckelbaum & Korny Limited 4171
George A. Hall Cartage Co. Ltd 4174
International Mica Limited 4175
Krausmann's Lorraine Grill Inc 4176
Les Accessoires de Sports (Limitée) 4180
Natashquan Sands Limited 4181
Peter's Shoe Manufacturing Co. Ltd. 4185
Richard Frère "Limitée" 4187
Sainte-Anne-de-Bellevue, ville de 4217

Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal 4205
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al* 4202
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al* 4203
Equitable Fire Insurance Company 4206
Guillemette, Marie 4205
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc 4206
Jonquière, town of *et al* 4208
Lachine, city of 4207
Montreal, Catholic School Commission 4206
Plage Laval, town of 4207
Pointe-au-Pic, School Commissioners of the village 4205
Roy, Georges-Albert 4205
Saint-Jean, city of 4202
Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal 4203
Saint-Pierre-aux-Liens, school Commissioners 4204
Silver, Paul Herbert *et al* 4204
St. Gédéon, parish of 4202
Estate of Alphonse Valiquette 4203
Estate of O. S. Perrault 4208
Verdun, Catholic School Commission 4207
Chiroprators Association of the Province of Quebec 4211
Jacques, Arthur-M. *et al* 4210
Montreal, city of 4209
Protestant Infants' Home of Montreal 4212
Salaberry de Valleyfield, city of 4211
Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe 4212
Estate of Hon. Charles Wilson 4209
Estate of Victor Beaudry 4210
Trois-Rivières, city of 4213

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Petit Lac Magog, school munic. 4213
Beebe Plain, school munic. 4214
Beebe Plain, school munic. (Erratum) 4215
Duparquet, township of 4214
Pointe-Claire, school munic. of the parish 4214
St-Dominique-du-Rosaire, school munic. 4214
St-Gabriel-East, school munic. 4215
St-Gabriel-East, school munic. (Erratum) 4215

BAR EXAMINATION:—

Arthabaska: practice of the law 4215
Lower Saint Lawrence: study of the law. 4215
Lower Saint Lawrence: practice of the law 4216
Montreal: study of the law 4216
Montreal: practice of the law 4216
Quebec: study of the law 4217
Quebec: practice of the law 4217

LETTERS PATENT:—

Beaver Syndicate Corporation 4168
Clinton Ladies' Hats Ltd 4169
Deckelbaum & Korny Limited 4171
George A. Hall Cartage Co. Ltd 4174
International Mica Limited 4175
Krausmann's Lorraine Grill Inc 4176
Les Accessoires de Sports (Limitée) 4180
Natashquan Sands Limited 4181
Peter's Shoe Manufacturing Co. Ltd. 4185
Richard Frère "Limitée" 4187
Sainte-Anne-de-Bellevue, town of 4217

St. Maurice Power Corporation 4189
The Scottish Schools Club of Montreal Inc 4195

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Garnet Concentrates Inc 4196

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Ste-Lucie de Beauregard 4219

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield 4250
Commerce en détail de Québec 4251
Industrie de la lithographie de la province de Québec 4252
Industrie de l'imprimerie, district de Montréal 4252
Industrie des boîtes, contenants et ustensiles métalliques 4252
Industrie du gant 4252
Métiers de la construction de Saint-Jean 4258
Métiers du bâtiment des Trois-Rivières 4258
Ordonnance No 21 (Tanneries et corroieries.) 4259
Ordonnance No 22 (Briqueteries, tuileries, etc.) 4262
Ordonnance No 24 (Manufactures de portes, chassis, etc.) 4265

NOMINATIONS:—

Diverses 4219
Syndics d'écoles 4219

PROCLAMATIONS:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 4197

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bachand, Wilfrid 4221
Pérodeau, Héritiers J.-Arthur 4220
Turcotte, Louis *et al* 4221

VENTE PAR LICITATION:—

Lessard vs Lessard *et al* 4222

VENTE POUR TAXES:—

Trois-Rivières, cité de 4222

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Dutil vs Roy 4223

BEAUHARNOIS:—

Bouvier vs Stacey 4224

KAMOURASKA:—

Bergeron vs L'Italien 4224
Picard vs Picard 4224

MONTRÉAL:—

Charette vs Ducharme 4225

St. Maurice Power Corporation 4189
The Scottish Schools Club of Montreal Inc 4195

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Garnet Concentrates Inc 4196

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Ste-Lucie de Beauregard 4219

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Barbers-hairdressers of Salaberry de Valleyfield 4250
Retail trade of Quebec 4251
Lithographing industry of the Province of Quebec 4252
Printing industry, district of Montreal 4252
Cans, containers and metallic ustensils industry 4252
Glove industry 4252
Building trades of Saint-Jean 4258
Building trades of Trois-Rivières 4258
Ordinance No. 21 (Tanneries and curriers) 4259
Ordinance No. 22 (Brick, tiles, etc.) 4262
Ordinance No. 24 (Manufactures of doors, sashes, etc.) 4265

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 4219
School trustees 4219

PROCLAMATIONS:—

Convocation of the Legislature for the dispatch of business 4197

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bachand, Wilfrid 4221
Pérodeau, Heirs of J. Arthur 4220
Turcotte, Louis *et al* 4221

SALE BY LICITATION:—

Lessard vs Lessard *et al* 4222

SALE FOR TAXES:—

Trois-Rivières, city of 4222

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Dutil vs Roy 4223

BEAUHARNOIS:—

Bouvier vs Stacey 4224

KAMOURASKA:—

Bergeron vs L'Italien 4224
Picard vs Picard 4224

MONTREAL:—

Charette vs Ducharme 4225

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Legault *et al*..... 4226

PONTIAC:—

Campbell vs Fraser..... 4226

QUÉBEC:—

La Société de Prêts et Placements de Québec..... 4226
The Royal Trust Company vs Lynch... 4227

RIMOUSKI:—

La Perrelle Lumber Co. Ltd vs Langlois 4228

ROBERVAL:—

Côté, Boivin & Cie vs Bilodeau..... 4228

SAINT-FRANÇOIS:—

Gaudreau vs Lemieux..... 4269

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Legault *et al*..... 4226

PONTIAC:—

Campbell vs Fraser..... 4226

QUEBEC:—

La Société de Prêts et Placements de Québec..... 4226
The Royal Trust Company vs Lynch... 4227

RIMOUSKI:—

La Perrelle Lumber Co. Ltd vs Langlois 4228

ROBERVAL:—

Côté, Boivin & Cie vs Bilodeau..... 4228

SAINT FRANCIS:—

Gaudreau vs Lemieux..... 4269

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.